

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Annonces diverses

CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL
DU CENTRE OUEST

Société coopérative à capital et personnel variables régie par les dispositions du Livre V du Code monétaire et financier au capital de 57 801 280,00 euros

Siège social : 20, rue Pierre Boulez 87 044 Limoges Cedex 1

391 007 457 R.C.S LIMOGES

A. COMPTES SOCIAUX

BILAN AU 31 DECEMBRE 2025

ACTIF

<i>-En milliers d'euros</i>	Notes	31/12/2025	31/12/2024
OPERATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES		109 455	111 012
Caisse, banques centrales		35 502	42 317
Effets publics et valeurs assimilées	5	30 972	15 672
Créances sur les établissements de crédit	3	42 981	53 023
OPERATIONS INTERNES AU CREDIT AGRICOLE	3	979 147	1 123 654
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	4	7 621 112	7 594 659
OPERATIONS SUR TITRES		565 940	513 770
Obligations et autres titres à revenu fixe	5	412 618	379 885
Actions et autres titres à revenu variable	5	153 322	133 885
VALEURS IMMOBILISEES		805 581	787 319
Participations et autres titres détenus à long terme	67	722 023	569 990
Parts dans les entreprises liées	67	29 443	15 688
Immobilisations incorporelles	7	1 662	1 711
Immobilisations corporelles	7	52 453	99 930
CAPITAL SOUSCRIT NON VERSE			
ACTIONS PROPRES	8		
COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS		167 323	135 675
Autres actifs	9	104 146	31 481
Comptes de régularisation	9	63 177	54 194
TOTAL ACTIF		10 248 558	10 266 089

PASSIF

<i>-En milliers d'euros</i>	Notes	31/12/2025	31/12/2024
OPERATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES		105 938	37 088
Banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit	11	105 938	37 088
OPERATIONS INTERNES AU CREDIT AGRICOLE	11	5 091 380	5 205 954

COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE	12	3 287 981	3 306 247
DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE	13	20 251	20 423
COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS		299 394	291 600
Autres passifs	14	191 966	189 858
Comptes de régularisation	14	107 428	101 742
PROVISIONS ET DETTES SUBORDONNÉES		156 129	162 316
Provisions	151617	85 969	92 777
Dettes subordonnées	18	70 160	69 539
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX -FRBG		56 300	56 600
CAPITAUX PROPRES HORS FRBG	19	1 221 185	1 185 861
Capital souscrit		57 801	57 801
Primes d'émission		82 722	82 722
Réserves		1 041 369	1 009 769
Ecart de réévaluation			
Provisions réglementées et subventions d'investissement			
Report à nouveau			
Résultat de l'exercice		39 293	35 569
TOTAL PASSIF		10 248 558	10 266 089

HORS-BILAN AU 31 DECEMBRE 2025

<i>-En milliers d'euros</i>	Notes	31/12/2025	31/12/2024
ENGAGEMENTS DONNES		747 641	696 799
Engagements de financement	26	574 888	533 806
Engagements de garantie	26	172 314	162 340
Engagements sur titres	26	439	653
ENGAGEMENTS RECUS		2 901 293	2 834 801
Engagements de financement	26	5 000	8 041
Engagements de garantie	26	2 894 253	2 824 289
Engagements sur titres	26	2 040	2 471

Les opérations de change Hors-bilan et les opérations sur instruments financiers à terme sont présentées respectivement en notes 24 et 25.

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2025

<i>-En milliers d'euros</i>	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Intérêts et produits assimilés - I	32	245 656	275 699
Intérêts et charges assimilées - I	32	-185 247	-216 784
Revenus des titres à revenu variable	33	41 120	39 079
Commissions -produits -I	34	103 001	108 513
Commissions -charges -I	34	-9 517	-18 201

Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	35	311	332
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	36	797	-506
Autres produits d'exploitation bancaire	37	2 463	1 253
Autres charges d'exploitation bancaire	37	-1 342	-2 193
PRODUIT NET BANCAIRE		197 242	187 192
Charges générales d'exploitation	38	-128 096	-123 120
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-4 945	-6 808
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION		64 201	57 264
Coût du risque	39	-9 030	-9 384
RESULTAT D'EXPLOITATION		55 171	47 880
Résultat net sur actifs immobilisés	40	-1 318	782
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		53 853	48 662
Résultat exceptionnel	41		
Impôts sur les bénéfices	42	-4 860	-6 093
Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées		-9 700	-7 000
RESULTAT NET DE L'EXERCICE		39 293	35 569

(1) Au 31 décembre 2024, les commissions intégraient un produit de 10 096 milliers d'euros et une charge de 9 817 milliers d'euros au titre de la marge collective, qui auraient dû être classés respectivement en « Intérêts et produits assimilés » et en « Intérêts et charges assimilées ». Cette modification de présentation est sans impact sur le montant de Produit Net Bancaire présenté au 31 décembre 2024.

Note 1 CADRE JURIDIQUE ET FINANCIER ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Note 1.1 Cadre juridique et financier

La Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest est une société coopérative à capital variable régie par les articles L. 51220 et suivants du Code monétaire et financier et la loi n°471775 du 10/09/1947 portant statut de la coopération.

Sont affiliées à la Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest, 51 Caisses locales qui constituent des sociétés coopératives ayant une personnalité juridique propre.

Les comptes individuels sont représentatifs des comptes de la Caisse régionale seule, tandis que les comptes consolidés, selon la méthode de l'entité consolidante, intègrent également les comptes des Caisses locales et le cas échéant, les comptes des filiales consolidables.

La Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest est agréée, avec l'ensemble des Caisses locales qui lui sont affiliées, en qualité de banque mutualiste ou coopérative, avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Elle est de ce fait soumise à la réglementation applicable aux établissements de crédit.

Au 31 décembre 2025, la Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest fait partie, avec 38 autres Caisses régionales, du réseau Crédit Agricole dont l'organe central, en application de l'article L.51130 du Code monétaire et financier, est Crédit Agricole S.A. Les Caisses régionales détiennent la totalité du capital de la SAS Rue La Boétie, qui détient elle-même, 63,49 % du capital de Crédit Agricole S.A., cotée depuis le 14 décembre 2001, Crédit Agricole SA est à ce jour cotée sur Euronext Paris compartiment A.

Le solde du capital de Crédit Agricole S.A. est détenu par le public (y compris les salariés) à hauteur de 36,51%.

Crédit Agricole S.A. coordonne l'action des Caisses régionales et exerce, à leur égard, un contrôle administratif,

technique et financier et un pouvoir de tutelle conformément au Code monétaire et financier. Du fait de son rôle d'organe central, confirmé par la loi bancaire, il a en charge de veiller à la cohésion du réseau et à son bon fonctionnement, ainsi qu'au respect, par chaque Caisse régionale, des normes de gestion. Il garantit leur liquidité et leur solvabilité. Par ailleurs, en 1988, les Caisses régionales ont consenti une garantie au bénéfice des tiers créanciers de Crédit Agricole S.A., solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

Note 1.2 Relations internes au Crédit Agricole

➤ **Mécanismes financiers internes**

L'appartenance de la Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest au réseau du Crédit Agricole se traduit en outre par l'adhésion à un système de relations financières dont les règles de fonctionnement sont les suivantes :

- **Comptes ordinaires des Caisses régionales**

Les Caisses régionales ont un compte de trésorerie ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB, qui enregistre les mouvements financiers correspondant aux relations financières internes au Groupe.

- **Comptes d'épargne à régime spécial**

Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'épargne populaire, Livret de développement durable et solidaire, compte et plan d'épargne logement, Livret jeune et Livret A) sont collectées par les Caisses régionales pour le compte de Crédit Agricole S.A., où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole S.A. les enregistre à son bilan en « Comptes créditeurs de la clientèle ».

- **Comptes et avances à terme**

Les ressources d'épargne non réglementées (comptes sur livrets, emprunts obligataires, bons et certains comptes à terme et assimilés, etc..) sont également collectées par les Caisses régionales au nom de Crédit Agricole S.A. et centralisées par Crédit Agricole S.A., elles figurent à ce titre à son bilan.

Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole S.A. de réaliser les « avances » (prêts) faites aux Caisses régionales destinées à assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

50% des ressources d'épargne collectées par les Caisses régionales leur sont restituées sous forme d'avances, dites « avances miroirs » (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), dont elles ont la libre disposition.

Depuis avril 2020, les Caisses régionales doivent se refinancer sous forme d'avances, dites « avances globales », auprès de Crédit Agricole S.A. pour les 50% restant des ressources d'épargne qu'elles ont collectées.

Par ailleurs, les Caisses régionales peuvent être refinancées sous forme prêts en blanc négociés à prix de marché auprès de Crédit Agricole S.A.

- **Transfert de l'excédent des ressources monétaires des Caisses régionales**

Les ressources d'origine « monétaire » des Caisses régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôts négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le financement de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole S.A. où ils sont enregistrés en comptes ordinaires dans la ligne « Prêts et créances sur les établissements de crédit » ou « Dettes envers les établissements de crédit » (selon le sens du compte ordinaire ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB – Cf. ci-dessus) ou en comptes à terme dans les rubriques « Opérations internes au Crédit Agricole ».

- Opérations en devises

Le refinancement des activités en devises des Caisses régionales est réalisé auprès de Crédit Agricole S.A.

- Titres à moyen et long terme émis par Crédit Agricole S.A.

Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisses régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole S.A., en fonction du type de titres émis, en « Dettes représentées par un titre » ou « Provisions et dettes subordonnées ».

➤ **Couverture des risques de liquidité et de solvabilité, et résolution bancaire**

Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 51131 du Code monétaire et financier (CMF), Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque établissement de crédit affilié comme de l'ensemble du réseau. Ainsi, chaque membre du réseau bénéficie de cette solidarité financière interne.

Les dispositions générales du CMF ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au réseau Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R. 01453.

Le dispositif européen de résolution des crises bancaires a été adopté au cours de l'année 2014 par la directive UE 2014/59 (dite Bank Recovery and Resolution Directive « BRRD »), transposée en droit français par l'ordonnance 20151024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français aux dispositions du Règlement européen 806/2014 du 15 juillet 2014 ayant établi les règles et une procédure uniforme pour la résolution des établissements de crédit dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un fonds de résolution bancaire unique. La directive UE 2019/879 du 20 mai 2019 dite « BRRD2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée par l'Ordonnance 20201636 du 21 décembre 2020.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolutions européennes, dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Pour les groupes bancaires coopératifs, c'est la stratégie de résolution de « point d'entrée unique élargi » (« extended SPE ») qui est privilégiée par les autorités de résolution, par laquelle l'outil de résolution serait appliqué simultanément au niveau de Crédit Agricole S.A. et des entités affiliées. A ce titre et dans l'hypothèse d'une mise en résolution du groupe Crédit Agricole, c'est le périmètre composé de Crédit Agricole S.A. (en sa qualité d'organe central) et des entités affiliées qui serait considéré dans son ensemble comme le point d'entrée unique élargi. Compte tenu de ce qui précède et des mécanismes de solidarité existants au sein du réseau, un membre du réseau Crédit Agricole ne peut pas être mis en résolution de manière individuelle.

Les autorités de résolution peuvent ouvrir une procédure de résolution à l'encontre d'un établissement de crédit lorsqu'elles considèrent que : la défaillance de l'établissement est avérée ou prévisible, il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure de nature privée empêche la défaillance dans des délais raisonnables,

une mesure de résolution est nécessaire et une procédure de liquidation serait insuffisante pour atteindre les objectifs recherchés de la résolution ci-dessus rappelés.

Les autorités de résolution peuvent utiliser un ou plusieurs instruments de résolution, tels que décrits ci-dessous avec pour objectif de recapitaliser ou restaurer la viabilité de l'établissement. Les instruments de résolution devraient être mis en œuvre de telle manière à ce que les porteurs de titres de capital (actions, parts sociales, CCI, CCA) supportent en premier les pertes, puis les autres créanciers sous réserve qu'ils ne soient pas exclus du renflouement interne par la réglementation ou sur décision des autorités de résolution. La loi française prévoit également une mesure de protection lorsque certains instruments ou mesures de résolution sont mis en œuvre, tel le principe selon lequel les porteurs de titres de capital et les créanciers d'un établissement en résolution ne peuvent pas supporter des pertes plus lourdes que celles qu'ils auraient subies si l'établissement avait été liquidé dans le cadre d'une procédure de liquidation judiciaire régie par le code de commerce (principe NCWOL visé à l'article L. 61357.I du CMF). Ainsi, les investisseurs ont le droit de réclamer des indemnités si le traitement qu'ils subissent en résolution est moins favorable que le traitement qu'ils auraient subi si l'établissement avait fait l'objet d'une procédure normale d'insolvabilité.

Dans l'hypothèse où les autorités de résolution décideraient d'une mise en résolution sur le groupe Crédit Agricole, elles procèderaient au préalable à la réduction de la valeur nominale des instruments de fonds propres du compartiment CET1 (actions, parts sociales, CCI et CCA), instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de fonds propres de catégorie 2, afin d'absorber les pertes puis éventuellement à la conversion en titres de capital des instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de fonds propres de catégorie 2 ^[1]. Ensuite, si les autorités de résolution décidaient d'utiliser l'outil de résolution qu'est le renflouement interne, elles pourraient mettre en œuvre cet outil de renflouement interne sur les instruments de dette ^[2], c'est-à-dire décider de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital afin également d'absorber les pertes.

Les autorités de résolution pourraient décider de mettre en œuvre de façon coordonnée, à l'égard de l'organe central et de l'ensemble des entités affiliées, des mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant de renflouement interne. Dans ce cas, ces mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant ces mesures de renflouement interne s'appliqueraient à toutes les entités du réseau du Crédit Agricole et ce, quelle que soit l'entité considérée et quelle que soit l'origine des pertes.

La hiérarchie des créanciers en résolution est définie par les dispositions de l'article L. 613555 du CMF en vigueur à la date de mise en œuvre de la résolution.

Les détenteurs de titres de capital et les créanciers de même rang ou jouissant de droits identiques en liquidation seraient alors traités de manière égale quelle que soit l'entité du Groupe dont ils sont créanciers.

L'étendue de ce renflouement interne, qui vise aussi à recapitaliser le groupe Crédit Agricole, s'appuie sur les besoins de fonds propres au niveau consolidé.

L'investisseur doit être conscient qu'il existe donc un risque significatif pour les porteurs d'actions, de parts sociales, CCI et CCA et les titulaires d'instruments de dette d'un membre du réseau de perdre tout ou partie de leur investissement en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution bancaire sur le Groupe quelle que soit l'entité dont il est créancier.

Les autres outils de résolution bancaire dont disposent les autorités de résolution sont pour l'essentiel la cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais et la séparation des actifs de cet établissement.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 51131 du CMF, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R. 512 18 de ce même Code.

^[1] Articles L. 613-48 et L. 613-48-3 du CMF

^[2] Articles L. 613-55 et L. 613-55-1 du CMF

Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

L'application au groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités du réseau, et donc du réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

Note 1.3 Evénements significatifs relatifs à l'exercice 2025

Risque de crédit

Le calcul du montant des pertes attendues s'effectue en prenant compte des conditions économiques politique et géopolitique.

Dans le contexte macroéconomique global, le Groupe a revu ses prévisions macroéconomiques prospectives (forward looking) pour la détermination de l'estimation du risque de crédit. A ce titre, la CR a mis en place les différentes préconisations de CASA

Création de la filière distribution automobile

Suivi de la dégradation de la CR Run pour les tiers multi financés

Ajustement manuel pour anticiper le processus d'alerte précoce

Les provisions FLC et FLL s'élèvent à 72.6M€ au 31/12/2025 contre 76.4 M€ au 31/12/2024.

FCT Crédit Agricole Habitat 2025

Au 31/12/2025, une nouvelle entité (FCT Crédit Agricole Habitat 2025) a été consolidée au sein du groupe Crédit Agricole, née d'une opération de titrisation réalisée par les Caisses régionales et LCL, le 17 avril 2025. Cette transaction est pour partie un RMBS français auto souscrit et pour le reste un RMBS français placé sur le marché.

Cette opération s'est traduite par une cession de prêts à l'habitat octroyés par 37 Caisses régionales et LCL au FCT Crédit Agricole Habitat 2025 pour un montant de 1,684 milliards d'euros.

Les Caisses régionales et LCL ont souscrit pour 84,3 millions d'euros de titres subordonnés et pour 800 millions d'euros de titres senior (émission auto souscrite uniquement).

Pour l'émission placée sur le marché, les titres seniors adossés au portefeuille de créances habitat ont été placés auprès d'investisseurs (gestionnaires d'actifs (52 %) et établissements de crédit (48 %)) pour un montant de 800 M€.

FCT Crédit Agricole Habitat 2020

Au cours de l'exercice 2025, l'entité FCT Crédit Agricole Habitat 2020 est sortie du périmètre, l'opération de titrisation émise sur le marché ayant été débouclée par anticipation le 27 janvier 2025 pour un montant total de 1 milliard d'euros au niveau Groupe.

Avances faites par les CR à SAS Rue La Boétie dans le cadre du projet Tournesol

Une nouvelle opération de rachat d'actions Crédit Agricole SA a été lancée en 2025, il s'agit d'une opération à vocation patrimoniale. La CRCO a ainsi financé la SAS RLB au travers d'une avance de 7.697K€ qui a été remboursée par capitalisation au cours du second semestre 2025.

Contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises

Dans le cadre de la Loi de finances 2025, il a été institué une contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises. Elle s'applique, selon des seuils différents, pour les entreprises dont le chiffre d'affaires 2024 ou 2025 dépasse 1 Md€ ou 3 Md€.

Pour les redevables dont le chiffre d'affaires est compris entre 1 et 3 Md€, le taux de la contribution exceptionnelle est fixé à 20,6 % ; pour ceux dont celui-ci est supérieur à 3 Md€, le taux de la contribution exceptionnelle est fixé à 41,2 %. Les redevables dont le chiffre d'affaires est inférieur à 1 Md€ ne sont pas assujettis à cette contribution.

Cette contribution exceptionnelle dispose en outre d'une base de calcul spécifique assise sur la moyenne de l'impôt sur les sociétés dû (hors contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 %) au titre de l'exercice au cours duquel la contribution est due (2025) et au titre de l'exercice précédent (2024).

Par ailleurs, une convention de régime de groupe fiscal fixe les règles de répartition et des modalités de paiement de cette contribution exceptionnelle.

La contribution exceptionnelle, incluant les effets de la convention de régime de groupe fiscal, comptabilisée au 31 décembre 2025 s'élève à 1 342 milliers d'euros dont 823 milliers d'euros au titre de l'exercice 2024.

Note 1.4 Evénements postérieurs à l'exercice 2025

Non concerné

Note 2 PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Les états financiers de la Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest sont établis dans le respect des principes comptables applicables en France aux établissements bancaires et conformément aux règles définies par Crédit Agricole S.A., agissant en tant qu'organe central et chargé d'adapter les principes généraux aux spécificités du groupe Crédit Agricole.

Compte tenu de l'intégration de ses Caisses locales dans le périmètre de consolidation, la Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest publie des comptes individuels et des comptes consolidés.

La présentation des états financiers de la Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest est conforme aux dispositions du règlement ANC 201407 qui regroupe dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

Les changements de méthode comptable et de présentation des comptes par rapport à l'exercice précédent concernent les points suivants :

Règlements / Recommandations	Date de 1 ^{re} application : opérations ou exercices ouverts à compter du
Règlement ANC N° 202206 modifiant le règlement ANC N° 201403 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général - modernisation des états financiers	01/01/2025
Règlement ANC N° 202303 du 7 juillet 2023 modifiant divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement ANC N° 202206 du 22 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers	01/01/2025
Règlement N° 202501 du 7 février 2025 modifiant divers règlements de l'ANC	28/07/2025
Règlement N° 202502 du 4 avril 2025 relatif aux articles 48 et 95 de la loi n° 2025127 du 14 février 2025 de finances pour 2025, modifiant le règlement ANC N° 201403 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général	28/07/2025

Note 2.1 Créances et engagements par signature

Les créances sur les établissements de crédit, les entités du groupe Crédit Agricole et la clientèle sont régies par le

règlement ANC 201407.

Elles sont ventilées selon leur durée résiduelle ou la nature des concours :

Les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;

Les comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;

Les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

La rubrique clientèle inclut les opérations réalisées avec la clientèle financière.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie (interbancaire, opérations internes au Crédit Agricole, clientèle).

Les créances sur les établissements de crédits et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale y compris les intérêts courus non échus.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

En application du règlement ANC 201407, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

Le traitement comptable du risque de crédit est défini ci-après.

Les créances et les engagements par signature sont répartis entre les encours sains et douteux.

Créances saines

Tant que les créances ne sont pas qualifiées de douteuses, elles sont qualifiées de saines ou dégradées, elles demeurent dans leur poste d'origine.

- Provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains et dégradés

La Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest constate au titre des expositions de crédits des provisions au passif de son bilan pour couvrir les risques de crédit attendus sur les 12 mois à venir (expositions qualifiées de saines) et / ou sur la durée de vie de l'encours dès lors que la qualité de crédit de l'exposition s'est significativement dégradée (expositions qualifiées de dégradées).

Ces provisions sont déterminées dans le cadre d'un processus de suivi particulier et reposent sur des estimations traduisant le niveau de perte de crédit attendue.

- La notion de perte de crédit attendue « Expected Credit Loss » ou « ECL »

L'ECL se définit comme la valeur probable attendue pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

- Gouvernance et mesure des ECL

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres de provisionnement s'appuie sur l'organisation mise en

place dans le cadre du dispositif bâlois. La Direction des Risques du Groupe Crédit Agricole est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de dépréciation des encours.

Le groupe Crédit Agricole s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus bâlois actuels pour définir le périmètre des paramètres nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et d'extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, sont retenues.

L'estimation des ECL intègre entre autres les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Son appréciation s'appuie largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des spécificités pour déterminer une ECL économique.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les floors qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut ("Loss Given Default" ou "LGD").

Les modalités de détermination de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : prêts et créances sur la clientèle et engagements par signature.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie ; et représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'exposition est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les 12 mois.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE (Taux d'Intérêt Effectif) ou au taux contractuel (lorsque le TIE est indisponible) déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'encours. Le taux d'intérêt effectif est le taux d'actualisation qui égalise la somme des flux décaissés et encaissés au titre de l'émission ou de l'acquisition d'un crédit et la valeur actuelle des flux contractuels à recevoir de la contrepartie sur la durée de vie effective de cet encours.

Les modalités de mesure des ECL tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que la Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties. La prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Les paramètres de provisionnement sont mesurés et mis à jour selon les méthodologies définies par le groupe Crédit Agricole et permettent ainsi d'établir un premier niveau de référence, ou socle partagé, de provisionnement. L'utilisation des systèmes de notation externes et/ou internes permet d'apprécier le niveau d'un risque de crédit.

Le backtesting des modèles et paramètres utilisés est réalisé a minima annuellement.

Les données macroéconomiques prospectives (« Forward Looking ») sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

Au niveau du groupe Crédit Agricole dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du Forward Looking dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ;

Au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles. La Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest applique des paramètres complémentaires pour le Forward Looking sur des portefeuilles de prêts et créances sur la clientèle et d'engagements de financement et de garantie sains et dégradés pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non couvertes par les scénarios

définis au niveau du Groupe.

Le calcul du montant des pertes attendues sur le risque de crédit doit s'effectuer en prenant en considération les circonstances spécifiques de l'exercice 2025, marqué par une incertitude de l'environnement économique national et international. Dans ce contexte, le Groupe a notamment revu ses prévisions macroéconomiques (Forward Looking) pour la détermination de l'estimation du risque de crédit et Crédit Agricole du Centre Ouest a procédé à une revue de son portefeuille de crédits, qui l'a conduite à la mise à jour du Forward Looking local sur un certain nombre de filières considérées à risques.

- Dégradation significative du risque de crédit

La Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest apprécie, pour chaque encours, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêté. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (expositions qualifiées de saines / expositions qualifiées de dégradées / expositions douteuses).

Le Stage 1 correspond à des ECL à 12 mois, le Stage 2 correspond à des ECL à maturité.

Afin d'apprécier la dégradation significative, le groupe Crédit Agricole prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

Un premier niveau dépendant de règles et de critères quantitatifs relatifs et absolus ainsi que de critères qualitatifs Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe ;

Un second niveau propre à chaque entité lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre des paramètres complémentaires pour le Forward Looking pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement d'encours sains à encours dégradés (bascule de portefeuille ou sous portefeuille ou tiers d'ECL à 12 mois à un ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque encours. Aucune contagion n'est requise pour le passage de sain à dégradé des encours d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

L'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit au titre du premier niveau défini ci-dessus pour les encours avec un modèle de notation repose sur les deux critères suivants :

1. Exemption au faible risque de crédit :

Conformément aux normes en vigueur, le Groupe a choisi d'appliquer l'exemption « pour faible risque de crédit » aux titres de dettes classés en « Investment Grade » (Cf. IFRS 9.B5.5.23) et contrats de prêts dont la probabilité de défaut est inférieure à un seuil donné (ie. 0.30%).

2. Indicateurs quantitatifs :

Le groupe Crédit Agricole a retenu plusieurs critères quantitatifs permettant de qualifier une dégradation en Stage 2, à noter que chacun de ces critères est suffisant pour une dégradation en Stage 2. Les typologies de critères sont présentées ci-après :

a. Un critère relatif qui mesure, au niveau contrat, la variation du risque associée depuis la date de comptabilisation initiale. Il permet de mesurer l'écart (établi en ratio) entre le risque de défaut en date de reporting

d'une contrepartie et le risque de défaut apprécié en date de comptabilisation initiale.

b. Trois critères absolus. Le Groupe a défini :

Un critère de seuil absolu basé sur les probabilités de défaut bâloise pour capter une dégradation absolue non corrélée à la conjoncture économique. Il permet de capturer en pratique les deux derniers grades avant le défaut considérés comme risqués et donc avec une classification en Stage 2 pour le calcul des ECL.

Un critère de seuil absolu basé sur la probabilité de défaut à 1 an (Forward Looking) en date de reporting, permettant de capter une dégradation significative absolue corrélée à la conjoncture économique.

Un critère de seuil absolu basé sur le nombre de jours impayés de plus de 30 jours pour qualifier une classification en Stage 2.

3. Indicateurs qualitatifs :

Le Groupe retient un ensemble d'indicateurs qualitatifs permettant une dégradation en Stage 2, ces indicateurs peuvent être de niveau contrat, contrepartie ou portefeuille et permettent d'identifier les expositions ayant observées une dégradation significative du risque de crédit.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en encours dégradé (Stage 2).

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la dépréciation peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (Stage 1).

Afin de suppléer le fait que certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

Le type d'encours ;

La note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;

Le type de garantie ;

La date de comptabilisation initiale ;

La durée à courir jusqu'à l'échéance ;

Le secteur d'activité ;

L'emplacement géographique de l'emprunteur ;

La valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;

Le circuit de distribution, l'objet du financement, ...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises, ...).

Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur base de portefeuille homogène peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Les dotations et reprises des provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains et dégradés sont inscrites en coût du risque.

Créances douteuses

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

Un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;

L'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Un encours est dit douteux lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur ses flux de trésorerie futurs estimés. Les événements qui suivent sont des données observables, indicatives d'un encours douteux :

Des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;

Un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;

L'octroi, par le ou les prêteur(s) à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;

La probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;

La disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;

L'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Le caractère douteux d'un encours peut résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

Une contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation qui permet de valider que le débiteur n'est plus en situation douteuse.

Parmi les encours douteux, la Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis.

Créances douteuses non compromises :

Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

Créances douteuses compromises :

Ce sont les créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé.

Pour les créances douteuses, l'enregistrement des intérêts se poursuit tant que la créance est considérée comme douteuse non compromise, il est arrêté lorsque la créance devient compromise.

Le classement en encours douteux peut être abandonné et l'encours est porté à nouveau en encours sain.

- Dépréciations au titre du risque de crédit sur les encours douteux

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par la Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

Les pertes probables relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

- Traitement comptable des dépréciations

Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non-recouvrement sur créances douteuses sont inscrites en coût du risque.

Conformément au règlement ANC 201407 le Groupe a fait le choix d'enregistrer en coût du risque les effets de désactualisations des dépréciations.

Passage en perte

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'experts, la Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest le détermine avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité.

Les créances devenues irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

Créances restructurées

Les créances restructurées pour difficultés financières sont des créances pour lesquelles l'entité a modifié les conditions contractuelles initiales (taux d'intérêt, maturité etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances.

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

Des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;

Un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

Elles concernent les créances classées en douteuses et les créances saines, au moment de la restructuration.

Sont exclues des créances restructurées les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas de problèmes d'insolvabilité ou de difficultés financières. Les créances renégociées sont décomptabilisées. La fraction restant à étaler des commissions reçues et des coûts marginaux de transaction est enregistrée dans le compte de résultat à la date de cette renégociation, dans la mesure où il est considéré qu'un nouvel encours a pris naissance.

La réduction des flux futurs accordée à la contrepartie, ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration, donne lieu à l'enregistrement d'une décote. Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

La valeur nominale du prêt ;

Et la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt restructuré, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est comptabilisée en déduction de l'actif et dotée en coût du risque

Les crédits restructurés du fait de la situation financière du débiteur font l'objet d'une notation conformément aux règles bâloises et sont dépréciés en fonction du risque de crédit estimé.

Dès lors que l'opération de restructuration a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de « restructurée » pendant une période d'observation à minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements (nouveaux incidents par exemple).

Note 2.2 Portefeuille Titres

Les règles relatives à la comptabilisation du risque de crédit et la dépréciation des titres à revenu fixe sont définies par les articles 23111 à 23911 ainsi que par les articles 22111 à 225113 du règlement ANC 201407.

Les titres sont présentés dans les états financiers en fonction de leur nature : effets publics (Bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable.

Ils sont classés dans les portefeuilles prévus par la réglementation (transaction, investissement, placement, activité de portefeuille, valeurs immobilisées, autres titres détenus à long terme, participation, parts dans les entreprises liées) en fonction de l'intention de gestion de l'entité et des caractéristiques de l'instrument au moment de la souscription du produit.

Titres de placement

Cette catégorie concerne les titres qui ne sont pas inscrits parmi les autres catégories de titres.

Les titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

Obligations et autres titres à revenu fixe

Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, coupon couru à l'achat inclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle du titre.

Les revenus sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique : « Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

Actions et autres titres à revenu variable

Les actions sont inscrites au bilan pour leur valeur d'achat, frais d'acquisition inclus. Les revenus de dividendes attachés aux actions sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

Les revenus des Organismes de Placements Collectifs sont enregistrés au moment de l'encaissement dans la même rubrique.

A la clôture de l'exercice, les titres de placement sont évalués pour leur valeur la plus faible entre le coût d'acquisition et la valeur de marché. Ainsi, lorsque la valeur d'inventaire d'une ligne ou d'un ensemble homogène de titres (calculée par exemple à partir des cours de bourse à la date d'arrêt) est inférieure à la valeur comptable, il est constitué une dépréciation au titre de la moins-value latente sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les gains, provenant des couvertures, au sens du règlement ANC

201407, prenant la forme d'achats ou de ventes d'instruments financiers à terme, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

En outre, pour les titres à revenu fixe, des dépréciations destinées à prendre en compte le risque de contrepartie et comptabilisées en coût du risque, sont constituées sur cette catégorie de titres :

S'il s'agit de titres cotés, sur la base de la valeur de marché qui tient intrinsèquement compte du risque de crédit. Cependant, si la Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest dispose d'informations particulières sur la situation financière de l'émetteur qui ne sont pas reflétées dans la valeur de marché, une dépréciation spécifique est constituée ;

S'il s'agit de titres non cotés, la dépréciation est constituée de manière similaire à celle des créances sur la clientèle au regard des pertes probables avérées (Cf. note 2.1 Créances et engagements par signature – Dépréciations au titre du risque de crédit sur les encours douteux).

Les cessions de titres sont réputées porter sur les titres de même nature souscrits à la date la plus ancienne.

Les dotations et les reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de placement et assimilés » du compte de résultat.

Titres d'investissement

Sont enregistrés en titres d'investissement, les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés dans cette catégorie avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance.

Ne sont comptabilisés dans cette catégorie que les titres pour lesquels la Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest dispose de la capacité de financement nécessaire pour continuer de les détenir jusqu'à leur échéance et n'est soumise à aucune contrainte existante, juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause son intention de détenir ces titres jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais d'acquisition et coupons inclus. La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est étalée sur la durée de vie résiduelle du titre.

Il n'est pas constitué de dépréciation des titres d'investissement si leur valeur de marché est inférieure à leur prix de revient. En revanche, si la dépréciation est liée à un risque propre à l'émetteur du titre, une dépréciation est enregistrée dans la rubrique « Coût du risque ».

En cas de cession de titres d'investissement ou de transfert dans une autre catégorie de titres pour un montant significatif, l'établissement n'est plus autorisé, pendant l'exercice en cours et pendant les deux exercices suivants, à classer en titres d'investissement des titres antérieurement acquis et les titres à acquérir conformément au règlement ANC 201407.

Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme

Les parts dans les entreprises liées sont les parts détenues dans des entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.

Les titres de participation sont des titres (autres que des parts dans une entreprise liée) dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres ou d'en assurer le contrôle.

Les autres titres détenus à long terme correspondent à des titres détenus dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influencer la gestion de cette dernière en raison du faible pourcentage des droits de vote détenus.

Ces titres sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition frais inclus.

A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués, titre par titre, en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de cette valeur d'utilité.

Celle-ci représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir compte tenu de ses objectifs de détention.

L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments tels que la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ses capitaux propres, la conjoncture économique ou encore le cours moyen de bourse des derniers mois ou la valeur mathématique du titre.

Lorsque la valeur d'utilité de titres est inférieure au coût historique, ces moins-values latentes font l'objet de dépréciations sans compensation avec les plus-values latentes.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession relatives à ces titres sont enregistrées sous la rubrique « Résultat net sur actifs immobilisés ».

Prix de marché

Le prix de marché auquel sont évaluées, le cas échéant, les différentes catégories de titres, est déterminé de la façon suivante :

Les titres négociés sur un marché actif sont évalués au cours le plus récent,

Si le marché sur lequel le titre est négocié n'est pas ou plus considéré comme actif, ou si le titre n'est pas coté, la Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest détermine la valeur probable de négociation du titre concerné en utilisant des techniques de valorisation. En premier lieu, ces techniques font référence à des transactions récentes effectuées dans des conditions normales de concurrence. Le cas échéant, la Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest utilise des techniques de valorisation couramment employées par les intervenants sur le marché pour évaluer ces titres lorsqu'il a été démontré que ces techniques produisent des estimations fiables des prix obtenus dans des transactions sur le marché réel.

Dates d'enregistrement

La Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest enregistre les titres classés en titres d'investissement et en titres de transaction à la date de règlement livraison. Les autres titres, quelle que soit leur nature ou la catégorie dans laquelle ils sont classés, sont enregistrés à la date de négociation.

Pensions livrées

Les titres donnés en pension livrée sont maintenus au bilan et le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan.

Les titres reçus en pension livrée ne sont pas inscrits au bilan mais le montant décaissé, représentatif de la créance sur le cédant, est enregistré à l'actif du bilan.

Les titres donnés en pension livrée font l'objet des traitements comptables correspondant à la catégorie de portefeuille dont ils sont issus.

Reclassement de titres

Conformément au règlement ANC 201407, il est autorisé d'opérer les reclassements de titres suivants :

Du portefeuille de transaction vers le portefeuille d'investissement ou de placement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance,

Du portefeuille de placement vers le portefeuille d'investissement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif.

La Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest n'a pas opéré, en 2025, de reclassement au titre du règlement ANC 201407.

Note 2.3 Immobilisations

La Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest applique le règlement ANC 201403 par rapport à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Elle applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de ce texte, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Le coût d'acquisition des immobilisations comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires, c'est adire les charges directement ou indirectement liées à l'acquisition pour la mise en état d'utilisation du bien ou pour son entrée « en magasin ».

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Les immeubles et le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur date d'achèvement.

A l'exception des logiciels, des brevets et des licences, les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet d'amortissement. Le cas échéant, elles peuvent faire l'objet de dépréciation.

En cas de mali technique de fusion, celui-ci est comptabilisé au bilan selon les rubriques d'actifs auxquelles il est affecté, en « Autres immobilisations corporelles, incorporelles, financières... ». Il est ensuite amorti puis déprécié et sorti du bilan, le cas échéant selon les mêmes modalités que l'actif sous-jacent.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée estimée d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par la Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest, à la suite de l'application de la comptabilisation des immobilisations par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement doivent être adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

Composant	Durée d'amortissement
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	30 à 50 ans
Second œuvre	8 à 40 ans
Installations techniques	5 à 15 ans
Agencements	5 à 15 ans
Matériel informatique	4 ans - dégressif
Matériel spécialisé	4 ans - dégressif

Enfin, les éléments dont dispose la Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest sur la valeur de ses immobilisations lui permettent de conclure que des tests de dépréciation ne conduiraient pas à la modification de la base amortissable existante.

Note 2.4 Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit, les entités du Crédit Agricole et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée résiduelle ou la nature de ces dettes :

Dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit ;

Comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;

Comptes d'épargne à régime spécial et autres dettes pour la clientèle (celles-ci incluent notamment la clientèle financière).

Les comptes d'épargne à régime spécial sont présentés après compensation avec la créance sur le fonds d'épargne (au titre de l'épargne réglementée et centralisée par la Caisse des dépôts et consignations).

Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Note 2.5 Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire, titres de créances négociables, emprunts obligataires et autres titres de dettes, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés dans la rubrique du passif « Dettes subordonnées ».

Les intérêts courus non échus sont enregistrés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties sur la durée de vie des emprunts concernés, la charge correspondante est inscrite dans la rubrique « Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

Les primes de remboursement et les primes d'émission des dettes représentées par des titres sont amorties selon la méthode de l'amortissement actuariel.

La Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest applique également la méthode d'étalement des frais d'emprunts dans ses comptes individuels.

Les commissions de services financiers versées par les Caisses régionales sont comptabilisées en charges dans la rubrique « Commissions (charges) ».

Note 2.6 Provisions

La Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest applique le règlement ANC 201403 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux engagements de retraite et de congés fin de carrière, aux litiges et aux risques divers.

Les provisions incluent également les risques pays. L'ensemble de ces risques fait l'objet d'un examen trimestriel.

Les risques pays sont provisionnés après analyse des types d'opérations, de la durée des engagements, de leur nature (créances, titres, produits de marché) ainsi que de la qualité du pays.

La Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest a partiellement couvert les provisions constituées sur ces créances libellées en monnaies étrangères par achat de devises pour limiter l'incidence de la variation des cours de change sur le niveau de provisionnement.

La provision pour risque de déséquilibre du contrat épargne logement est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

Le comportement des souscripteurs, ainsi que l'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur. Ces estimations sont établies à partir d'observations historiques de longue période ;

La courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

Les modalités de calcul de cette provision sont établies en conformité avec le Titre 6 Epargne règlementée du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 201407.

Provision pour risques sur GIE d'investissement

Afin de donner une image fidèle de ses comptes, la Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest constitue une provision spécifique pour pertes et charges dans le but de compenser l'incidence temporaire sur la charge d'impôt et sur le résultat net, de la participation de la Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest à certains GIE réalisant des opérations de financement par crédit-bail ou des opérations particulières. Cette provision d'exploitation sera reprise au fur et à mesure des suppléments d'impôts que devra acquitter la Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest au cours des exercices ultérieurs, de manière à neutraliser l'impact de ces opérations sur le résultat net.

Note 2.7 Fonds pour Risques Bancaires Généraux (F.R.B.G.)

Les fonds pour risques bancaires généraux sont constitués par la Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest à la discrétion de ses dirigeants, en vue de faire face à des charges ou à des risques dont la concrétisation est incertaine mais qui relèvent de l'activité bancaire.

Ils sont repris pour couvrir la concrétisation de ces risques en cours d'exercice.

Note 2.8 Opérations sur les instruments financiers à terme et conditionnels

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement ANC 201407.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors-bilan pour la valeur nominale des contrats : ce montant représente le volume des opérations en cours.

Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie :

Opérations de couverture

Les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées (catégorie « b » article 25221 du règlement

ANC 201407) sont rapportés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert et dans la même rubrique comptable.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux global de Crédit Agricole S.A. (catégorie « c » article 25221 du règlement ANC 201407) sont inscrits prorata temporis dans la rubrique « Intérêts et produits (charges) assimilé(e)s – Produit (charge) net(te) sur opérations de macrocouverture ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Opérations de marché

Les opérations de marché regroupent :

Les positions ouvertes isolées (catégorie « a » de l'article 25221 du règlement ANC 201407) ;

La gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction (catégorie « d » de l'article 2522 du règlement ANC 201407).

Elles sont évaluées par référence à leur valeur de marché à la date de clôture.

Celle-ci est déterminée à partir des prix de marché disponibles, s'il existe un marché actif, ou à l'aide de méthodologies et de modèles de valorisation internes, en l'absence de marché actif.

Pour les instruments :

En position ouverte isolée négociés sur des marchés organisés ou assimilés, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé ;

En position ouverte isolée négociés sur des marchés de gré à gré, les charges et produits sont inscrits en résultat prorata temporis. De plus, seules les pertes latentes éventuelles sont constatées via une provision. Les plus et moins-values réalisées sont comptabilisées en résultat au moment du dénouement ;

Faisant partie d'un portefeuille de transaction, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé.

Risque de contrepartie sur les dérivés

Conformément au règlement ANC 201407, la Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest intègre l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs dans la valeur de marché des dérivés. A ce titre, seuls les dérivés comptabilisés en position ouverte isolée et en portefeuille de transaction (respectivement les dérivés classés selon les catégories « a » et « d » de l'article 25221 du règlement précité) font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie sur les dérivés actifs. (CVA Credit Valuation Adjustment).

Le CVA permet de déterminer les pertes attendues sur la contrepartie du point de vue de la Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest.

Le calcul du CVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables.

Elle repose :

Prioritairement sur des paramètres de marché tels que les CDS (Credit Default Swap) nominatifs cotés (ou CDS Single Name) ou les CDS indicels ;

En l'absence de CDS nominatif sur la contrepartie, d'une approximation fondée sur la base d'un panier de CDS S/N de contreparties du même rating, opérant dans le même secteur et localisées dans la même région.

Dans certaines circonstances, les paramètres historiques de défaut peuvent être utilisés.

Note 2.9 Opérations en devises

A chaque arrêté, les créances et les dettes ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors bilan libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date d'arrêté.

Les produits perçus et les charges payées sont enregistrés au cours du jour de la transaction. Les produits et charges courus non échus sont convertis au cours de clôture.

A chaque arrêté, les opérations de change à terme sont évaluées au cours à terme restant à courir de la devise concernée. Les gains ou les pertes constatés sont portés au compte de résultat sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de négociation Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés ».

Dans le cadre de l'application du règlement ANC 201407, la Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest a mis en place une comptabilité multidevises lui permettant un suivi de sa position de change et la mesure de son exposition à ce risque.

Note 2.10 Engagements hors-bilan

Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

Le cas échéant, les engagements donnés font l'objet d'une provision lorsqu'il existe une probabilité de mise en jeu entraînant une perte pour la Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest.

Le hors-bilan publiable ne fait mention ni des engagements sur instruments financiers à terme, ni des opérations de change. De même, il ne comporte pas les engagements reçus concernant les Bons du Trésor, les valeurs assimilées et les autres valeurs données en garantie.

Note 2.11 Participation des salariés aux fruits de l'expansion et intéressement

La participation des salariés aux fruits de l'expansion est constatée dans le compte de résultat de l'exercice au titre duquel le droit des salariés est né.

L'intéressement est couvert par l'accord 126 du 28 juin 2023, pour les années 2023, 2024 et 2025, non modifié par avenants.

La participation et l'intéressement figurent dans les « Frais de personnel ».

Note 2.12 Avantages au personnel postérieurs à l'emploi**Engagements en matière de retraite, de préretraite et d'indemnités de fin de carrière – régimes à prestations définies**

La Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest a appliqué la recommandation 201302 de l'Autorité des Normes Comptables relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires, recommandation abrogée et intégrée dans le règlement ANC 201403.

Cette recommandation a été modifiée par l'ANC le 5 novembre 2021. Elle permet, pour les régimes à prestations définies conditionnant l'octroi d'une prestation à la fois en fonction de l'ancienneté, pour un montant maximal plafonné et au fait qu'un membre du personnel soit employé par l'entité lorsqu'il atteint l'âge de la retraite, de déterminer la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de :

Soit la date de prise de service du membre du personnel ;

Soit la date à partir de laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation.

En application de ce règlement, la Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest provisionne ses

engagements de retraite et avantages similaires relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques et selon la méthode dite des Unités de Crédits Projetés. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Depuis 2021, la Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest applique la détermination de la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de la date à laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation (i.e. convergence avec la décision IFRS IC d'avril 2021 portant sur IAS 19).

Pour l'exercice 2025, la Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest maintient sa méthode historique de détermination de la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de la date de prise de service du membre du personnel.

La Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest a opté pour la méthode 2 qui prévoit notamment la comptabilisation des profits ou pertes constatés au titre des modifications des régimes à prestations définies au moment où se produit la réduction ou la liquidation.

Le règlement autorise également la comptabilisation des écarts actuariels selon la méthode du corridor ou selon toute autre méthode conduisant à les comptabiliser plus rapidement en résultat.

La Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest a fait le choix de comptabiliser les écarts actuariels immédiatement en résultat, par conséquent le montant de la provision est égal à :

La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par le règlement ;

Diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs du régime. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une telle police, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Plans de retraite – régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

Par conséquent, la Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

Le montant des cotisations au titre de ces régimes de retraite est enregistré en « Frais de personnel ».

Note 2.13 Charges et produits exceptionnels

Ils représentent les charges et produits qui surviennent de manière exceptionnelle et qui sont relatifs à des opérations ne relevant pas du cadre des activités courantes de la Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest.

Note 2.14 Impôt sur les bénéfices (charge fiscale)

D'une façon générale, seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice. Elle intègre la contribution sociale sur les bénéfices.

Les revenus de créances et de portefeuilles titres sont comptabilisés nets de crédits d'impôts.

La Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest a signé avec Crédit Agricole S.A. une convention d'intégration fiscale. Aux termes des accords conclus, la Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle est redevable au titre de cette convention fiscale.

Note 3 CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE

	31/12/2025							31/12/2024
-En milliers d'euros	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Établissements de crédit								
Comptes et prêts :								
à vue	6 374				6 374	14	6 388	13 198
à terme -1	5 118			30 424	36 542	51	36 593	89 825
Valeurs reçues en pension								
Titres reçus en pension livrée								
Prêts subordonnés								
Total	12 492			30 424	42 916	65	42 981	103 023
Dépréciations								
VALEUR NETTE AU BILAN							42 981	63 023
Opérations internes au Crédit Agricole								
Comptes ordinaires	284 181				284 181		284 181	181 091
Comptes et avances à terme	15 888	40 303	567 714	66 027	689 932	5 034	694 966	942 563
Titres reçus en pension livrée								
Prêts subordonnés								
Total	300 069	40 303	567 714	66 027	974 113	5 034	979 147	1 123 654
Dépréciations								
VALEUR NETTE AU BILAN							979 147	1 123 654
TOTAL							1 022 128	1 176 677

(1) La créance sur le fonds d'épargne (au titre de l'épargne réglementée et centralisée par la Caisse des dépôts et consignations) est présentée en déduction des comptes d'épargne à régime spécial présentés au passif du bilan (Cf. note 31.2 Epargne centralisée).

Commentaires :

Opérations internes au Crédit Agricole : en matière de comptes et avances à terme, cette rubrique enregistre les placements monétaires réalisés par la Caisse régionale auprès de Crédit Agricole S.A. dans le cadre des Relations Financières Internes.

Note 4 OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

Note 4.1 Opérations avec la clientèle analyse par durée résiduelle

	31/12/2025							31/12/2024
-En milliers d'euros	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Créances commerciales	5 100	270			6 370		6 370	5 554
Autres concours à la clientèle	888 835	711 010	2 481 639	4 068 822	7 650 306	26 273	7 676 579	7 640 532
Valeurs reçues en pension livrée								
Comptes ordinaires débiteurs	23 209				23 209	397	23 606	25 082
Dépréciations							-85 443	-77 509
VALEUR NETTE AU BILAN							7 621 112	7 594 659

Les prêts subordonnés et participatifs consentis à la clientèle s'élèvent à 1 258 milliers d'euros.

Parmi les créances sur la clientèle 619 191 milliers d'euros sont éligibles au refinancement de la banque centrale au 31 décembre 2025 contre 694 436 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

Le montant des créances restructurées pour difficultés financières inscrites en encours douteux au moment de la restructuration s'élève à 19 587 milliers au 31 décembre 2025 d'euros contre 22 580 milliers d'euros au 31 décembre 2024. Elles conservent la qualification de « créances restructurées » jusqu'à la fin de leur vie.

Note 4.2 Opérations avec la clientèle Analyse par zone géographique

-En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
France -y compris DROMCOM	7 639 686	7 605 423
Autres pays de l'U.E.	18 553	21 695
Autres pays d'Europe	10 829	10 184
Amérique du Nord	2 734	2 027
Amérique centrale et du sud	325	394
Afrique et Moyen-Orient	5 097	4 823
Asie et Océanie -hors Japon	2 661	2 539
Japon		
Non ventilés et organismes internationaux		
Total en principal	7 679 885	7 647 085
Créances rattachées	26 670	25 083
Dépréciations	-85 443	-77 509
VALEUR NETTE AU BILAN	7 621 112	7 594 659

Note 4.3 Opérations avec la clientèle Encours douteux et dépréciations par zone géographique

-En milliers d'euros	31/12/2025					31/12/2024				
	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis
France -y compris	7 666 312	173 459	92 604	-85 215	-57 900	7 630 450	153 294	83 891	-77 509	-53 835
Autres pays de l'U.E.	18 573	157	157	-113	-113	21 730	155	153		
Autres pays d'Europe	10 843	166	137	-115	-86	10 195	137	79		
Amérique du Nord	2 738					2 031				
Amérique Centrale et du Sud	325					394				
Afrique et Moyen-Orient	5 101					4 826				
Asie et Océanie -hors Japon	2 663					2 542				
Japon										
Non ventilés et organismes internationaux										
TOTAL	7 706 555	173 782	92 898	-85 443	-58 099	7 672 168	153 586	84 123	-77 509	-53 835

Note 4.4 Opérations avec la clientèle Analyse par agents économiques

-En milliers d'euros	31/12/2025					31/12/2024				
	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis
Particuliers	4 020 330	44 877	18 200	-15 616	-8 973	3 974 950	39 010	16 599	-15 817	-8 494
Agriculteurs	1 046 948	34 722	19 672	-18 673	-13 608	1 040 719	33 995	17 916	-18 342	-12 426
Autres professionnels	726 679	35 021	23 358	-19 624	-14 675	731 555	33 811	21 485	-17 511	-13 396

Clientèle financière	170 940	8 358	3 927	-5 730	-2 370	166 334	4 581	3 885	-2 800	-2 289
Entreprises	1 378 635	50 777	27 721	-25 773	-18 453	1 386 634	42 013	24 071	-22 902	-17 102
Collectivités publiques	326 781					331 360				
Autres agents économiques	36 242	27	20	-27	-20	40 616	176	167	-137	-128
TOTAL	7 706 555	173 782	92 898	-85 443	-58 099	7 672 168	153 586	84 123	-77 509	-53 835

Note 5 TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT, D'INVESTISSEMENT ET TITRES DE L'ACTIVITE DE PORTEFEUILLE

	31/12/2025					31/12/2024
	Transaction	Placement	Titres de l'activité de portefeuille	Investissement	Total	Total
<i>-En milliers d'euros</i>						
Effets publics et valeurs assimilées :				30 575	30 575	15 566
dont surcote restant à amortir						
dont décote restant à amortir						
Créances rattachées				397	397	106
Dépréciations						
VALEUR NETTE AU BILAN				30 972	30 972	15 672
Obligations et autres titres à revenu fixe -1 :						
Emis par organismes publics				143 897	143 897	144 446
Autres émetteurs		39 200		227 138	266 338	233 196
dont surcote restant à amortir						
dont décote restant à amortir						
Créances rattachées				2 392	2 392	2 249
Dépréciations		-9			-9	-6
VALEUR NETTE AU BILAN		39 191		373 427	412 618	379 885
Actions et autres titres à revenu variable		157 252			157 252	137 225
Créances rattachées						
Dépréciations		-3 930			-3 930	-3 340
VALEUR NETTE AU BILAN		153 322			153 322	133 885
TOTAL		192 513		404 399	596 912	529 442
Valeurs estimatives		202 148		381 737	583 885	510 383

(1) dont 3 700 milliers d'euros de titres subordonnés (hors créances rattachées) au 31 décembre 2025 et 4 900 milliers d'euros au 31 décembre 2024

Valeurs estimatives :

La valeur estimée des plus-values latentes sur le portefeuille de titres de placement s'élève à 9 635 milliers d'euros au 31 décembre 2025, contre 7 139 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

La valeur estimative des titres de placement cotés correspond au dernier cours de bourse.

La valeur estimative des titres de l'activité de portefeuille est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention (pour les sociétés cotées, il s'agit généralement de la moyenne des cours de bourse constatée sur une période suffisamment longue tenant compte de l'horizon de détention).

La valeur estimée des plus-values latentes sur le portefeuille de titres d'investissement s'élève à 637 milliers d'euros au 31 décembre 2025, contre 881 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

La valeur estimée des moins-values latentes sur le portefeuille de titres d'investissement s'élève à 20 510 milliers d'euros au 31 décembre 2025, contre 24 724 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

Note 5.1 Titres de transaction, de placement, d'investissement et titres de l'activité de portefeuille (hors

effets publics) : ventilation par grandes catégories de contrepartie

-En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Administration et banques centrales -y compris Etats	36 437	43 896
Etablissements de crédit	106 615	100 882
Clientèle financière	178 097	139 282
Collectivités locales	107 461	100 549
Entreprises, assurances et autres clientèles	138 877	130 258
Divers et non ventilés		
Total en principal	567 487	514 867
Créances rattachées	2 392	2 249
Dépréciations	-3 939	-3 346
VALEUR NETTE AU BILAN	565 940	513 770

Note 5.2 Ventilation des titres cotés et non cotés à revenu fixe ou variable

-En milliers d'euros	31/12/2025				31/12/2024			
	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total
Titres à revenu fixe ou variable	410 235	30 575	157 252	598 062	377 642	15 566	137 225	530 433
dont titres cotés	357 536	30 575		388 111	372 742	15 566		388 308
dont titres non cotés - I	52 699		157 252	209 951	4 900		137 225	142 125
Créances rattachées	2 392	397		2 789	2 249	106		2 355
Dépréciations	-9		-3 930	-3 939	-6		-3 340	-3 346
VALEUR NETTE AU BILAN	412 618	30 972	153 322	596 912	379 885	15 672	133 885	529 442

(1) La répartition des parts d'OPC est la suivante :

OPC français 135 344 milliers d'euros (dont OPC français de capitalisation 103 089 milliers d'euros)

OPC étrangers 16 387 milliers d'euros (dont OPC étrangers de capitalisation 16 187 milliers d'euros)

Les OPC figurent à l'actif du bilan pour 151 730 d'euros. Leur valeur estimative au 31 décembre 2025 s'élève à 161 365 d'euros.

La répartition de l'ensemble des OPC par nature est la suivante au 31 décembre 2025 :

-En milliers d'euros	Valeur d'inventaire	Valeur liquidative
OPC monétaires	50 001	60 046
OPC obligataires	52 097	57 863
OPC actions		
OPC autres	39 632	43 456
TOTAL	151 730	161 365

Note 5.3 Effets Publics, obligations et autres titres à revenu fixe : analyse par durée résiduelle

-En milliers d'euros	31/12/2025					31/12/2024		
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total

Obligations et autres titres à revenu fixe								
Valeur Brute	55 008	16 065	159 162	180 000	410 235	2 392	412 627	379 891
Dépréciations							-9	-6
VALEUR NETTE AU BILAN	55 008	16 065	159 162	180 000	410 235	2 392	412 618	379 885
Effets publics et valeurs assimilées								
Valeur Brute			10 275	20 300	30 575	397	30 972	15 672
Dépréciations								
VALEUR NETTE AU BILAN			10 275	20 300	30 575	397	30 972	15 672

Note 5.4 Effets Publics, obligations et autres titres à revenu fixe : analyse par zone géographique

En milliers d'euros	31/12/2025		31/12/2024	
	Encours bruts	Dont Encours douteux	Encours bruts	Dont Encours douteux
France - y compris DROMCOM	268 282		218 379	
Autres pays de l'U.E.	167 531		169 835	
Autres pays d'Europe				
Amérique du Nord	4 997		4 994	
Amérique Centrale et du Sud				
Afrique et Moyen-Orient				
Asie et Océanie -hors Japon				
Japon				
Total en principal	440 810		393 208	
Créances rattachées	2 789		2 355	
Dépréciations	-9		-6	
VALEUR NETTE AU BILAN	443 590		395 557	

Note 6 TITRES DE PARTICIPATION ET DE FILIALES

INFORMATIONS FINANCIERES	Capital	Capitaux propres	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part de capital détenue (en %)	Valeurs comptables Brutes	Valeurs comptables Nettes	PNB ou CA hors HT du dernier exercice écoulé	Résultats (du dernier exercice clos) (1)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
(en millier d'euros) (2)									
Participations dont la valeur d'inventaire excède 1% du capital de Crédit Agricole Centre Ouest									
Parts dans les entreprises liées									
29 BD DE VANTEAUX	2 145	2 300	155	98,58%	2 114	2 114	350	155	1 106
CENTRE OUEST EXPANSION	5 000	4 807	193	100,00%	5 000	5 000	-	321	954
SARL CENTRE PIERRE INVESTISSEMENT	59	41	18	100%	5 000	5 000	77	3	-
CREDIT AGRICOLE SERVICES IMMOBILIERS (CASIM)	23 787	23 787	-	0,49%	834	834	-	-	-
CENTRE OUEST TRANSITIONS ENERGIES (COTE)	-	-	-	100,00%	5 000	5 000	-	-	-
FONCIERE DES CASSEAUX (SCI FDC)	-	-	-	99,00%	37 513	37 513	-	-	-
Participations dans des établissements de crédit :									
RUE LA BOETIE	3 073 326	21 589 050	18 515 724	1,55%	353 298	353 298	-	1 895 511	32 630
SACAM AVENIR	277 663	277 424	239	1,35%	8 428	7 061	-	49	-
SAS SACAM DEVELOPPEMENT	725 471	836 753	111 282	1,56%	11 420	11 420	-	72 131	492
SACAM INTERNATIONAL	469 221	575 841	106 620	1,55%	13 969	13 810	-	90 492	531
SACAM MUTUALISATION	18 556 577	18 568 379	11 802	1,34%	248 341	248 341	-	262 902	3 392
ESTEY (SIGMA 52)	22 053	22 053	-	0,78%	173	173	-	-	-
Autres titres de participations :									
SACAM IMMOBILIER	173 273	187 787	14 514	1,71%	3 102	3 102	-	4 447	68
SACAM FIRECA	69 334	52 949	16 385	1,23%	1 287	665	-	4 586	-
SACAM PARTICIPATIONS	62 558	87 495	24 938	1,69%	1 225	1 225	163	2 749	-
SACAM SANTE ET TERRITOIRES	100	100	-	1,27%	1 290	1 290	-	-	-
SACAM TRANSITION ENERGIES	400 193	400 193	-	1,26%	5 052	5 052	-	-	-
CZMS	53 053	65 531	12 477	2,21%	1 980	1 980	-	2 962	45
SAS DELTA	79 550	77 727	1 823	1,34%	1 069	1 069	-	34	-
SAS GRANDS CRUS INVESTISSEMENTS	44 993	75 143	30 151	1,18%	1 000	1 000	-	954	59
CA TRANSITIONS A	154 080	153 900	181	0,63%	1 000	1 000	-	4 399	10
CA INNOVATIONS & TERRITOIRES	53 136	41 903	11 233	1,28%	999	862	-	7 187	-
CREDIT AGRICOLE REGIONS DEVELOPPEMENT	214 706	368 188	153 482	0,30%	1 000	1 000	27	16 963	87
CREDIT AGRICOLE CAPITAL PME	52 665	73 978	21 313	7,51%	4 233	4 233	-	12 548	227
CREDIT AGRICOLE CAPITAL PME 2	100 000	98 039	1 961	6,00%	6 000	6 000	-	2 046	201
LIOMOSES BIOMASSE ENERGIE SAS	2 475	3 920	1 445	39,50%	978	978	9 086	964	434
Participations dont la valeur d'inventaire est inférieure à 1% du capital de Crédit Agricole Centre Ouest									
Autres parts dans les entreprises liées (ensemble) :									
CACO IMMOBILIER	37	164	201	100,00%	37	37	328	39	-
SCI PATRIMOINE PIERRE	742	764	21	100%	314	314	90	21	52
SCI SAINT LUC INVESTISSEMENT	8	93	101	100%	8	8	39	101	103
Autres titres de participation (ensemble) :									
LIMOUSIN PARTICIPATION	9 343	7 333	2 009	5,01%	523	368	-	1 432	-
SCALIS	14 869	145 946	131 077	0,52%	13	13	60 370	1 280	-
CA PROTECTION SECURITE	511	43 878	43 367	0,81%	487	487	13 881	1 077	-
GOLF DE CELCROUX SCI	-	-	-	0,46%	5	3	-	-	-
SEM AEROPORT DE CHATEAUROUX	2 250	1 580	670	4,80%	108	74	4	33	-
SACAM NEOPRO	45 169	45 145	24	1,26%	569	-	15	-	-
SNC CREDIT AGRICOLE TITRE	15 245	68 686	53 441	0,65%	33	33	-	6 750	33
SAFER DU CENTRE	947	12 124	11 177	3,54%	32	32	16 249	611	-
SAS MIROMESNIL	38	26	12	1,55%	1	1	-	2	-
SAS SEGUR	38	28	11	1,55%	1	1	-	2	-
SEPAI	15	532	517	10,00%	2	2	95	37	-
SACAM ASSURANCE CAUTION	13 713	38 938	25 225	1,48%	491	491	-	3 555	44
SCI CAM	14 563	45 275	30 712	1,57%	227	227	3 584	792	-
SIRCA	7	1 277	1 269	2,04%	0	0	178 513	1 269	-
SEM ENERGIES RENOUVELABLES	3 100	4 575	1 475	9,68%	300	300	5 311	803	51
TAVERNE DU LION D'OR	191	191	-	30,00%	57	57	51	30	15
STE EQUIPEMENT DU LIMOUSIN SEL	1 976	27 725	25 749	6,15%	375	375	13 546	845	-
FIRECA EXPERIMENTATIONS (EX CA-INNOVE)	55 241	53 233	2 009	0,60%	381	322	282	219	-
CARCIE	3 000	3 267	267	17,00%	510	510	1 090	54	-
CARVEST	300	2 441	2 141	5,00%	21	21	6 260	1 243	60
SAS TERRA ENERGIES	8 226	8 553	327	1,34%	200	195	938	497	-
CA PAIEMENT SERVICES (CAPS)	49 027	151 026	102 000	0,86%	420	420	431 159	27 771	-
CENTRE CAPITAL DEVELOPPEMENT	11 362	17 427	6 065	0,53%	60	60	-	329	2
CA-CHEQUES SAS	3 360	3 522	162	2,38%	80	80	24 396	-	-
CREDIT AGRICOLE ASSURANCES SOLUTIONS	13 692	30 467	16 776	0,00%	0	-	571 695	475	-
CA TECHNOLOGIES & SERVICES	6	2 330	2 324	2,56%	0	0	954 830	1 044	17
SAS VILLAGE BY CA CHATEAUROUX	100	36	136	100,00%	100	-	331	31	-
CA LOGEMENT ET TERRITOIRES	8 600	8 507	93	3,20%	275	275	-	30	-
SEML ELUNA	4 760	3 725	1 035	2,68%	188	153	398	133	-
SAFER NOUVELLE AQUITAINE	4 143	38 990	34 847	1,67%	69	69	55 259	928	-
GIE CA e-DEVELOPEMENT	2 025	2 025	-	1,29%	26	26	20 384	-	-
DOXIO / COFILMO	488	5 883	5 395	1,13%	96	96	9 416	648	-
CENTURE VERTE DES TERROIRS DE HAUTE Vienne	342	1 096	754	13,85%	50	50	2	2	-
EDOKIAL	661	38 748	38 087	0,66%	595	595	60 346	4 196	-
CREDIT AGRICOLE REGIONS DETTE PRIVEE	5 000	5 000	-	6,00%	300	300	-	-	-
ENR CENTRE 1 (SAS)	600	600	-	12,25%	74	74	-	-	-
ENR CENTRE 2 (SAS)	670	670	-	12,25%	82	82	-	-	-
SAS SOLEO DEVELOPPEMENT	4 500	4 631	131	1,11%	50	50	-	120	-
SOCIETE D'EDITIONS PERIGORD LIMOUSIN (SEPL SCIC)	32	766	734	10,90%	6	6	1 010	4	-
ARIANE 6 n°8M	0	0	0	-	900	-	-	-	-
CACO IMMOBILIER AVANCE	0	0	0	-	100	-	-	-	-
SAINT LUC INVESTISSEMENT AVANCE	0	0	0	-	728	-	-	-	-
CENTRE PIERRE INVESTISSEMENT AVANCE	0	0	0	-	9 690	-	-	-	-
SAS VILLAGE BY CA AVANCE	0	0	0	-	252	-	-	-	-
SACAM DEVELOPP 1ERE CONV 07/2003	0	0	0	-	3 528	-	-	-	-
SACAM DEVELOP 2EME CONV 01/2009	0	0	0	-	1 813	-	-	-	-
GIE IFCAM	0	0	0	-	22	-	-	-	-
INPAQ INVESTISSEMENT	0	0	0	-	13	-	-	-	-
AVANCE TAVERNE LION D'OR	0	0	0	-	5	-	-	-	-
Autres immobilisations financières :									
FI VENTURE	105 847	137 922	32 076	0,07%	55	55	-	1 535	-
F/I VENTURE II	83 046	79 075	3 971	1,75%	553	455	-	3 971	-
FPCT AMBITION AGRI-AGRO INVESTISSEMENT Parts A	42 257	40 133	2 124	0,03%	333	326	-	1 939	-
FONDS DEVELOPPEMENT FILIERE BOIS	23 050	671	24 379	2,04%	500	482	-	-	-
SLP AAP - Parts B1 Compartiment Support	353 360	332 752	20 609	0,55%	193	193	4 156	13 310	-
SLP AAP - Parts B2 Compartiment Plateforme	280 059	243 464	36 595	0,55%	250	244	2 022	10 848	-
FPCT CA AMBITION AGRIO-AGRO TECH	58 228	1 347	56 881	0,85%	500	500	-	-	-
TOTAL PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES ET PARTICIPATIONS					747 901	728 049			38 194

(1) L'information "résultat du dernier exercice" concerne le résultat de l'exercice antérieur

(2) Le tableau comprend les informations financières des parts dans les entreprises liées, des titres de participations et des autres immobilisations financières.

Valeur estimative des titres de participation

	31/12/2025		31/12/2024	
	Valeur au bilan	Valeur estimative	Valeur au bilan	Valeur estimative
-En milliers d'euros				
Parts dans les entreprises liées				

Titres non cotés	17 573	19 084	12 573	12 380
Titres cotés				
Avances consolidables	11 970	11 970	3 308	3 308
Créances rattachées				
Dépréciations	-100		-193	
VALEUR NETTE AU BILAN	29 443	31 054	15 688	15 688
Titres de participation et autres titres détenus à long terme				
Titres de participation				
Titres non cotés	707 894	1 182 247	659 709	1 054 887
Titres cotés				
Avances consolidables	6 268	6 268	6 290	6 290
Créances rattachées	76	76	76	76
Dépréciations	-2 436		-5 474	
Sous-total titres de participation	711 802	1 188 591	660 601	1 061 253
Autres titres détenus à long terme				
Titres non cotés	10 491	10 895	9 575	9 920
Titres cotés				
Avances consolidables	13	13	8	8
Créances rattachées				
Dépréciations	-283		-194	
Sous-total autres titres détenus à long terme	10 221	10 908	9 389	9 928
VALEUR NETTE AU BILAN	722 023	1 199 499	669 990	1 071 181
TOTAL DES TITRES DE PARTICIPATION	751 466	1 230 553	685 678	1 086 869

	31/12/2025		31/12/2024	
	Valeur au bilan	Valeur estimative	Valeur au bilan	Valeur estimative
-En milliers d'euros				
Total valeurs brutes				
Titres non cotés	735 958		681 857	
Titres cotés				
TOTAL	735 958		681 857	

Les valeurs estimatives sont déterminées d'après la valeur d'utilité des titres ; celle-ci n'est pas nécessairement la valeur de marché.

Note 7 VARIATION DE L'ACTIF IMMOBILISE

Immobilisations financières

	01/01/2025	Augmentations acquisitions	-Diminutions -cessions, échéance	Autres mouvements -1	31/12/2025
-En milliers d'euros					
Parts dans les entreprises liées					
Valeurs brutes	12 573	5 000			17 573
Avances consolidables	3 308	9 201	-539		11 970
Créances rattachées					
Dépréciations	-193	-100	193		-100
VALEUR NETTE AU BILAN	15 688	14 101	-346		29 443
Titres de participation et autres titres détenus à long terme					
Titres de participation					

Valeurs brutes	659 709	48 185		707 894
Avances consolidables	6 290		-22	6 268
Créances rattachées	76			76
Dépréciations	-5 474	-6	3 044	-2 436
Sous-total titres de participation	660 601	48 179	3 022	711 802
Autres titres détenus à long terme				
Valeurs brutes	9 575	1 005	-89	10 491
Avances consolidables	8	6	-1	13
Créances rattachées				
Dépréciations	-194	-102	13	-283
Sous-total autres titres détenus à long terme	9 389	909	-77	10 221
VALEUR NETTE AU BILAN	669 990	49 088	2 945	722 023
TOTAL	685 678	63 189	2 599	751 466

(1) La rubrique "Autres mouvements" présente notamment l'effet des variations de cours de change sur la valeur des actifs immobilisés en devises.

Immobilisations corporelles et incorporelles

	01/01/2025	Augmentations acquisitions	- Diminutions échéance	- cessions	Autres mouvements -1	31/12/2025
<i>- En milliers d'euros</i>						
Immobilisations corporelles						
Valeurs brutes	167 475	3 996	-49 515			121 956
Amortissements et dépréciations	-67 545	-4 926	2 968			-69 503
Mali technique de fusion sur immobilisations corporelles						
Valeurs brutes						
Amortissements et dépréciations						
VALEUR NETTE AU BILAN	99 930	-930	-46 547			52 453
Immobilisations incorporelles						
Valeurs brutes	2 238	142	-173			2 207
Amortissements et dépréciations	-527	-18				-545
Mali technique de fusion sur immobilisations incorporelles						
Valeurs brutes						
Amortissements et dépréciations						
VALEUR NETTE AU BILAN	1 711	124	-173			1 662
TOTAL	101 641	-806	-46 720			54 115

(1) La rubrique "Autres mouvements" présente notamment l'effet des variations de cours de change sur la valeur des actifs immobilisés en devises.

Commentaires sur les immobilisations incorporelles et corporelles :

Conformément à l'article 112417 du règlement ANC 201407, les montants des terrains et construction en faisant apparaître distinctement les immobilisations utilisées pour l'exercice des activités propres de l'établissement des immobilisations utilisées pour une autre destination sont les suivants :

Détails en milliers d'euros	Total
Terrains d'exploitation	1 302
Constructions d'exploitation	34 357

Terrains hors exploitation	377
Constructions hors exploitation	5 386
Total général	41 422

Conformément à l'article 8312/2 du PCG, le montant des dépenses comptabilisées au titre des immobilisations corporelles en cours de production est de 1 150 milliers d'euros au 31/12/2025 et concernent essentiellement la rénovation des agences.

Note 8 ACTIONS PROPRES

Non concerné.

Note 9 COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS

-En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Autres actifs -1		
Instruments conditionnels achetés	89	45
Comptes de stock et emplois divers	246	246
Débiteurs divers -2	103 807	81 181
Gestion collective des titres Livret de développement durable		
Comptes de règlement	4	9
VALEUR NETTE AU BILAN	104 146	81 481
Comptes de régularisation		
Comptes d'encaissement et de transfert	18 976	10 768
Comptes d'ajustement et comptes d'écart	195	88
Pertes latentes et pertes à étaler sur instruments financiers	537	805
Charges constatées d'avance	672	600
Produits à recevoir sur engagements sur instruments financiers à terme -3	3 267	5 916
Autres produits à recevoir	38 790	35 397
Charges à répartir		
Autres comptes de régularisation	740	620
VALEUR NETTE AU BILAN	63 177	54 194
TOTAL	167 323	135 675

- (1) Les montants incluent les créances rattachées.
- (2) dont 1 991 milliers d'euros au titre du dépôt de garantie constitué au bénéfice du Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2025 montant identique au 31 décembre 2024 (Cf. note 15 Provisions).
- (3) Les produits à recevoir sur créance sur le fonds d'épargne (au titre de l'épargne réglementée et centralisée par la Caisse des dépôts et consignations) sont présentés en déduction des dettes rattachées sur comptes d'épargne à régime spécial au passif du bilan (Cf. note 31.2 Epargne centralisée).

Note 10 DEPRECIATIONS INSCRITES EN DEDUCTION DE L'ACTIF

-En milliers d'euros	Solde 01/01/2025	au	Dotations	Reprises utilisations	et	Désactualisation	Autres mouvements	Solde 31/12/2025	au
Sur opérations interbancaires et assimilées									
Sur créances clientèle	77 509		32 116	-23 225		-962	5	85 443	

Sur opérations sur titres	3 346	961	-368			3 939
Sur valeurs immobilisées	5 861	208	-3 250			2 819
Sur autres actifs	58	10	-44			24
TOTAL	86 774	33 295	-26 887	-962	5	92 225

Note 11 DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE

-En milliers d'euros	31/12/2025							31/12/2024
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total principal	en Dettes rattachées	Total	Total
Établissements de crédit								
Comptes et emprunts :								
à vue	75 318				75 318	39	75 357	3 961
à terme				30 480	30 480	101	30 581	33 127
Valeurs données en pension								
Titres donnés en pension livrée								
VALEUR AU BILAN	75 318			30 480	105 798	140	105 938	37 088
Opérations internes au Crédit Agricole								
Comptes ordinaires	3 946				3 946	185	4 131	3 732
Comptes et avances à terme	584 335	1 131 625	2 387 179	975 064	5 078 203	9 046	5 087 249	5 202 222
Titres donnés en pension livrée								
VALEUR AU BILAN	588 281	1 131 625	2 387 179	975 064	5 082 149	9 231	5 091 380	5 205 954
TOTAL	563 599	1 131 625	2 387 179	1 005 544	5 187 947	9 371	5 197 318	5 243 042

Opérations internes au Crédit Agricole : ce poste est constitué pour une large part des avances accordées par Crédit Agricole S.A. et nécessaires au financement de l'encours des prêts sur avances octroyés par la Caisse régionale.

Note 12 COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE

Note 12.1 Comptes créditeurs de la clientèle analyse par durée résiduelle

-En milliers d'euros	31/12/2025							31/12/2024
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total principal	en Dettes rattachées	Total	Total
Comptes ordinaires créditeurs	2 319 066				2 319 066	318	2 319 384	2 212 841
Comptes d'épargne à régime spécial -1 :	24 929				24 929		24 929	26 161
à vue	24 929				24 929		24 929	26 161
à terme								
Autres dettes envers la clientèle :	203 420	192 011	528 719	4 695	928 845	14 823	943 668	1 067 245
à vue	9 057				9 057	19	9 076	9 385
à terme	194 363	192 011	528 719	4 695	919 788	14 804	934 592	1 057 860
Valeurs données en pension livrée								
VALEUR AU BILAN	2 547 415	192 011	528 719	4 695	3 272 840	15 141	3 287 981	3 306 247

(1) Les Comptes d'épargne à régime spécial sont présentés sous déduction de la créance sur le fonds d'épargne (au titre de l'épargne réglementée et centralisée par la Caisse des dépôts et consignations) (Cf. note 31.2 Epargne centralisée).

Note 12.2 Comptes créditeurs de la clientèle analyse par zone géographique

-En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
France - y compris DROMCOM	3 248 611	3 264 784
Autres pays de l'U.E.	6 825	6 879
Autres pays d'Europe	6 561	5 965

Amérique du Nord	5 376	4 280
Amérique Centrale et du Sud	92	476
Afrique et Moyen-Orient	3 138	2 826
Asie et Océanie -hors Japon	2 233	2 081
Japon	4	7
Non ventilés et organismes internationaux		
Total en principal	3 272 840	3 287 298
Dettes rattachées	15 141	18 949
VALEUR AU BILAN	3 287 981	3 306 247

Note 12.3

Comptes créditeurs de la clientèle analyse par agents économiques

-En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Particuliers	1 542 983	1 554 698
Agriculteurs	813 691	800 217
Autres professionnels	187 883	197 864
Clientèle financière	89 155	125 002
Entreprises	1 006 627	979 799
Collectivités publiques	17 218	18 024
Autres agents économiques	115 283	111 694
Total en principal	3 272 840	3 287 298
Dettes rattachées	15 141	18 949
VALEUR AU BILAN	3 287 981	3 306 247

Note 13

DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE

Note 13.1

Dettes représentées par un titre analyse par durée résiduelle

-En milliers d'euros	31/12/2025					31/12/2024		
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total principal en	Dettes rattachées	Total	Total
Bons de caisse								
Titres du marché interbancaire								
Titres de créances négociables -1	20 000				20 000	251	20 251	20 423
Emprunts obligataires								
Autres dettes représentées par un titre								
VALEUR NETTE AU BILAN	20 000				20 000	251	20 251	20 423

(1) dont aucun titre émis à l'étranger au 31 décembre 2025 comme au 31 décembre 2024.

Note 14

COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS

	31/12/2025	31/12/2024
-En milliers d'euros		
Autres passifs -1		
Opérations de contrepartie -titres de transaction		
Dettes représentatives de titres empruntés -2		
Instruments conditionnels vendus	89	45
Comptes de règlement et de négociation		

Créditeurs divers	179 542	181 288
Versements restant à effectuer sur titres	12 335	8 525
VALEUR AU BILAN	191 966	189 858
Comptes de régularisation		
Comptes d'encaissement et de transfert	11 333	21 162
Comptes d'ajustement et comptes d'écart	183	78
Gains latents et gains à étaler sur instruments financiers		249
Produits constatés d'avance	54 843	40 993
Charges à payer sur engagements sur instruments financiers à terme	3 339	3 297
Autres charges à payer	36 011	34 598
Autres comptes de régularisation	1 719	1 365
VALEUR AU BILAN	107 428	101 742
TOTAL	299 394	291 600

(1) Les montants incluent les dettes rattachées.

Note 15 PROVISIONS

<i>-En milliers d'euros</i>	Solde au 01/01/2025	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	Solde au 31/12/2025
Provisions pour engagements de retraite et assimilés	77	1 504	-1 410			171
Provisions pour autres engagements sociaux	588		-28			560
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature	8 224	25 920		-25 180		8 964
Provisions pour litiges fiscaux - 1	4 739		-4 541			198
Provisions pour autres litiges	129	108	-2	-98		137
Provisions pour risques pays						
Provisions pour risques de crédit - 2	71 187	166 068		-170 828		66 427
Provisions pour restructurations						
Provisions pour impôts						
Provisions sur participations - 3	1 395	4 144	-1 425	-69		4 045
Provisions pour risques opérationnels - 4	2 288	584	-304	-770		1 798
Provisions pour risque de déséquilibre du contrat épargne logement - 5	2 025			-110		1 915
Autres provisions - 6	2 125	438	-724	-85		1 754
VALEUR AU BILAN	92 777	198 766	-8 434	-197 140		85 969

(1) Provisions couvrant des redressements fiscaux déjà notifiés.

(2) Ces provisions sont établies sur base collective à partir notamment des estimations découlant des modèles bâlois.

(3) Y compris sociétés en participation, GIE, risques immobiliers de participations ...

(4) Cette provision est destinée à couvrir les risques d'insuffisance de conception, d'organisation et de mise en œuvre des procédures d'enregistrement dans le système comptable et plus généralement dans les systèmes d'information de l'ensemble des événements relatifs aux opérations de l'établissement.

(5) Cf note 16 ci-après

(6) Y compris les provisions pour risques sur GIE d'investissement.

➤ Engagements de paiement irrévocables versés au Fonds de Résolution Unique

Pour rappel, le cadre réglementaire européen destiné à préserver la stabilité financière a été complété par la directive 2014/59/UE du 15 mai 2014 (directive relative au redressement des banques et à la résolution de leurs défaillances) établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement. Le dispositif de financement du mécanisme de résolution est institué par le règlement européen UE n° 806/2014 du 15 juillet 2014 pour les établissements assujettis.

Le dépôt de garantie correspond aux garanties pour les établissements ayant eu recours aux engagements de paiement irrévocables visés à l'article 70, paragraphe 3, du règlement UE n° 806/2014 prévoyant que ces engagements ne dépassent pas 30 % du montant total des contributions perçues conformément à ce même article).

Au titre de l'exercice 2025, le montant de la contribution sous forme d'engagements irrévocables de paiement s'élève à 19 milliers d'euros ; le montant versé sous forme de cotisation s'élève à 5 milliers d'euros en Charges générales d'exploitation (Cf. note 39 des présents états financiers).

Conformément au règlement d'Exécution UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, lorsqu'une mesure de résolution fait intervenir le Fonds conformément à l'article 76 du règlement UE n° 806/2014, le CRU appelle tout ou partie des engagements de paiement irrévocables, effectués conformément au règlement UE n° 806/2014, afin de rétablir la part des engagements de paiement irrévocables dans les moyens financiers disponibles du Fonds fixés par le CRU dans la limite du plafond fixé à l'article 70, paragraphe 3, du règlement UE n° 806/2014 susmentionné.

Les garanties dont sont assortis ces engagements seront restituées conformément à l'article 3 du règlement UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, une fois que le Fonds reçoit dûment la contribution liée aux engagements de paiement irrévocables qui ont été appelés. Le Groupe ne s'attend pas à ce qu'une mesure de résolution nécessitant un appel complémentaire pour le Groupe, dans le cadre du dispositif susmentionné, intervienne en zone euro dans un horizon prévisible ; ni à une perte ou un retrait de son agrément bancaire.

Par ailleurs, ce dépôt de garantie classé en débiteur divers, à l'actif de l'établissement, sans changement par rapport aux exercices précédents, est rémunéré conformément à l'accord concernant l'engagement de paiement irrévocable et le dispositif de garantie contracté entre le Groupe et le Conseil de Résolution Unique. Celui-ci s'élève à 1991 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 1960 milliers d'euros au 31 décembre 2024. (Cf. note 9 Comptes de régularisation et actifs divers).

Note 16 EPARGNE LOGEMENT

Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne logement sur la phase d'épargne

<i>-En milliers d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024
Plans d'épargne logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	92 235	93 037
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	41 003	74 225
Ancienneté de plus de 10 ans	747 810	748 462
Total plans d'épargne logement	881 048	915 725
Total comptes épargne logement	145 245	143 599
TOTAL ENCOURS COLLECTES AU TITRE DES CONTRATS EPARGNELOGEMENT	1 026 293	1 059 324

L'ancienneté est déterminée conformément au règlement ANC 201407.

Les encours de collecte sont des encours hors prime d'état.

Encours de crédits octroyés au titre des comptes et plans d'épargne logement

<i>-En milliers d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024
Plans d'épargne logement	6 314	5 678
Comptes épargne logement	2 025	1 613
TOTAL ENCOURS DE CREDIT OCTROYES AU TITRE DES CONTRATS EPARGNELOGEMENT	8 339	7291

Provision au titre des comptes et plans d'épargne logement

-En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Plans d'épargne logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	135	200
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	95	112
Ancienneté de plus de 10 ans	1 564	931
Total plans d'épargne logement	1 794	1 243
Total comptes épargne logement	121	55
TOTAL PROVISION AU TITRE DES CONTRATS EPARGNELOGEMENT	1 915	1 298

La provision épargne logement comprend 3 composantes :

- La composante épargne est liée à l'option vendue au détenteur d'un PEL de pouvoir proroger son placement à des conditions de taux préfixées.
- La composante engagement est liée aux crédits PEL et CEL qui pourront être réalisés dans le futur à des conditions de taux préfixées.
- La composante crédit est liée aux crédits PEL et CEL déjà réalisés à des conditions de taux qui, à l'époque de leur réalisation, ont pu être en décalage avec les taux de marché.

Le coefficient d'utilisation des droits à prêt avait été estimé à dire d'expert à la suite de la hausse des taux de 2022. Au 31 décembre 2024, la Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest avait décidé de figer le niveau de la provision Épargne Logement à son niveau du 30 juin 2024 compte tenu de l'incertitude quant au niveau futur du coefficient d'utilisation des droits à prêt des PEL au regard de la stabilisation du marché immobilier.

Le Groupe considère disposer désormais d'un recul suffisant pour calibrer le coefficient d'utilisation des droits à prêt en tenant comptes d'observations historiques.

Le Groupe a, par ailleurs, poursuivi ses travaux d'affinement méthodologique, notamment des modalités de prise en compte des scénarios de taux (approche multi scénario).

Note 17 ENGAGEMENTS SOCIAUX : AVANTAGES POSTERIEURS A L'EMPLOI, REGIMES A PRESTATIONS DEFINIES

Variations de la dette actuarielle

-en milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Dette actuarielle au 31/12/N1		20 301
Coût des services rendus sur l'exercice	1 804	1 620
Coût financier	734	644
Cotisations employés	0	0
Modifications, réductions et liquidations de régime	0	0
Variation de périmètre	80	30
Indemnités de cessation d'activité	0	0
Prestations versées -obligatoire	1 442	1 756
-Gains / pertes actuariels	865	1 185

Autres mouvements - 1	0	0
DETTE ACTUARIELLE AU 31/12/N	22 175	22 025

(1) Au 31/12/2025, l'impact de la réforme des retraites est de 0 milliers d'euros.

Détail de la charge comptabilisée au compte de résultat

<i>-en milliers d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024
Coût des services rendus	1 804	1 620
Coût financier	734	644
Rendement attendu des actifs	579	554
Coût des services passés	0	0
Amortissement des - gains / pertes actuariels	240	205
-Gains / pertes sur réductions et liquidations de régimes	0	0
-Gains/pertes du-es au changement de limitation d'actif	0	198
CHARGE NETTE COMPTABILISÉE AU COMPTE DE RÉSULTAT	2 199	1 716

Variations de juste valeur des actifs des régimes

<i>-en milliers d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024
Juste valeur des actifs / droits à remboursement au 31/12/N1	18 747	18 474
Rendement attendu des actifs	579	554
Gains / -pertes actuariels	79	77
Cotisations payées par l'employeur	2 104	1 368
Cotisations payées par les employés	0	0
Modifications, réductions et liquidations de régime	0	0
Variation de périmètre	80	30
Indemnités de cessation d'activité	0	0
Prestations payées par le fonds	1 442	1 756
Autres mouvements	0	0
JUSTE VALEUR DES ACTIFS / DROITS À REMBOURSEMENT AU 31/12/N	19 829	18 747

Composition des actifs des régimes

Le rendement attendu des actifs et les taux actuariels retenus sont les suivants :

Indemnités de Fin de Carrières : 3,79% et 3,38%

Contrats de retraite supplémentaire des cadres dirigeants :

ADICAM – Retraite : 3,24% et 3,18%

ADICAM – Retraite L137 : 3,79% et 3,18%

ADICAM – IFC : 3,24% et 3,18%

Contrat de retraite supplémentaire du Président : 3,14 % et 3,55 %

Variations de la provision

-en milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Dette actuarielle au 31/12/N	22 175	22 025
Impact de la limitation d'actifs	0	0
-Gains et pertes actuariels restant à étaler	2 175	3 201
Juste valeur des actifs fin de période	19 829	18 747
POSITION NETTE -PASSIF / ACTIFS AU 31/12/N	171	77

Rendement des actifs des régimes

Le rendement attendu des actifs et les taux actuariels retenus sont les suivants :

Indemnités de fin de carrières	3,79%	3,38%
Contrats de retraite supplémentaire des cadres dirigeants		
ADICAM RETRAITE	3,24%	3,18%
ADICAM RETRAITE L137	3,79%	3,38%
ADICAM IFC	3,24%	3,18%
Contrat de retraite supplémentaire du Président	3,14%	3,55%

Hypothèses actuarielles utilisées

Le taux d'actualisation utilisé en 2025 est le taux iBoxx 10+ au 30/11/2025, soit 3,79 %.

Au 31 décembre 2025, les taux de sensibilité démontrent que :

	Sensibilité des engagements aux variations du taux de base				
	Indemnités fin de carrière des salariés	Indemnités fin de carrière des cadres dirigeants	Contrats de retraite supplémentaire des cadres dirigeants	Contrats de retraite supplémentaire du Président	Contrats de retraite supplémentaire régime L.137/112
Taux de base +0,5%	6,02%	1,95%	0,78%	0,50%	2,84%
Taux de base 0,5%	6,65%	2,03%	0,81%	0,50%	3,01%

Note 18 DETTES SUBORDONNEES : ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE

-En milliers d'euros	31/12/2025					31/12/2024	
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total principal en Dettes rattachées	Total	Total

Dettes subordonnées à terme								
Euro								
Autres devises de l'Union Europ.								
Franc Suisse								
Dollar								
Yen								
Autres devises								
Titres et emprunts participatifs								
Autres emprunts subordonnés à terme								
Dettes subordonnées à durée indéterminée -1								
Euro								
Autres devises de l'Union Europ.								
Franc Suisse								
Dollar								
Yen								
Autres devises								
Placement des fonds propres des Caisses Locales				68 535	68 535	1 625	70 160	69 539
Dépôts de garantie à caractère mutuel								
VALEUR AU BILAN				68 535	68 535	1 625	70 160	69 539

(1) Durée résiduelle des dettes subordonnées à durée indéterminée positionnées par défaut en > 5 ans.

Le montant des charges relatives aux dettes subordonnées s'élève à 2 155 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 2 591 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

Note 19 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (avant répartition)

Variation des capitaux propres

	Capitaux propres							
	Capital -1	Réserve légale	Réserve statutaire	Primes, réserves et report nouveau -2	Ecart de conversion et à réévaluation	Provisions réglementées & subventions d'investissement	Résultat	Total des capitaux propres
<i>-En milliers d'euros</i>								
Solde au 31/12/2023	57 801	588 064	292 403	82 722			33 130	1 154 120
Dividendes versés au titre de N2								
Variation de capital								
Variation des primes et réserves								
Affectation du résultat social N2		21 976	7 326				-33 130	-3 828
Report à nouveau								
Résultat de l'exercice N1							35 569	35 569
Autres variations								
Solde au 31/12/2024	57 801	710 040	299 729	82 722			35 569	1 185 861
Dividendes versés au titre de N1								
Variation de capital								
Variation des primes et réserves								
Affectation du résultat social N1		23 700	7 900				-35 569	-3 969
Report à nouveau								
Résultat de l'exercice N							39 293	39 293
Autres variations								
Solde au 31/12/2025	57 801	733 740	307 629	82 722			39 293	1 221 185

(1) Capital dont :

* 43 348 565 parts sociales de 1€ détenues par les Caisses locales et conférant 51 droits de vote

* 1 part sociale de 1€ détenue par SACAM MUTUALISATION et conférant 1 droit de vote

* 2 432 parts sociales de 1€ détenues par les administrateurs de la Caisse régionale et conférant 16 droits de vote

* 14 450 282 certificats coopératifs d'association de 1€

(2) Dont 74 847 milliers d'euros de primes d'émission, dont 7 875 milliers d'euros de primes de fusion.

Note 20 COMPOSITION DES CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Capitaux propres hors FRBG	1 221 185	1 185 861
Fonds pour risques bancaires généraux	66 300	56 600
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	1 287 485	1 242 461

Note 21 OPERATIONS EFFECTUEES AVEC LES ENTREPRISES LIEES ET LES PARTICIPATIONS

Les parts sociales constituant le capital de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Ouest sont principalement détenues par les Caisses Locales de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Ouest.

D'autre part, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Ouest détient 100 % du capital des sociétés :

SAS Centre Ouest Foncière investissement soit 5 000 milliers d'euros ;

SAS Centre Ouest Expansion soit 5 000 milliers d'euros ;

SAS Cyber Conseil SA soit 37 milliers d'euros ;

SAS Village by CA soit 100 milliers d'euros ;

SAS Centre Ouest Transitions Energies soit 5 000 milliers d'euros.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre ouest est engagée dans la limite de ses fonds propres à couvrir une éventuelle insuffisance d'actif de Crédit Agricole SA au bénéfice des tiers créanciers de celle-ci.

Aucune opération n'a été réalisée avec des entreprises liées, c'est-à-dire susceptibles d'être incluses par intégration globale dans l'ensemble consolidable du Crédit Agricole Centre Ouest, ou avec des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation.

Note 22 TRANSACTIONS EFFECTUEES AVEC LES PARTIES LIEES

Les parties liées incluent notamment :

Les entités qui ont l'une sur l'autre, directement ou indirectement, un contrôle exclusif, un contrôle conjoint ou une influence notable ;

Les entreprises sous contrôle commun (exclusif ou conjoint) d'un même tiers, ou les entreprises dont l'une est contrôlée par un tiers exerçant une influence notable sur l'autre ;

Les entreprises contrôlées (exclusivement ou conjointement) par les principaux dirigeants de la société présentant l'information ;

Les personnes physiques et les membres de leur famille proche, étant l'un des principaux dirigeants de la société ou de la société mère, ayant le contrôle exclusif, conjoint ou exerçant une influence notable sur la société présentant l'information.

Sont exclues les transactions effectuées :

Par la société avec les filiales qu'elle détient en totalité,

Ou entre sociétés sœurs détenues en totalité par une même société mère.

La Caisse régionale Crédit Agricole du Centre Ouest n'a pas effectué de transactions significatives avec des parties liées non conclues à des conditions normales de marché.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Centre Ouest n'a pas conclu, au cours de l'année 2025, de transactions avec les parties liées à des conditions anormales de marché.

Note 23 OPERATIONS EFFECTUEES EN DEVISES

Contributions par devise au bilan

<i>-En milliers d'euros</i>	31/12/2025		31/12/2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Euro	10 231 844	10 103 659	10 249 230	10 112 714
Autres devises de l'Union européenne				
Franc Suisse	122	122	610	610
Dollar	8 816	8 816	15 955	15 955
Yen	61	61	2	2
Autres devises	2 086	2 086	840	840
Valeur brute	10 242 929	10 114 744	10 266 637	10 130 121
Créances, dettes rattachées et comptes de régularisation	97 854	133 814	86 227	135 968
Dépréciations	-92 225		-86 775	
TOTAL	10 248 558	10 248 558	10 266 089	10 266 089

Note 24 OPERATIONS DE CHANGE, PRETS ET EMPRUNTS EN DEVISES

<i>-En milliers d'euros</i>	31/12/2025		31/12/2024	
	A recevoir	A livrer	A recevoir	A livrer
Opérations de change au comptant				
Devises				
Euros				
Opérations de change à terme	11 718	11 701	5 360	5 353
Devises	5 764	5 764	2 710	2 710
Euros	5 954	5 937	2 650	2 643
Prêts et emprunts en devises				
TOTAL	11 718	11 701	5 360	5 353

Note 25 OPERATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME

<i>-En milliers d'euros</i>	31/12/2025			31/12/2024
	Opérations de couverture	de Opérations autres que de couverture	Total	Total
Opérations fermes	2 346 086	41 723	2 387 809	2 747 320
Opérations sur marchés organisés -1				
Contrats à terme de taux d'intérêt				
Contrats à terme de change				
Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers				

Autres contrats à terme				
Opérations de gré à gré -I	2 346 086	41 723	2 387 809	2 747 320
Swaps de taux d'intérêt	2 346 086	41 335	2 387 421	2 746 932
Autres contrats à terme de taux d'intérêt				
Contrats à terme de change				
FRA				
Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers		388	388	388
Autres contrats à terme				
Opérations conditionnelles		23 925	23 925	44 270
Opérations sur marchés organisés				
Instruments de taux d'intérêt à terme				
Achetés				
Vendus				
Instruments sur action et indices boursiers à terme				
Achetés				
Vendus				
Instruments de taux de change à terme				
Achetés				
Vendus				
Autres instruments à terme conditionnels				
Achetés				
Vendus				
Opérations de gré à gré		23 925	23 925	44 270
Options de swaps de taux				
Achetées				
Vendues				
Instruments de taux d'intérêts à terme				
Achetés				
Vendus				
Instruments de taux de change à terme				
Achetés		11 963	11 963	22 135
Vendus		11 962	11 962	22 135
Instruments sur actions et indices boursiers à terme				
Achetés				
Vendus				
Autres instruments à terme conditionnels				
Achetés				
Vendus				
Dérivés de crédit				
Contrats de dérivés de crédit				
Achetés				
Vendus				
TOTAL	2 346 086	65 648	2 411 734	2 791 590

(1) Les montants indiqués sur les opérations fermes correspondent au cumul des positions prêteuses et emprunteuses (swaps de taux et options de swap de taux), ou au cumul des achats et ventes de contrats (autres contrats).

Contrats d'échange de taux :

Swaps prêteurs :

En macrocouverture : aucune nouvelle d'euros de souscription pour l'année 2025

En microcouverture : aucune nouvelle d'euros de souscription pour l'année 2025

Swap d'intermédiation : 8 050 milliers d'euros pour l'année 2025

Swaps échus ou résiliés : aucune échéance pour l'année 2025

Amortissements sur swaps en 2025 pour 228 209 milliers d'euros

Swaps emprunteurs :

En macrocouverture : 60 000 milliers d'euros de souscription pour l'année 2025

En microcouverture : 50 100 milliers d'euros de souscription pour l'année 2025

Swap d'intermédiation : 8 050 milliers souscription pour l'année 2025

Swaps échus ou résiliés : aucune échéance d'euros (échéance) pour l'année 2025

Amortissements sur swaps en 2025 pour 257 502 milliers d'euros

La juste valeur nette des swaps de taux d'intérêts s'élève à 92 766 milliers d'euros au 31/12/2025 contre 91 030 milliers d'euros au 31/12/2024

Note 25.1 **Opérations sur instruments financiers à terme : encours notionnels par durée résiduelle**

-En milliers d'euros	Total 31/12/2025			dont opérations effectuées de gré à gré			dont opérations sur marchés organisés et assimilés		
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans
Futures									
Options de change	23 925			23 925					
Options de taux									
Opérations fermes en devise sur marchés organisés									
F.R.A.									
Swaps de taux d'intérêt	208 486	967 385	1 211 550	208 486	967 385	1 211 550			
Caps, Floors, Collars									
Forward taux									
Opérations fermes sur actions et indices		388			388				
Opérations conditionnelles sur actions et indices									
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux									
Dérivés de crédit									
Sous total	232 411	967 773	1 211 550	232 411	967 773	1 211 550			
Swaps de devises									
Opérations de change à terme	23 419			23 419					
Sous total	23 419			23 419					
TOTAL	255 830	967 773	1 211 550	255 830	967 773	1 211 550			

-En milliers d'euros	Total 31/12/2024			Dont opérations effectuées de gré à gré			Dont opérations sur marchés organisés et assimilés		
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans
Futures									
Options de change	44 270			44 270					
Options de taux									
Opérations fermes en devise sur marchés organisés									
F.R.A.									
Swaps de taux d'intérêt	471 717	1 023 368	1 251 847	471 717	1 023 368	1 251 847			
Caps, Floors, Collars									
Forward taux									
Opérations fermes sur actions et indices		388			388				
Opérations conditionnelles sur actions et indices									
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux									
Dérivés de crédit									
Sous total	515 987	1 023 756	1 251 847	515 987	1 023 756	1 251 847			
Swaps de devises									
Opérations de change à terme	10 713			10 713					
Sous total	10 713			10 713					
TOTAL	526 700	1 023 756	1 251 847	526 700	1 023 756	1 251 847			

Note 25.2 **Instruments financiers à terme : juste valeur**

-En milliers d'euros	Juste Valeur Positive au 31/12/2025	Juste Valeur Négative au 31/12/2025	Encours Notionnel au 31/12/2025	Juste Valeur Positive au 31/12/2024	Juste Valeur Négative au 31/12/2024	Encours Notionnel au 31/12/2024
Futures						
Options de change	89		23 925	45	45	44 270
Options de taux						
Opérations fermes en devise sur marchés organisés						
F.R.A.						

Swaps de taux d'intérêt	117 755	20 158	2 387 421	123 303	28 090	2 746 932
Caps, Floors, Collars						
Forward taux						
Opérations fermes sur actions et indices	10 564		388	3 647		388
Opérations conditionnelles sur actions et indices						
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux						
Dérivés de crédit						
Sous total	128 408	20 158	2 411 734	126 995	28 135	2 791 590
Swaps de devises						
Opérations de change à terme	390		23 419	169	162	10 713
Sous total	390		23 419	169	162	10 713
TOTAL	128 798	20 158	2 435 153	127 164	28 297	2 802 303

Note 25.3 Information sur les Swaps

Ventilation des swaps de taux d'intérêt

	Position ouverte isolée	Microcouverture	Macrocouverture	Portefeuille de transaction
-En milliers d'euros				
Swaps de taux		141 085	2 205 000	41 335
Contrats assimilés				

Note 26 ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE ET AUTRES GARANTIES

-En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Engagements donnés		
Engagements de financement	574 888	533 806
Engagements en faveur d'établissements de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle	574 888	533 806
Engagements de garantie	172 314	162 340
Engagements d'ordre d'établissement de crédit		
Engagements d'ordre de la clientèle	172 314	162 340
Engagements sur titres	439	653
Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements à donner	439	653

Engagements reçus		
Engagements de financement	5 000	8 041
Engagements reçus d'établissements de crédit	5 000	8 041
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie	2 894 253	2 824 289
Engagements reçus d'établissements de crédit	139 410	152 652
Engagements reçus de la clientèle	2 754 843	2 671 637
Engagements sur titres	2 040	2 471

Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements reçus	2 040	2 471

Note 27 ACTIFS DONNES ET REÇUS EN GARANTIE

Créances apportées en garantie :

Au cours de l'année 2025, la Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest a apporté 2 184 301 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 2 233 948 milliers d'euros en 2024. La Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, la Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest a apporté :

595 157 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 674 654 milliers d'euros en 2024 ;

59 778 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 54 347 milliers d'euros en 2024 ;

1 529 365 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 1 504 947 milliers d'euros en 2024.

La Banque de France a mis fin, à compter du 13 décembre 2024, au canal de remise *Additional Credit Claims Corporates* dans le cadre des dispositifs exceptionnels mis en place en 2011 en réponse à la crise financière. Seules les créances « Prêts Garantis par l'Etat » resteront éligibles aux remises de créances en Banque centrale.

Note 28 ENGAGEMENTS DONNES AUX ENTREPRISES LIEES

Non concerné.

Note 29 ENGAGEMENTS DE CREDITBAIL

Non concerné.

Note 30 OPERATIONS DE DESENDETTEMENT DE FAIT ET DE TITRISATION

Note 30.1 Désendettement de fait

Non concerné.

Note 30.2 Titrisation

Au 31/12/2025, une nouvelle entité (FCT Crédit Agricole Habitat 2025) a été consolidée au sein du groupe Crédit Agricole, née d'une opération de titrisation réalisée par les Caisses régionales et LCL, le 17 avril 2025. Cette transaction est pour partie un RMBS français auto souscrit et pour le reste un RMBS français placé sur le marché.

Cette opération s'est traduite par une cession de prêts à l'habitat octroyés par 37 Caisses régionales et LCL au FCT Crédit Agricole Habitat 2025 pour un montant de 1,684 milliards d'euros.

Note 31 COMPENSATION DES EMPRUNTS DE TITRES ET DE L'EPARGNE CENTRALISEE

Note 31.1 Emprunts de titres

Non concerné.

Note 31.2

Epargne centralisée

Non concerné.

Note 32

PRODUITS NETS D'INTERETS ET REVENUS ASSIMILES

-En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Sur opérations avec les établissements de crédit	790	3 230
Sur opérations internes au Crédit Agricole	38 523	43 039
Sur opérations avec la clientèle	174 468	167 615
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	8 387	6 614
Produit net sur opérations de macrocouverture	23 486	55 199
Sur dettes représentées par un titre		
Autres intérêts et produits assimilés	2	2
Intérêts et produits assimilés	245 656	275 699
Sur opérations avec les établissements de crédit	-4 601	-7 662
Sur opérations internes au Crédit Agricole	-142 923	-167 855
Sur opérations avec la clientèle	-35 694	-39 664
Charge nette sur opérations de macrocouverture		
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	-1 524	-581
Sur dettes représentées par un titre	-505	-1 022
Autres intérêts et charges assimilées		
Intérêts et charges assimilées	-185 247	-216 784
TOTAL PRODUITS NETS D'INTERETS ET REVENUS ASSIMILES -1	60 409	58 915

(1) Le montant des charges nettes d'intérêts et revenus assimilés des dettes subordonnées au 31 décembre 2025 est de 2 155 milliers d'euros contre 2 591 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

Les opérations de macrocouverture portent sur l'ensemble du portefeuille et sont, par nature, non affectables à un type d'opérations. Elles sont présentées sur des lignes spécifiques.

Note 33

REVENUS DES TITRES A REVENUS VARIABLES

-En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme	39 818	37 788
Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille	1 302	1 291
Opérations diverses sur titres		
TOTAL DES REVENUS DES TITRES A REVENUS VARIABLES	41 120	39 079

Note 34

PRODUIT NET DES COMMISSIONS

-En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024

	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	159	-12	147	205	-13	192
Sur opérations internes au Crédit Agricole	1 740	-1 409	331	12 294	-11 370	924
Sur opérations avec la clientèle	22 387	-347	22 040	21 431	-293	21 138
Sur opérations sur titres						
Sur opérations de change	129		129	107		107
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors bilan	37		37			
Sur prestations de services financiers -1	78 505	-7 707	70 798	74 254	-6 477	67 777
Provision pour risques sur commissions	44	-42	2	222	-48	174
TOTAL PRODUIT NET DES COMMISSIONS	103 001	-9 517	93 484	108 513	-18 201	90 312

(1) Dont prestations assurance-vie : 16 277 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 15 868 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

Note 35 GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION

<i>-En milliers d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024
Solde des opérations sur titres de transaction		
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés	320	342
Solde des autres opérations sur instruments financiers à terme	-9	-10
GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION	311	332

Note 36 GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES

<i>-En milliers d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024
Titres de placement		
Dotations aux dépréciations	-960	-1 625
Reprises de dépréciations	368	589
Dotations ou reprises nettes aux dépréciations	-592	-1 036
Plus-values de cession réalisées	1 531	503
Moins-values de cession réalisées	-142	-73
Solde des plus et moins-values de cession réalisées	1 389	530
Solde des opérations sur titres de placement	797	-506
Titres de l'activité de portefeuille		
Dotations aux dépréciations		
Reprises de dépréciations		
Dotations ou reprises nettes aux dépréciations		
Plus-values de cession réalisées		
Moins-values de cession réalisées		
Solde des plus et moins-values de cession réalisées		
Solde des opérations sur titres de l'activité de portefeuille		
GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES	797	-506

Note 37 AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE

-En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Produits divers	2 386	1 226
Quote part des opérations faites en commun		
Refacturation -1	38	27
Reprises provisions	39	
Autres produits d'exploitation bancaire	2 463	1 253
Charges diverses -1	-558	-594
Quote part des opérations faites en commun	-784	-1 583
Refacturation -1		
Dotations provisions		-16
Autres charges d'exploitation bancaire	-1 342	-2 193
TOTAL AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 121	940

(1) Au 31 décembre 2024, la ligne « Refacturation » intégrait les transferts de charges pour 0 euro, qui au 31 décembre 2025 sont présentés sur la ligne « Charges diverses » pour 0 euros suite à la suppression du mécanisme de transfert de charge en lien avec l'application du nouveau règlement ANC 202206. Cette modification de présentation est sans impact sur le montant des autres produits et charges d'exploitation bancaire présenté au 31 décembre 2024.

Note 38 CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

-En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Frais de personnel		
Salaires et traitements -2	-45 233	-46 651
Charges sociales -2	-24 220	-22 982
dont cotisations au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies	-5 209	-5 217
Intéressement et participation	-8 005	-7 079
Impôts et taxes sur rémunérations	-7 428	-7 311
Total des charges de personnel	-84 886	-84 023
Refacturation et charges de personnel -2	6 521	6 291
Frais de personnel nets	-78 365	-77 732
Frais administratifs		
Impôts et taxes	-1 942	-1 218
Services extérieurs, autres frais administratifs et contributions réglementaires -1 -3	-50 274	-45 532
Total des charges administratives	-52 216	-46 750
Refacturation et charges administratives -3	2 485	1 362
Frais administratifs nets	-49 731	-45 388
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	-128 096	-123 120

(1) Dont 5 milliers d'euros au titre du Fonds de Résolution Unique au titre de l'exercice 2025.

(2) Au 31 décembre 2024, la ligne « Refacturation et charges de personnel » intégrait les transferts de charges

de personnel pour 510 milliers d’euros, qui au 31 décembre 2025 sont présentés sur les lignes « Salaires et traitements » pour 626 milliers d’euros et « Charges sociales » pour 0 euro suite à la suppression du mécanisme de transfert de charge en lien avec l’application du nouveau règlement ANC 202206. Cette modification de présentation est sans impact sur le montant de charges générales d’exploitation présenté au 31 décembre 2024.

(3) Au 31 décembre 2024, la ligne « Refacturation et charges administratives » intégrait les transferts de charges administratives pour 0 euro, qui au 31 décembre 2025 sont présentés sur la ligne « Services extérieurs, autres frais administratifs et contributions réglementaires » pour 0 euro suite à la suppression du mécanisme de transfert de charge en lien avec l’application du nouveau règlement ANC 202206. Cette modification de présentation est sans impact sur le montant de charges générales d’exploitation présenté au 31 décembre 2024.

Effectif moyen

Effectif par catégorie

(Effectif moyen du personnel en activité au prorata de l'activité)

Catégories de personnel	31/12/2025	31/12/2024
Cadres	308	304
Non cadres	606	626
Total de l'effectif moyen	914	930
Dont : France	914	930
Etranger		
Dont : personnel mis à disposition		

Le montant global des rémunérations allouées en 2025 aux membres des organes de direction et de surveillance s'élèvent à 2 396 milliers d'euros. Quant aux rémunérations versées pendant l'exercice 2025 aux membres des organes d'administration, elles s'élèvent à 215 milliers d'euros.

Le montant global des avances et crédit accordés pendant l'exercice à l'ensemble des membres des organes de direction et d'administration (liens capitalistiques inclus) est de 2 706 milliers d'euros aux conditions standard.

Note 39 COUT DU RISQUE

-En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Dotations aux provisions et dépréciations	-223 639	-235 581
Dépréciations de créances douteuses	-31 059	-22 724
Autres provisions et dépréciations	-192 580	-212 857
Reprises de provisions et dépréciations	220 755	236 485
Reprises de dépréciations de créances douteuses -1	23 392	25 176
Autres reprises de provisions et dépréciations -2	197 363	211 309
Variation des provisions et dépréciations	-2 884	904
Pertes sur créances irrécouvrables non dépréciées -3	-21	-15
Pertes sur créances irrécouvrables dépréciées -4	-6 007	-10 166
Décote sur prêts restructurés	-201	-181
Récupérations sur créances amorties	521	209
Autres pertes	-438	-135
Autres produits		
COUT DU RISQUE	-9 030	-9 384

(1) Dont 423 milliers d'euros utilisées en couverture de pertes sur créances douteuses non compromises et 962 milliers d'euros liés à l'effet de désactualisation des dépréciations sur créances douteuses.

- (2) Dont 342 milliers d'euros utilisés en couverture de risques provisionnés au passif.
- (3) Dont 9 milliers d'euros sur les créances douteuses compromises.
- (4) Dont 5 584 milliers d'euros sur les créances douteuses compromises.

Note 40 RESULTAT NET SUR ACTIFS IMMOBILISES

-En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Immobilisations financières		
Dotations aux dépréciations	-4 352	-3 118
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-4 352	-3 118
Reprises de dépréciations	4 743	4 762
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	4 743	4 762
Dotation ou reprise nette aux dépréciations	391	1 644
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	391	1 644
Plus-values de cessions réalisées		407
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme		407
Moins-values de cessions réalisées	-1 425	-1 290
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme		
Pertes sur créances liées à des titres de participation	-1 425	-1 290
Solde des plus et moins-values de cessions	-1 425	-883
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-1 425	-883
Solde en perte ou en bénéfice	-1 034	761
Immobilisations corporelles et incorporelles		
Plus-values de cessions	8	118
Moins-values de cessions	-292	-97
Solde en perte ou en bénéfice	-284	21
RESULTAT NET SUR ACTIFS IMMOBILISES	-1 318	782

Note 41 CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

Non concerné.

Note 42 IMPOT SUR LES BENEFICES

La Caisse régionale Crédit Agricole du Centre Ouest a signé avec Crédit Agricole S.A. une convention d'intégration fiscale. Aux termes des accords conclus, chacune des sociétés constate dans ses comptes la dette d'impôts dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale. La différence entre l'impôt comptabilisé et l'impôt qui aurait été supporté en l'absence d'Intégration Fiscale s'élève à 1 594 milliers d'euros.

Dans le cadre de la Loi de finances 2025, il a été institué une contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises. Elle s'applique, selon des seuils différents, pour les entreprises dont le chiffre d'affaires 2024 ou 2025 dépasse 1 Md€ ou 3 Md€.

Pour les redevables dont le chiffre d'affaires est compris entre 1 et 3 Md€, le taux de la contribution exceptionnelle est fixé à 20,6 % ; pour ceux dont Celui-ci est supérieur à 3 Md€, le taux de la contribution exceptionnelle est fixé à 41,2 %. Les redevables dont le chiffre d'affaires est inférieur à 1 Md€ ne sont pas assujettis à cette contribution.

Cette contribution exceptionnelle dispose en outre d'une base de calcul spécifique assise sur la moyenne de l'impôt sur les sociétés dû (hors contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 %) au titre de l'exercice au cours duquel la contribution est due (2025) et au titre de l'exercice précédent (2024).

Par ailleurs, une convention de régime de groupe fiscal fixe les règles de répartition et des modalités de paiement de cette contribution exceptionnelle.

Pour les entités intégrées à la convention de régime de groupe fiscal

La contribution exceptionnelle, incluant les effets de la convention de régime de groupe fiscal, comptabilisée au 31 décembre 2025 s'élève à 1 342 milliers d'euros dont 823 milliers d'euros au titre de l'exercice 2024.

Note 43 INFORMATIONS RELATIVES AUX RESULTATS DES ACTIVITES BANCAIRES

- ❖ La Caisse régionale Crédit Agricole du Centre Ouest exerce une activité de Banque de proximité à fort ancrage local auprès des particuliers, des agriculteurs, des professionnels, des entreprises et des collectivités locales.
- ❖ La Caisse régionale Crédit Agricole du Centre Ouest commercialise une gamme de services bancaires et financiers : support d'épargne (monétaire, obligataire, titres), placement d'assurance-vie, distribution de crédits, notamment à l'habitat et à la consommation, offre de moyens de paiement. Elle distribue également une gamme très large de produits d'assurance IARD et de prévoyance, s'ajoutant à la gamme d'assurance-vie.

Note 44 EXEMPTION D'ETABLIR DES COMPTES CONSOLIDES

Non concerné.

Note 45 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE SUSCEPTIBLES DE REMETTRE EN CAUSE LA CONTINUITE DE L'EXPLOITATION

Non concerné.

Note 46 AFFECTATION DES RESULTATS

-en milliers d'euros	RESULTAT	EXCEDENTS	EXCEDENTS
	A AFFECTER	CONSERVES	DISTRIBUIES
Bénéfice après IS	39 293		
Report à nouveau			
SOUS TOTAL : résultat à affecter	39 293		
Intérêts aux parts			1 084
Rémunérations des CCA			2 947
Réserves légales		26 446	
Autres réserves		8 815	
Total	39 293	35 261	4 031

Le taux de rémunération des parts sociales de 2025 est de 2,5%.

Note 47 IMPLANTATION DANS DES ETATS OU TERRITOIRES NON COOPERATIFS

La liste des Etats et territoires mentionnés au deuxième alinéa du 1 de l'article 2380 A du Code général des impôts est, au titre de l'année 2024, composée des Etats et territoires suivants :

Anquilla			Iles Turques et Caïques
Vanuatu	Antigua-et-Barbuda		Fidji
Guam	Iles vierges américaines	Palaos	Panama
Russie	Samoa	Samoa américaines	Trinité-et-Tobago

La Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest ne détient aucune implantation directe ou indirecte dans un Etat ou un territoire non coopératif au sens de l'article 2380 A du Code général des impôts.

Note 48 PUBLICITE DES HONORAIRES DE COMMISSAIRES AUX COMPTES

Collège des Commissaires aux Comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest

	KPMG	%	Forvis Mazars	%
-En milliers d'euros hors taxes				
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels - I*	71	95%	67	94%
Services autres que la certification des comptes	4	5%	4	6%
TOTAL	75	100%	71	100%

(1*) Y compris les prestations d'experts indépendants ou du réseau à la demande des commissaires aux comptes dans le cadre de la certification des comptes.

ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ET PUBLICITE

Le rapport de gestion est à la disposition des sociétaires, pour consultation, au Siège Social de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Centre Ouest, 20 rue Pierre Boulez à Limoges.

B. COMPTES CONSOLIDES

CADRE GENERAL

Présentation juridique de l'entité

CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE DU CENTRE OUEST

Siège social : 20 Rue Pierre Boulez 87000 LIMOGES

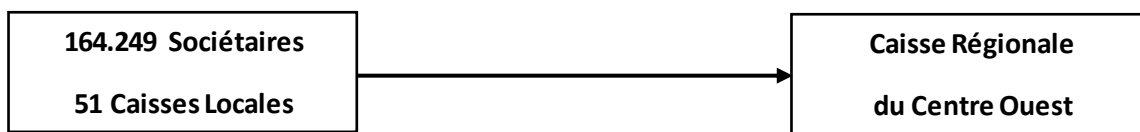
Siren : 391 007 457 R.C.S LIMOGES

Société coopérative à capital et personnel variables régie par les dispositions du Livre V du Code monétaire et financier au capital de 57 801 280,00 euros.

Agréée en tant qu'établissement de crédit.

Reconnue société de courtage d'assurance immatriculée au RIA sous le n°07022854.

Organigramme Caisse Régionale du Crédit Agricole de CENTRE OUEST



Un Groupe bancaire d'essence mutualiste

L'organisation du Crédit Agricole fait de lui un Groupe uni et décentralisé : sa cohésion financière, commerciale et juridique va de pair avec la décentralisation des responsabilités.

Les Caisses locales forment le socle de l'organisation mutualiste du Groupe. Leur capital social est détenu par plus de 12,3 millions de sociétaires. Elles assurent un rôle essentiel dans l'ancrage local et la relation de proximité avec les clients. Les Caisses locales détiennent la majeure partie du capital des Caisses régionales, sociétés coopératives à capital variable et banques régionales de plein exercice.

La SAS Rue La Boétie, détenue exclusivement par les Caisses régionales, détient la majorité du capital de Crédit Agricole S.A. Les titres SAS Rue La Boétie ne sont pas cessibles en dehors de la communauté des Caisses régionales. Par ailleurs, les transactions éventuelles sur ces titres entre Caisses régionales sont encadrées par une convention de liquidité qui fixe notamment les modalités de détermination du prix de transaction. Ces opérations recouvrent les cessions de titres entre les Caisses régionales et les augmentations de capital de la SAS Rue la Boétie.

La Fédération Nationale du Crédit Agricole (FNCA) constitue une instance d'information, de dialogue et d'expression pour les Caisses régionales.

Crédit Agricole S.A. en qualité d'organe central du réseau Crédit Agricole, tel que défini à l'article R. 51218 du Code monétaire et financier veille, conformément aux dispositions du Code monétaire et financier (article L. 51131 et article L. 51132), à la cohésion du réseau Crédit Agricole, au bon fonctionnement des établissements de crédit qui le composent et au respect des dispositions législatives et réglementaires qui leur sont propres en exerçant sur ceux-ci un contrôle administratif, technique et financier. A ce titre, Crédit Agricole S.A. peut prendre toute mesure nécessaire, notamment pour garantir la liquidité et la solvabilité tant de l'ensemble du réseau que de chacun des établissements qui lui sont affiliés.

Relations internes au Crédit Agricole

➤ **Mécanismes financiers internes**

Les mécanismes financiers qui régissent les relations réciproques au sein du Crédit Agricole sont spécifiques au Groupe.

• **Comptes ordinaires des Caisses régionales**

Les Caisses régionales ont un compte de trésorerie ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB, qui enregistre les mouvements financiers correspondant aux relations financières internes au Groupe. Ce compte, qui peut être débiteur ou créditeur, est présenté au bilan sur la ligne « Prêts et créances sur les établissements de crédit » ou « Dettes envers les établissements de crédit ».

• **Comptes d'épargne à régime spécial**

Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'épargne populaire, Livret de développement durable et solidaire, compte et plan épargne logement, Livret jeune et Livret A) sont collectées par les Caisses régionales pour le compte de Crédit Agricole S.A., où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole S.A. les enregistre à son bilan en « Dettes envers la clientèle ».

• Comptes et avances à terme

Les ressources d'épargne non réglementée (comptes sur livrets, emprunts obligataires, bons et certains comptes à terme et assimilés, etc.) sont également collectées par les Caisses régionales au nom de Crédit Agricole S.A. et centralisées par Crédit Agricole S.A., elles figurent à ce titre à son bilan.

Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole S.A. de réaliser les « avances » (prêts) faites aux Caisses régionales destinées à assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

50 % des ressources d'épargne collectées par les Caisses régionales leur sont restituées sous forme d'avances, dites « avances miroirs » (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), dont elles ont la libre disposition.

Depuis avril 2020, les Caisses régionales doivent se refinancer sous forme d'avances, dites « avances globales », auprès de Crédit Agricole S.A. pour les 50% restant des ressources d'épargne qu'elles ont collectées.

Par ailleurs, les Caisses régionales peuvent être refinancées sous forme prêts en blanc négociés à prix de marché auprès de Crédit Agricole S.A.

• Transfert de l'excédent des ressources monétaires des Caisses régionales

Les ressources d'origine « monétaire » des Caisses régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôt négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le financement de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole S.A., où ils sont enregistrés en comptes ordinaires dans la ligne « Prêts et créances sur les établissements de crédit » ou « Dettes envers les établissements de crédit » (selon le sens du compte ordinaire ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB Cf. ci-dessus) ou en comptes à terme dans les rubriques « Opérations internes au Crédit Agricole ».

• Opérations en devises

Le refinancement des activités en devises des Caisses régionales est réalisé auprès de Crédit Agricole S.A.

• Titres à moyen et long terme émis par Crédit Agricole S.A.

Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisses régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole S.A., en fonction du type de titres émis, en « Dettes représentées par un titre » ou « Dettes subordonnées ».

➤ Couverture des risques de liquidité et de solvabilité, et résolution bancaire

Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 51131 du Code monétaire et financier (CMF), Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque établissement de crédit affilié comme de l'ensemble du réseau. Ainsi, chaque membre du réseau bénéficie de cette solidarité financière interne.

Les dispositions générales du CMF ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au réseau Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R. 01453.

Le dispositif européen de résolution des crises bancaires a été adopté au cours de l'année 2014 par la directive (UE) 2014/59 (dite « BRRD »), transposée en droit français par l'ordonnance 20151024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français aux dispositions du Règlement européen 806/2014 du 15 juillet 2014 ayant établi les règles et une procédure uniforme pour la résolution des établissements de crédit dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution bancaire unique. La directive (UE) 2019/879 du 20 mai 2019 dite « BRRD2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée par Ordonnance 20201636 du 21 décembre 2020.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolutions européennes, dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Pour les groupes bancaires coopératifs, c'est la stratégie de résolution de « point d'entrée unique élargi » (« *extended SPE* ») qui est privilégiée par les autorités de résolution, par laquelle l'outil de résolution serait appliqué simultanément au niveau de Crédit Agricole S.A. et des entités affiliées. A ce titre et dans l'hypothèse d'une mise en résolution du groupe Crédit Agricole, c'est le périmètre composé de Crédit Agricole S.A. (en sa qualité d'organe central) et des entités affiliées qui serait considéré dans son ensemble comme le point d'entrée unique élargi. Compte tenu de ce qui précède et des mécanismes de solidarité existants au sein du réseau, un membre du réseau Crédit Agricole ne peut pas être mis en résolution de manière individuelle.

Les autorités de résolution peuvent ouvrir une procédure de résolution à l'encontre d'un établissement de crédit lorsqu'elles considèrent que : la défaillance de l'établissement est avérée ou prévisible, il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure de nature privée empêche la défaillance dans des délais raisonnables, une mesure de résolution est nécessaire et une procédure de liquidation serait insuffisante pour atteindre les objectifs recherchés de la résolution ci-dessus rappelés.

Les autorités de résolution peuvent utiliser un ou plusieurs instruments de résolution, tels que décrits ci-dessous avec pour objectif de recapitaliser ou restaurer la viabilité de l'établissement. Les instruments de résolution devraient être mis en œuvre de telle manière à ce que les porteurs de titres de capital (actions, parts sociales, CCI, CCA) supportent en premier les pertes, puis les autres créanciers sous réserve qu'ils ne soient pas exclus du renflouement interne par la réglementation ou sur décision des autorités de résolution. La loi française prévoit également une mesure de protection lorsque certains instruments ou mesures de résolution sont mis en œuvre, tel le principe selon lequel les porteurs de titres de capital et les créanciers d'un établissement en résolution ne peuvent pas supporter des pertes plus lourdes que celles qu'ils auraient subies si l'établissement avait été liquidé dans le cadre d'une procédure de liquidation judiciaire régie par le code de commerce (principe NCWOL visé à l'article L. 61357.I du CMF). Ainsi, les investisseurs ont le droit de réclamer des indemnités si le traitement qu'ils subissent en résolution est moins favorable que le traitement qu'ils auraient subi si l'établissement avait fait l'objet d'une procédure normale d'insolvabilité.

Dans l'hypothèse où les autorités de résolution décideraient d'une mise en résolution sur le groupe Crédit Agricole, elles procéderaient au préalable à la réduction de la valeur nominale des instruments de Fonds propres du compartiment CET1 (actions, parts sociales, CCI et CCA), instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2, afin d'absorber les pertes puis éventuellement à la conversion en titres de capital des instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2 ^[1]. Ensuite, si les autorités de résolution décidaient d'utiliser l'outil de résolution qu'est le renflouement interne, elles pourraient mettre en œuvre cet outil de renflouement interne sur les

^[1] Articles L. 613-48 et L. 613-48-3 du CMF

instruments de dette ^[2], c'est-à-dire décider de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital afin également d'absorber les pertes.

Les autorités de résolution pourraient décider de mettre en œuvre de façon coordonnée, à l'égard de l'organe central et de l'ensemble des entités affiliées, des mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant de renflouement interne. Dans ce cas, ces mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant ces mesures de renflouement interne s'appliqueraient à toutes les entités du réseau du Crédit Agricole et ce, quelle que soit l'entité considérée et quelle que soit l'origine des pertes.

La hiérarchie des créanciers en résolution est définie par les dispositions de l'article L. 613555 du CMF en vigueur à la date de mise en œuvre de la résolution.

Les détenteurs de titres de capitalet les créanciers de même rang ou jouissant de droits identiques en liquidation seraient alors traités de manière égale quelle que soit l'entité du Groupe dont ils sont créanciers.

L'étendue de ce renflouement interne, qui vise aussi à recapitaliser le groupe Crédit Agricole, s'appuie sur les besoins de fonds propres au niveau consolidé.

L'investisseur doit donc être conscient qu'il existe un risque significatif pour les porteurs d'actions, de parts sociales, CCI et CCA et les titulaires d'instruments de dette d'un membre du réseau de perdre tout ou partie de leur investissement en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution bancaire sur le Groupe quelle que soit l'entité dont il est créancier.

Les autres outils de résolution bancaire dont disposent les autorités de résolution sont pour l'essentiel la cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais et la séparation des actifs de cet établissement.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 51131 du CMF, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R. 51218 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

L'application au groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités du réseau, et donc du réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

Informations relatives aux parties liées

Les Caisses Locales affiliées à la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest font partie du périmètre de consolidation. Les Caisses locales investissent leurs fonds propres dans le capital de la Caisse Régionale (43,3M€ au 31/12/2025 contre 43,3M€ au 31/12/2024). La trésorerie résiduelle est placée dans un compte courant ouvert dans les livres de la Caisse Régionale (2.927K€ au 31/12/2025 contre 2.532K€ au 31/12/2024).

Depuis le 21 octobre 2015, la Caisse Régionale du Centre Ouest intègre de façon globale dans son périmètre de consolidation le FCT Crédit Agricole Habitat.

Depuis le 30 septembre 2024, la Caisse Régionale du Centre Ouest intègre de façon globale dans son périmètre de consolidation l'entité Centre Ouest Expansion.

Depuis le 31 décembre 2025, la Caisse Régionale du Centre Ouest intègre de façon globale dans son périmètre de

^[2] Articles L. 613-55 et L. 613-55-1 du CMF

consolidation l'entité SCI Foncière des Casseaux.

Au cours de l'exercice 2016, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Centre Ouest a participé à l'opération visant à simplifier et à rendre plus transparente la structure du Groupe et à renforcer le niveau de capital de Crédit Agricole S.A., au travers d'un reclassement de la participation détenue par Crédit Agricole S.A., sous forme de Certificats Coopératifs d'Associés (CCA), dans le capital des Caisses régionales, à une entité intégralement détenue par les Caisses régionales, SACAM Mutualisation.

Dans le cadre du refinancement du groupe Crédit Agricole via les émissions obligataires CRH, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Centre Ouest a apporté en garantie 59,8 millions d'euros de créances habitat. Les risques et les avantages associés à ces créances sont conservés par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Centre Ouest.

Concernant l'information relative aux parties liées que sont les principaux dirigeants, les rémunérations sont citées dans le paragraphe 7.6.

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

COMPTE DE RESULTAT

-en milliers d'euros	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Intérêts et produits assimilés -1	4.1	281 197	322 111
Intérêts et charges assimilées -1	4.1	-216 497	-260 010
Commissions -produits -1	4.2	102 967	108 308
Commissions -charges -1	4.2	-9 529	-18 214
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	4.3	5 857	7 452
<i>Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction</i>		-20	4
<i>Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat</i>		5 877	7 448
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	4.4	37 924	36 034
<i>Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables</i>		-	-
<i>Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables -dividendes</i>		37 924	36 034
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	4.5	-	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat	4.6	-	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat	4.6	-	-
Produit net des activités d'assurance		-	-
<i>Produits des activités d'assurance</i>		-	-
<i>Charges afférentes aux activités d'assurance</i>		-	-
<i>Produits et charges afférents aux contrats de réassurance détenus</i>		-	-
<i>Produits financiers ou charges financières d'assurance</i>		-	-
<i>Produits financiers ou charges financières d'assurance afférents aux contrats de réassurance détenus</i>		-	-
<i>Coût du risque de crédit sur les placements financiers des activités d'assurance</i>		-	-
Produits des autres activités	4.7	979	1 191
Charges des autres activités	4.7	-1 517	-2 336
PRODUIT NET BANCAIRE		201 381	194 536
Charges générales d'exploitation	4.8	-130 915	-123 268
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	4.9	-5 332	-7 150
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION		65 134	64 118
Coût du risque	4.10	-12 861	-11 576
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		52 273	52 542
Quotepart du résultat net des entreprises mises en équivalence		-	-

Gains ou pertes nets sur autres actifs	4.11	-282	-41
Variations de valeur des écarts d'acquisition	6.14	-	-
RÉSULTAT AVANT IMPÔT		51 991	52 501
Impôts sur les bénéfices	4.12	-5 069	-3 226
Résultat net d'impôts des activités abandonnées	6.11	-	-
RÉSULTAT NET		46 922	49 275
Participations ne donnant pas le contrôle	13.3	-22	-
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE		46 944	49 275
Résultat par action -en euros		-	
Résultat dilué par action -en euros		-	

(1) Au 31 décembre 2024, les commissions intégraient un produit de 10 096 milliers d'euros et une charge de 9 817 milliers d'euros au titre de la marge collective, qui auraient dû être classés respectivement en « Intérêts et produits assimilés » et en « Intérêts et charges assimilées ». Cette modification de présentation est sans impact sur le montant de Produit Net Bancaire présenté au 31 décembre 2024.

RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

<i>-en milliers d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024
Résultat net	46 922	49 275
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	786	-1 108
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre	-	-
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	151 621	88 588
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres non recyclables	-	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	152 407	87 480
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	-4 858	-2 431
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	147 549	85 049
Gains et pertes sur écarts de conversion	-	-
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	-	-
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres recyclables	-	-
Produits financiers ou charges financières de réassurance ventilés en capitaux propres	-	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	-	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	-	-

Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	147 549	85 049
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	194 471	134 324
Dont part du Groupe	194 493	134 324
Dont participations ne donnant pas le contrôle	-22	-
-1 Montant du transfert en réserves d'éléments non recyclables	-	-

BILAN ACTIF

<i>-en milliers d'euros</i>	<i>Notes</i>	31/12/2025	31/12/2024
Caisse, banques centrales	6.1	35 502	42 317
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3.13.26.26.6	198 417	173 996
<i>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</i>		5 913	5 120
<i>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</i>		192 504	168 876
Instruments dérivés de couverture	3.33.5	112 336	118 422
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3.13.26.46.6	1 182 171	975 680
<i>Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables</i>		39 000	-
<i>Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables</i>		1 143 171	975 680
Actifs financiers au coût amorti	3.13.23.46.56.6	8 982 107	9 096 380
<i>Prêts et créances sur les établissements de crédit</i>		982 080	1 142 175
<i>Prêts et créances sur la clientèle</i>		7 610 154	7 569 203
<i>Titres de dettes</i>		389 873	385 002
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		-94 862	-84 535
Actifs d'impôts courants et différés	6.9	27 361	25 753
Comptes de régularisation et actifs divers	6.10	143 486	112 145
Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées	6.11	-	-
Contrats d'assurance émis Actif		-	-
Contrats de réassurance détenus Actif		-	-
Participation dans les entreprises mises en équivalence	13.2	-	-
Immeubles de placement	6.12	4 894	3 831
Immobilisations corporelles	6.13	97 249	99 292
Immobilisations incorporelles	6.13	148	25
Ecarts d'acquisition	6.14	-	-
TOTAL DE L'ACTIF		10 688 809	10 563 306

BILAN PASSIF

<i>-en milliers d'euros</i>	<i>Notes</i>	31/12/2025	31/12/2024
Banques centrales	6.1	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	6.2	5 931	5 139

Passifs financiers détenus à des fins de transaction		5 931	5 139
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		-	-
Instruments dérivés de couverture	3.33.5	19 580	27 393
Passifs financiers au coût amorti		8 488 773	8 556 433
Dettes envers les établissements de crédit	3.46.7	5 161 598	5 204 313
Dettes envers la clientèle	3.13.46.7	3 286 313	3 304 165
Dettes représentées par un titre	3.46.7	40 862	47 955
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		-3 421	-2 172
Passifs d'impôts courants et différés	6.9	101	4 484
Comptes de régularisation et passifs divers	6.10	292 059	278 281
Dettes liées aux actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées	6.11	-	-
Contrats d'assurance émis Passif		-	-
Contrats de réassurance détenus Passif		-	-
Provisions	6.15	21 806	20 349
Dettes subordonnées	3.46.16	-	-
			-
Total dettes		8 824 829	8 889 907
Capitaux propres		1 863 980	1 673 399
Capitaux propres part du Groupe		1 863 623	1 673 399
Capital et réserves liées		173 250	172 978
Réserves consolidées		1 178 686	1 133 951
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		464 743	317 195
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées		-	-
Résultat de l'exercice		46 944	49 275
Participations ne donnant pas le contrôle		357	-
TOTAL DU PASSIF		10 688 809	10 563 306

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Part du Groupe									
	Capital et réserves liées					Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Résultat net	Capitaux propres
	Capital	Primes et réserves consolidées liées au capital - I	Elimination des titres auto détenus	Autres instruments de capitaux propres	Total Capital et réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux		
-en milliers d'euros										
Capitaux propres au 1er janvier 2024	91 108	1 219 247	-	-	1 310 355	-	232 146	232 146	-	1 542 501
Impacts nouvelles normes, décisions /	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 1er janvier 2024 Retraités	91 108	1 219 247	-	-	1 310 355	-	232 146	232 146	-	1 542 501
Augmentation / Réduction de capital	-851	-	-	-	-851	-	-	-	-	-851
Variation des titres auto détenus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emissions / remboursements d'instruments de	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rémunération des émissions d'instruments de	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes versés en 2024	-	-4 919	-	-	-4 919	-	-	-	-	-4 919
Effet des acquisitions complémentaires /	-	2 117	-	-	2 117	-	-	-	-	2 117
cessions partielles de titres de filiales sans perte										
Mouvements liés aux paiements en actions	-	228	-	-	228	-	-	-	-	228
Mouvements liés aux opérations avec les	-851	-2 574	-	-	-3 425	-	-	-	-	-3 425
Variation des gains et pertes comptabilisés	-	-	-	-	-	-	85 049	85 049	-	85 049
directement en capitaux propres										
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
propres à la juste valeur par capitaux propres										

Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Quotepart dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat 2024	-	-	-	-	-	-	-	-	49 275	49 275
Autres variations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 31 décembre 2024	90 257	1 216 673	-	-	1 306 930	-	317 195	317 195	49 275	1 673 400
Affectation du résultat 2024	-	49 274	-	-	49 274	-	-	-	-49 275	-1
Capitaux propres au 1er janvier 2025	90 257	1 265 947	-	-	1 356 204	-	317 195	317 195	-	1 673 399
Impacts nouvelles normes, décisions /	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 1er janvier 2025 Retraités	90 257	1 265 947	-	-	1 356 204	-	317 195	317 195	-	1 673 399
Augmentation / Réduction de capital	271	-	-	-	271	-	-	-	-	271
Variation des titres auto détenus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emissions / remboursements d'instruments de	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rémunération des émissions d'instruments de	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes versés en 2025	-	-4 957	-	-	-4 957	-	-	-	-	-4 957
Effet des acquisitions complémentaires /	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
cessions partielles de titres de filiales sans perte	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mouvements liés aux paiements en actions	-	423	-	-	423	-	-	-	-	423
Mouvements liés aux opérations avec les	271	-4 534	-	-	-4 263	-	-	-	-	-4 263
Variation des gains et pertes comptabilisés	-	-	-	-	-	-	147 549	147 549	-	147 549
directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
propres à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dont gains et pertes sur variation du risque de	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
crédit propre transférés en réserves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Quotepart dans les variations de capitaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
propres hors résultat des entreprises mises en	-	-	-	-	-	-	-	-	46 944	46 944
Résultat 2025	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	-5	-	-	-5	-	-	-	-	-5
CAPITAUX PROPRES AU 31 DÉCEMBRE	90 528	1 261 408	-	-	1 351 936	-	464 744	464 744	46 944	1 863 624

-en milliers d'euros	Participations ne donnant pas le contrôle					Capitaux propres consolidés
	Capital, réserves liées et résultat	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Capitaux propres	
		Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		
Capitaux propres au 1er janvier 2024	-	-	-	-	-	1 542 501
Impacts nouvelles normes, décisions / interprétations	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 1er janvier 2024 Retraités	-	-	-	-	-	1 542 501
Augmentation / Réduction de capital	-	-	-	-	-	-851
Variation des titres auto détenus	-	-	-	-	-	-
Emissions / remboursements d'instruments de capitaux	-	-	-	-	-	-
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux	-	-	-	-	-	-
Dividendes versés en 2024	-	-	-	-	-	-4 919
Effet des acquisitions complémentaires / cessions partielles de titres de filiales sans perte de contrôle	-	-	-	-	-	2 117
Mouvements liés aux paiements en actions	-	-	-	-	-	228
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	-	-	-	-	-	-3 425
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	85 049
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	-	-	-	-	-	-
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves	-	-	-	-	-	-
Quotepart dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-
Résultat 2024	-	-	-	-	-	49 775
Autres variations	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 31 décembre 2024	-	-	-	-	-	1 673 400
Affectation du résultat 2024	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 1er janvier 2025	-	-	-	-	-	1 673 400
Impacts nouvelles normes, décisions / interprétations	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 1er janvier 2025 Retraités	-	-	-	-	-	1 673 400
Augmentation / Réduction de capital	-	-	-	-	-	271
Variation des titres auto détenus	-	-	-	-	-	-
Emissions / remboursements d'instruments de capitaux	-	-	-	-	-	-
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux	-	-	-	-	-	-
Dividendes versés en 2025	-	-	-	-	-	-4 957
Effet des acquisitions complémentaires / cessions partielles de titres de filiales sans perte de contrôle	379	-	-	-	379	379
Mouvements liés aux paiements en actions	-	-	-	-	-	423
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	379	-	-	-	379	-3 884
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	147 549
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	-	-	-	-	-	-
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves	-	-	-	-	-	-
Quotepart dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-
Résultat 2025	-22	-	-	-	-22	46 922
Autres variations	-	-	-	-	-	-5
CAPITAUX PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2025	357	-	-	-	357	1 863 982

(1) Réserves consolidées avant élimination des titres d'autocontrôle

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les **activités opérationnelles** sont représentatives des activités génératrices de produits de la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest.

Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les **activités d'investissement** représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles. Les titres de participation stratégiques inscrits dans les rubriques « Juste valeur par résultat » ou « Juste valeur par capitaux propres non recyclables » sont compris dans cette rubrique.

Les **activités de financement** résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

La notion de **trésorerie nette** comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

-en milliers d'euros	Notes	31/12/2025	31/12/2024
----------------------	-------	------------	------------

Résultat avant impôt	51 991	52 501
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	5 332	7 149
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-	-
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	13 507	7 519
Quotepart de résultat liée aux entreprises mises en équivalence	-	-
Résultat net des activités d'investissement	109	40
Résultat net des activités de financement	671	1 176
Autres mouvements	3 706	2 470
<i>Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements</i>	<i>23 325</i>	<i>18 354</i>
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	138 155	-291 251
Flux liés aux opérations avec la clientèle	-75 996	254 383
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-60 753	-46 082
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-36 571	-19 791
Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence	-	-
Impôts versés	-15 979	-3 451
<i>Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</i>	<i>-51 144</i>	<i>-106 192</i>
<i>Flux provenant des activités abandonnées</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
Total Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle -A	24 172	-35 337
<i>Flux liés aux participations -1</i>	<i>-7 302</i>	<i>-9 429</i>
<i>Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles</i>	<i>-3 540</i>	<i>-15 699</i>
<i>Flux provenant des activités abandonnées</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement -B	-10 842	-25 128
<i>Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires -2</i>	<i>-4 306</i>	<i>-5 770</i>
<i>Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement -3</i>	<i>1 524</i>	<i>4 381</i>
<i>Flux provenant des activités abandonnées</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement -C	-2 782	-1 389
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie -D	-	-
AUGMENTATION/-DIMINUTION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE -A + B + C + D	10 548	-61 854
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	230 000	291 854
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	42 317	43 299
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	187 683	248 555
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	240 548	230 000
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	35 502	42 317
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	205 046	187 683
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	10 548	-61 854

* Composé du solde net du poste « Caisse, banques centrales », hors intérêts courus et y compris trésorerie des entités reclassées en activités abandonnées.

** Composé du solde des postes « Comptes ordinaires débiteurs non douteux » et « Comptes et prêts au jour le jour non douteux » tels que détaillés en note 6.5 et des postes « Comptes ordinaires créditeurs » et « Comptes et emprunts au jour le jour » tels que détaillés en note 6.7 -hors intérêts courus.

- (1) Flux liés aux participations : cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation. Au cours de l'année 2025, l'impact net des acquisitions sur la trésorerie s'élève à -7.302 milliers d'euros, portant notamment sur les opérations suivantes : participation à l'augmentation de capital SAS RUE LA BOETIE pour 5.436 milliers d'euros ; financement de 5.000 milliers d'euros au profit de la création d'une filiale CENTRE OUEST TRANSITIONS ENERGIES ; participation à l'augmentation de capital SACAM AVENIR pour 3.113 milliers d'euros ; participation à l'augmentation de capital SACAM SANTE & TERRITOIRES pour 1.290 milliers d'euros.
- (2) Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires : il comprend le paiement des dividendes versés par la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest à ses actionnaires sur 2025, à hauteur de 4.957 milliers d'euros dont 2.668 milliers d'euros liés aux certificats coopératifs d'associés détenus par SACAM MUTUALISATION et 2.289 milliers d'euros pour les Sociétaires de la Caisse Régionale.
- (3) Au cours de l'année 2025, la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest n'a pas fait d'émission de dettes subordonnées.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

1 Principes et méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisés.

1.1 Normes applicables et comparabilité

Sauf mention contraire, tous les montants indiqués dans le présent rapport financier sont exprimés en euros et sont indiqués en milliers, sans décimale. Les arrondis au millier d'euros le plus proche peuvent, dans certains cas, conduire à des écarts non significatifs au niveau des totaux et des subtotaux figurant dans les tableaux.

En application du règlement CE n°1606/2002, les états financiers consolidés ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC applicables au 31 décembre 2025 et telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite *carve out*), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macrocouverture.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne, à l'adresse suivante : https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_en

Les normes et interprétations sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers du Groupe au 31 décembre 2024.

Elles ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2025 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2025.

Celles-ci portent sur :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de 1 ^{ère} application : exercices ouverts à compter du	Effet significatif potentiel pour le Groupe
IAS 21 / IFRS 1 Absence de convertibilité	01/01/2025	Non

Par ailleurs, il est rappelé que lorsque l’application anticipée de normes et interprétations adoptées par l’Union européenne est optionnelle sur une période, l’option n’est pas retenue par le Groupe, sauf mention spécifique.

Normes et interprétations adoptées par l’Union Européenne au 31 décembre 2025 non encore appliquées par le Groupe

• IFRS 9 / IFRS 7 Classement et évaluation des instruments financiers

Les amendements aux normes IFRS 9 et IFRS 7, adoptés le 27 mai 2025 et applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2026 viennent notamment clarifier le classement des actifs financiers assortis de caractéristiques conditionnelles, telles que des caractéristiques environnementales, sociales et de gouvernance d’entreprise (ESG), dans le cadre du test SPPI. Bien que cet amendement soit rétroactif, le Groupe ne prévoit pas que des instruments avec clauses ESG existants avant le 1er janvier 2026 en viennent à échouer au test SPPI.

Ces amendements requerront des informations supplémentaires concernant les instruments financiers assortis de caractéristiques conditionnelles à compter de la date d’application.

Normes et interprétations non encore adoptées par l’Union européenne au 31 décembre 2025

Les normes et interprétations publiées par l’IASB au 31 décembre 2025 mais non encore adoptées par l’Union européenne ne sont pas applicables par le Groupe. Elles n’entreront en vigueur d’une manière obligatoire qu’à partir de la date prévue par l’Union européenne et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 31 décembre 2025.

• IFRS 18 Présentation et informations à fournir dans les états financiers

La norme IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers » publiée en avril 2024 remplacera la norme IAS 1 « Présentation des états financiers » et sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2027. Le Groupe n’appliquera pas cette nouvelle norme de manière anticipée.

La norme IFRS 18 imposera une nouvelle structure du compte de résultat et des sous-totaux obligatoires avec un classement des produits et charges dans 3 catégories : « exploitation », « investissement » et « financement » dans l’état du compte de résultat.

La norme IFRS 18 imposera également de décrire dans les notes annexes les mesures de performance définies par la Direction et utilisées dans la communication publique hors des états financiers IFRS.

Elle inclut également de nouvelles exigences en matière d’agrégation et de désagrégation des informations financières en fonction des rôles identifiés des états financiers principaux et des notes.

Les travaux d’analyse et de préparation de mise en œuvre au sein du Groupe sont en cours.

Décisions IFRS IC, finalisées et approuvées par l’IASB pouvant affecter le Groupe

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de publication	Effet significatif potentiel pour le Groupe
IAS 7 Classification des flux de trésorerie liés aux appels de variation de marge sur les contrats « collatéralisés au marché »	04/12/2024	Non
IAS 38 Reconnaissance des actifs incorporels résultant d’engagements liés au climat	20/03/2025	Non

IFRS 9 / IFRS 17 / IFRS 15 / IAS 37 Garanties émises sur les obligations d'autres entités	20/03/2025	Non
IFRS 15 Reconnaissance des revenus provenant des frais de scolarité	20/03/2025	Non
IAS 29 Evaluation des indicateurs des économies hyper inflationnistes	11/07/2025	Non

1.2 Principes et méthodes comptables

➤ Utilisation de jugements et estimations dans la préparation des états financiers

Etant donné leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des états financiers exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Les réalisations futures peuvent être influencées par de nombreux facteurs, notamment :

- les activités des marchés nationaux et internationaux ;
- les fluctuations des taux d'intérêt et de change ;
- la conjoncture économique et politique dans certains secteurs d'activité ou pays ;
- les modifications de la réglementation ou de la législation ;

Cette liste n'est pas exhaustive.

Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- les instruments financiers évalués à la juste valeur (y compris les participations non consolidées) ;
- les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs ;
- les dépréciations d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;
- les provisions ;
- les dépréciations des écarts d'acquisition ;
- les actifs d'impôts différés ;
- la valorisation des entreprises mises en équivalence.

Les modalités de recours à des jugements ou à des estimations sont précisées dans les paragraphes concernés ci-après.

➤ Instruments financiers (IFRS 9, IFRS 13, IAS 32 et 39)

✓ Définitions

La norme IAS 32 définit un instrument financier comme tout contrat qui donne lieu à un actif financier d'une entité et à un passif financier ou à un instrument de capitaux propres d'une autre entité, c'est-à-dire tout contrat représentant les droits ou obligations contractuels de recevoir ou de payer des liquidités ou d'autres actifs financiers.

Les actifs et passifs financiers sont traités dans les états financiers selon les dispositions de la norme IFRS 9 telle qu'adoptée par l'Union européenne.

Les instruments dérivés sont des actifs ou passifs financiers dont la valeur évolue en fonction de celle d'un sous-jacent (à condition que, dans le cas d'une variable non financière, celle-ci ne soit pas spécifique à l'une des parties au contrat), qui requièrent un investissement initial faible ou nul, et dont le règlement intervient à une date future.

La norme IFRS 9 définit les principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation / provisionnement du risque de crédit et de comptabilité de couverture, hors opérations de macrocouverture.

Il est toutefois précisé que la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest utilise l'option de ne pas appliquer le modèle général de couverture d'IFRS 9. L'ensemble des relations de couverture reste en conséquence dans le champ d'IAS 39 en attendant les futures dispositions relatives à la macrocouverture.

Les actifs financiers dits « verts » ou « ESG » et les passifs financiers dits « green bonds » comprennent des instruments variés, ils portent notamment sur des prêts ou emprunts permettant de financer des projets environnementaux ou de transition écologique. Il est rappelé que l'ensemble des instruments financiers portant ces qualifications ne présentent pas nécessairement une rémunération variant en fonction de l'atteinte de cibles ESG. Cette terminologie est susceptible d'évoluer en fonction de la réglementation européenne relative à la finance durable. Ces instruments sont comptabilisés conformément à IFRS 9 selon les principes énoncés ci-après.

Notamment, les prêts dont l'indexation de la rémunération du critère ESG n'introduit pas d'effet levier ou est considérée comme non matérielle en termes de variabilité des flux de trésorerie de l'instrument, ne sont pas considérés comme échouant au test SPPI (analyse des clauses contractuelles) sur la base de ce seul critère.

✓ **Conventions d'évaluation des actifs et passifs financiers**

- **Evaluation initiale**

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13.

La juste valeur telle que définie par IFRS 13 correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

- **Evaluation ultérieure**

Après la comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués en fonction de leur classement soit au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) pour les instruments de dette, soit à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13. Les instruments dérivés sont toujours évalués à leur juste valeur.

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux qui actualise les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs prévus sur la durée de vie attendue de l'instrument financier de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

Le coût amorti correspond au montant auquel est évalué l'actif financier ou le passif financier lors de sa comptabilisation initiale, en intégrant les coûts de transaction directement attribuables à leur acquisition ou à leur émission, diminué des remboursements en principal, majoré ou diminué de l'amortissement cumulé calculé par la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) de toute différence (décote ou prime) entre le montant initial et le montant à l'échéance. Dans le cas d'un actif financier au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant peut être ajusté si nécessaire au titre de la correction pour pertes de valeur (Cf. paragraphe « Provisionnement pour risque de crédit »).

✓ **Actifs financiers**

- Classement et évaluation des actifs financiers

Les actifs financiers non dérivés (instruments de dette ou de capitaux propres) sont classés au bilan dans des catégories comptables qui déterminent leur traitement comptable et leur mode d'évaluation ultérieur.

Les critères de classement et d'évaluation des actifs financiers dépendent de la nature de l'actif financier, selon qu'il est qualifié :

- D'instruments de dette (par exemple des prêts et titres à revenu fixe ou déterminable) ; ou
- D'instruments de capitaux propres (par exemple des actions).

Ces actifs financiers sont classés dans l'une des trois catégories suivantes :

- Actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- Actifs financiers au coût amorti (instruments de dette uniquement) ;
- Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres (recyclables pour les instruments de dette, non recyclables pour les instruments de capitaux propres).

- Instruments de dette

Le classement et l'évaluation d'un instrument de dette dépendent de deux critères réunis : le modèle de gestion défini au niveau portefeuille et l'analyse des caractéristiques contractuelles (test SPPI) déterminée par instrument de dette sauf utilisation de l'option à la juste valeur.

- Les trois modèles de gestion :

Le modèle de gestion est représentatif de la stratégie que suit le management de la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest pour la gestion de ses actifs financiers, dans l'atteinte de ses objectifs. Le modèle de gestion est spécifié pour un portefeuille d'actifs et ne constitue pas une intention au cas par cas pour un actif financier isolé.

On distingue trois modèles de gestion :

- Le modèle « *Collecte* » dont l'objectif est de collecter les flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie des actifs ; ce modèle n'implique pas systématiquement de détenir la totalité des actifs jusqu'à leur échéance contractuelle ; toutefois, les ventes d'actifs sont strictement encadrées ;
- Le modèle « *Collecte et Vente* » dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie sur la durée de vie et de céder les actifs ; dans ce modèle, la vente d'actifs financiers et la perception de flux de trésorerie sont toutes les deux essentielles ; et
- Le modèle « *Autre / Vente* » dont l'objectif principal est de céder les actifs.

Il concerne notamment les portefeuilles dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie via les cessions, les portefeuilles dont la performance est appréciée sur la base de sa juste valeur, les portefeuilles d'actifs financiers détenus à des fins de transaction.

Lorsque la stratégie que suit le management pour la gestion d'actifs financiers ne correspond ni au modèle collecte, ni au modèle collecte et vente, ces actifs financiers sont classés dans un portefeuille dont le modèle de gestion est autre / vente.

- Les caractéristiques contractuelles (test « Solely Payments of Principal & Interests » ou test « SPPI ») :

Le test « SPPI » regroupe un ensemble de critères, examinés cumulativement, permettant d'établir si les flux de trésorerie contractuels respectent les caractéristiques d'un financement simple (remboursements de nominal et versements d'intérêts sur le nominal restant dû).

Le test est satisfait lorsque le financement donne droit seulement au remboursement du principal et lorsque le versement des intérêts perçus reflète la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable.

Dans un financement simple, l'intérêt représente le coût du passage du temps, le prix du risque de crédit et de liquidité sur la période, et d'autres composantes liées au coût du portage de l'actif (ex : coûts administratifs...).

Dans certains cas, cette analyse qualitative ne permettant pas de conclure, une analyse quantitative (ou Benchmark test) est effectuée. Cette analyse complémentaire consiste à comparer les flux de trésorerie contractuels de l'actif étudié et les flux de trésorerie d'un actif de référence.

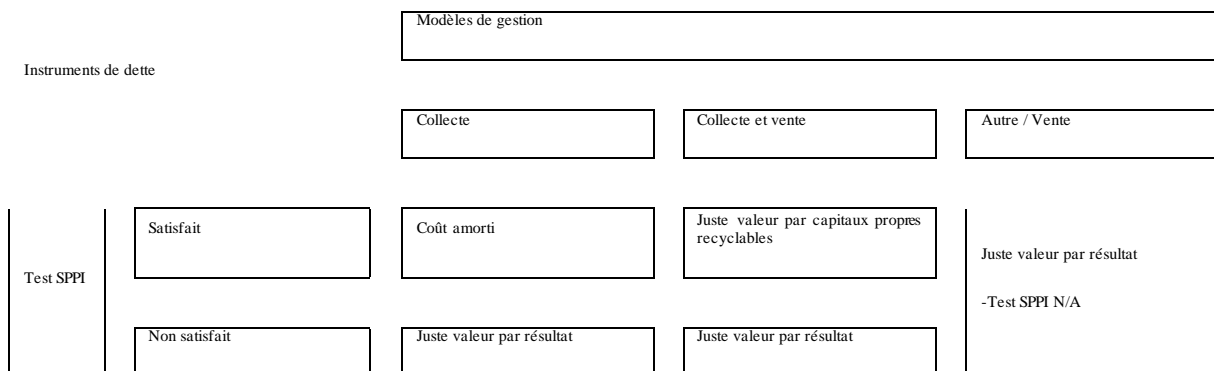
Si la différence entre les flux de trésorerie de l'actif financier et celui de référence est jugée non significative, l'actif est considéré comme un financement simple.

Par ailleurs, une analyse spécifique sera menée dans le cas où l'actif financier est émis par des entités ad hoc établissant un ordre de priorité de paiement entre les porteurs des actifs financiers en liant de multiples instruments entre eux par contrat et créant des concentrations de risque de crédit (des « tranches »).

Chaque tranche se voit attribuer un rang de subordination qui précise l'ordre de distribution des flux de trésorerie générés par l'entité structurée.

Dans ce cas le test « SPPI » nécessite une analyse des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif concerné et des actifs sous-jacents selon l'approche "lookthrough" et du risque de crédit supporté par les tranches souscrites comparé au risque de crédit des actifs sous-jacents.

Le mode de comptabilisation des instruments de dette résultant de la qualification du modèle de gestion couplée au test « SPPI » peut être présenté sous la forme du diagramme ci-après :



❖ Instruments de dette au coût amorti

Initialement évalués à la juste valeur, les instruments de dette sont évalués ultérieurement au coût amorti s'ils sont éligibles au modèle « Collecte » et s'ils respectent le test « SPPI ».

Ils sont enregistrés à la date de règlement livraison et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction.

L'amortissement des éventuelles surcotes / décotes et des frais de transaction des prêts et créances, et des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet d'ajustements au titre des pertes attendues (ECL) dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique « Dépréciation / Provisionnement pour risque de crédit ».

❖ Instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables

Initialement évalués à la juste valeur, les instruments de dette sont évalués ultérieurement à la juste valeur par capitaux propres recyclables s'ils sont éligibles au modèle « Collecte et Vente » et s'ils respectent le test « SPPI ».

Ils sont enregistrés à la date de négociation et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction. L'amortissement des éventuelles surcotes / décotes et des frais de transaction des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ces actifs financiers sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres recyclables en contrepartie du compte d'encours (hors intérêts courus comptabilisés en résultat selon la méthode du TIE).

En cas de cession, ces variations sont transférées en résultat.

Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet d'ajustements au titre des pertes attendues (ECL) dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique « Dépréciation / Provisionnement pour risque de crédit » (sans que cela n'affecte la juste valeur au bilan).

❖ Instruments de dette à la juste valeur par résultat

Les instruments de dette sont évalués en juste valeur par résultat dans les cas suivants :

- Les instruments sont classés dans des portefeuilles constitués d'actifs financiers détenus à des fins de transaction ou dont l'objectif principal est la cession ;

Les actifs financiers détenus à des fins de transaction sont des actifs acquis ou gérés par l'entreprise principalement dans l'objectif de les céder à court terme ou qui font partie d'un portefeuille d'instruments gérés en commun dans le but de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme ou à une marge d'arbitrage. Bien que les flux de trésorerie contractuels soient perçus pendant le temps durant lequel la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest détient les actifs, la perception de ces flux de trésorerie contractuels n'est pas essentielle mais accessoire.

- Les instruments de dette qui ne respectent pas les critères du test « SPPI ». C'est notamment le cas des OPC (Organismes de Placement Collectif) ;

- Les instruments financiers classés dans des portefeuilles pour lesquels la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest choisit la valorisation à la juste valeur afin de réduire une différence de traitement comptable au compte de résultat. Dans ce cas, il s'agit d'un classement sur option à la juste valeur par résultat.

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat) et coupons courus inclus.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en « Produit Net Bancaire », en contrepartie du compte d'encours. Les intérêts de ces instruments sont comptabilisés dans la rubrique « gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation au titre du risque de crédit.

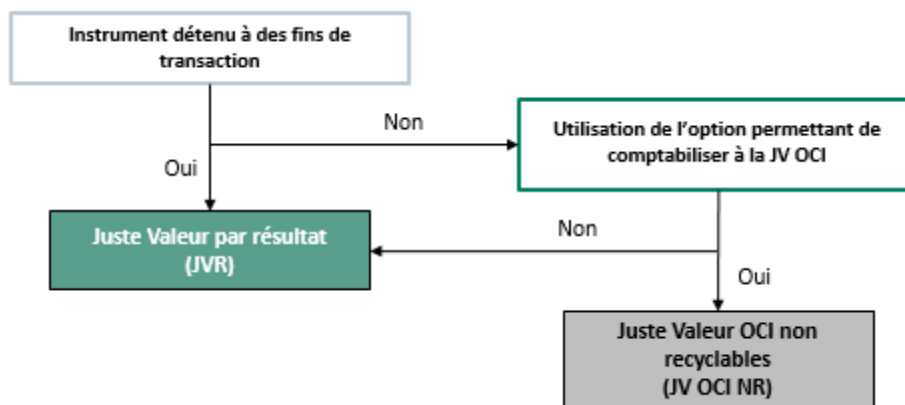
Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature dont le modèle de gestion est « Autre / Vente » sont enregistrés à la date de règlement livraison.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat sur option sont enregistrés à la date de négociation.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature, par échec au test SPPI, sont enregistrés à la date de règlement livraison.

○ Instruments de capitaux propres

Les instruments de capitaux propres sont par défaut comptabilisés à la juste valeur par résultat, sauf option irrévocable pour un classement et une évaluation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sous réserve que ces instruments ne soient pas détenus à des fins de transaction.



❖ Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat). Les instruments de capitaux propres détenus à des fins de transaction sont enregistrés à la date de négociation. Les instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par résultat et non détenus à des fins de transaction sont enregistrés en date de règlement livraison.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en « Produit Net Bancaire », en contrepartie du compte d'encours.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

❖ Instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (sur option irrévocable)

L'option irrévocable de comptabiliser les instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables est retenue au niveau transactionnel (ligne par ligne) et s'applique à la date de comptabilisation initiale. Ces titres sont enregistrés à la date de négociation.

La juste valeur initiale intègre les coûts de transaction.

Lors des évaluations ultérieures, les variations de juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres non recyclables. En cas de cession, ces variations ne sont pas recyclées en résultat, le résultat de cession est comptabilisé en capitaux propres.

Seuls les dividendes sont reconnus en résultat si :

- Le droit de l'entité d'en percevoir le paiement est établi ;
- Il est probable que les avantages économiques associés aux dividendes iront à l'entité ;
- Le montant des dividendes peut être évalué de façon fiable.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

- Acquisition et cession temporaire de titres

Les cessions temporaires de titres (prêts de titres, titres donnés en pension livrée) ne remplissent généralement pas les conditions de décomptabilisation.

Les titres prêtés ou mis en pension sont maintenus au bilan du cédant. Dans le cas de titres mis en pension, le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan par le cédant.

Les titres empruntés ou reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan du cessionnaire.

Dans le cas de titres pris en pension, une créance à l'égard du cédant est enregistrée au bilan du cessionnaire en contrepartie du montant versé. En cas de revente ultérieure du titre, le cessionnaire enregistre un passif évalué à la juste valeur qui matérialise son obligation de restituer le titre reçu en pension.

Les produits et charges relatifs à ces opérations sont rapportés au compte de résultat prorata temporis sauf en cas de classement des actifs et passifs à la juste valeur par résultat.

- Décomptabilisation des actifs financiers

Un actif financier (ou groupe d'actifs financiers) est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie qui lui sont liés arrivent à expiration ;
- ou sont transférés, ou considérés comme tels parce qu'ils appartiennent de fait à un ou plusieurs bénéficiaires et lorsque la quasi-totalité des risques et avantages liés à cet actif financier est transférée.

Dans ce cas, tous les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et en passifs.

Lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie sont transférés mais que seule une partie des risques et avantages, ainsi que le contrôle, sont conservés, la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest continue à comptabiliser l'actif financier dans la mesure de son implication continue dans cet actif. L'implication continue correspond à la portion de l'actif qui continue d'être exposée aux variations de valeur de l'actif transféré.

Les actifs financiers renégociés pour raisons commerciales en l'absence de difficultés financières de la contrepartie et dans le but de développer ou conserver une relation commerciale sont décomptabilisés en date de renégociation. Les nouveaux prêts accordés aux clients sont enregistrés à leur juste valeur à la date de renégociation. La comptabilisation ultérieure dépend du modèle de gestion et du test « SPPI ».

- Intérêts pris en charge par l'Etat (IAS 20)

Dans le cadre de mesures d'aides au secteur agricole et rural, ainsi qu'à l'acquisition de logement, certaines entités du groupe Crédit Agricole accordent des prêts à taux réduits, fixés par l'Etat. En conséquence, ces entités perçoivent de l'Etat une bonification représentative du différentiel de taux existant entre le taux accordé à la clientèle et un taux de référence prédéfini. Ainsi, les prêts qui bénéficient de ces bonifications sont accordés au taux de marché.

Les modalités de ce mécanisme de compensation sont réexaminées périodiquement par l'Etat.

Les bonifications perçues de l'Etat sont enregistrées en résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés » et réparties sur la durée de vie des prêts correspondants, conformément à la norme IAS 20.

✓ **Passifs financiers**

- Classement et évaluation des passifs financiers

Les passifs financiers sont classés au bilan dans les deux catégories comptables suivantes :

- passifs financiers à la juste valeur par résultat, par nature ou sur option ;
- passifs financiers au coût amorti.

❖ Passifs financiers à la juste valeur par résultat par nature

Les instruments financiers émis principalement en vue d'être rachetés à court terme, les instruments faisant partie d'un portefeuille d'instruments financiers identifiés qui sont gérés ensemble et qui présentent des indications d'un profil récent de prise de bénéfice à court terme, et les dérivés (à l'exception de certains dérivés de couverture) sont évalués à la juste valeur par nature.

Les variations de juste valeur de ce portefeuille sont constatées en contrepartie du compte de résultat.

❖ Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

Les passifs financiers répondant à l'un des trois cas prévus par la norme ci-après, peuvent être évalués à la juste valeur par résultat sur option : émissions hybrides comprenant un ou plusieurs dérivés incorporés séparables, réduction ou élimination de distorsion de traitement comptable ou groupes de passifs financiers gérés et dont la performance est évaluée à la juste valeur.

Cette option est irrévocable et s'applique obligatoirement à la date de comptabilisation initiale de l'instrument.

Lors des évaluations ultérieures, ces passifs financiers sont évalués à la juste valeur en contrepartie du résultat pour les variations de juste valeur non liées au risque de crédit propre et en contrepartie des capitaux propres non recyclables pour les variations de valeur liées au risque de crédit propre sauf si cela aggrave la non-concordance comptable (auquel cas les variations de valeur liées au risque de crédit propre sont enregistrées en résultat, comme prévu par la norme).

❖ Passifs financiers évalués au coût amorti

Tous les autres passifs répondant à la définition d'un passif financier (hors dérivés) sont évalués au coût amorti.

Ces passifs sont enregistrés en juste valeur à l'origine (produits et coûts de transaction inclus) puis sont comptabilisés ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

❖ Produits de la collecte

Les produits de la collecte sont comptabilisés dans la catégorie des « Passifs financiers au coût amorti – Dettes envers la clientèle » malgré les caractéristiques du circuit de collecte dans le groupe Crédit Agricole, avec une centralisation de la collecte chez Crédit Agricole S.A. en provenance des Caisses régionales. La contrepartie finale de ces produits de collecte pour le Groupe reste en effet la clientèle.

L'évaluation initiale est faite à la juste valeur, l'évaluation ultérieure au coût amorti.

Les produits d'épargne réglementée sont par nature considérés comme étant à taux de marché.

Les plans d'épargne logement et les comptes d'épargne logement donnent lieu le cas échéant à une provision telle que détaillée dans la note 6.15 « Provisions ».

• Reclassement de passifs financiers

Le classement initial des passifs financiers est irrévocable. Aucun reclassement ultérieur n'est autorisé.

- Distinction dettes – capitaux propres

La distinction entre instruments de dette et instruments de capitaux propres est fondée sur une analyse de la substance des dispositifs contractuels.

Un passif financier est un instrument de dette s'il inclut une obligation contractuelle :

- De remettre à une autre entité de la trésorerie, un autre actif financier ou un nombre variable d'instruments de capitaux propres ; ou
- D'échanger des actifs et des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables.

Un instrument de capitaux propres est un instrument financier non remboursable qui offre une rémunération discrétionnaire mettant en évidence un intérêt résiduel dans une entreprise après déduction de tous ses passifs financiers (actif net) et qui n'est pas qualifié d'instrument de dette.

- Décomptabilisation et modification des passifs financiers

Un passif financier est décomptabilisé en tout ou partie :

- Lorsqu'il arrive à extinction ; ou
- Lorsque les analyses quantitative ou qualitative concluent qu'il a été substantiellement modifié en cas de restructuration.

Une modification substantielle d'un passif financier existant doit être enregistré comme une extinction du passif financier initial et la comptabilisation d'un nouveau passif financier (la novation). Tout différentiel entre la valeur comptable du passif éteint et du nouveau passif sera enregistré immédiatement au compte de résultat.

Si le passif financier n'est pas décomptabilisé, le TIE d'origine est maintenu. Une décote / surcote est constatée immédiatement au compte de résultat en date de modification puis fait l'objet d'un étalement au TIE d'origine sur la durée de vie résiduelle de l'instrument.

✓ **Intérêts négatifs sur actifs et passifs financiers**

Conformément à la décision de l'IFRS IC de janvier 2015, les produits d'intérêt négatifs (charges) sur actifs financiers ne répondant pas à la définition d'un revenu au sens d'IFRS 15 sont comptabilisés en charges d'intérêts en compte de résultat, et non en réduction du produit d'intérêts. Il en est de même pour les charges d'intérêts négatives (produits) sur passifs financiers.

✓ **Dépréciation / provisionnement pour risque de crédit**

- Champ d'application

Conformément à IFRS 9, la *Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest* comptabilise une correction de valeur au titre des pertes de crédit attendues ("*Expected Credit Losses*" ou "*ECL*") sur les encours suivants :

- Les actifs financiers d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables (prêts et créances, titres de dette) ;
- Les engagements de financement qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- Les engagements de garantie financière relevant d'IFRS 9 et qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- Les créances locatives relevant de la norme IFRS 16 ; et
- les créances commerciales générées par des transactions de la norme IFRS 15.

Les instruments de capitaux propres (à la juste valeur par résultat ou à la juste valeur par OCI non recyclables) ne sont pas concernés par les dispositions en matière de dépréciation.

Les instruments dérivés et les autres instruments financiers évalués à la juste valeur par résultat font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie qui n'est pas visé par le modèle ECL. Ce calcul est décrit dans le chapitre 5 « Facteurs et Gestion des risques » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.

- Risque de crédit et étapes de dépréciation / provisionnement

Le risque de crédit se définit comme le risque de pertes lié au défaut d'une contrepartie entraînant son incapacité à faire face à ses engagements vis-à-vis du Groupe.

Le processus de provisionnement du risque de crédit distingue trois étapes (*Stages*) :

- 1^{ère} étape (Stage 1) : dès la comptabilisation initiale de l'instrument financier (crédit, titre de dette, garantie ...), la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest comptabilise les pertes de crédit attendues sur 12 mois.
- 2^{ème} étape (Stage 2) : si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest comptabilise les pertes attendues à maturité.
- 3^{ème} étape (Stage 3) : dès lors qu'un ou plusieurs événements de défaut sont intervenus sur la transaction ou sur la contrepartie en ayant un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés, la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest comptabilise une perte de crédit avérée à maturité. Par la suite, si les conditions de classement des instruments financiers en *Stage 3* ne sont plus respectées, les instruments financiers sont reclassés en *Stage 2*, puis en *Stage 1* en fonction de l'amélioration ultérieure de la qualité de risque de crédit.

- Définition du défaut

La définition du défaut pour les besoins du provisionnement ECL est identique à celle utilisée en gestion et pour les calculs de ratios réglementaires. Ainsi, un débiteur est considéré en situation de défaut, lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- Un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- La Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Un encours en défaut (*Stage 3*) est dit déprécié lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de cet actif financier. Les indications de dépréciation d'un actif financier englobent les données observables au sujet des événements suivants :

- Des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- Un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
- L'octroi, par le ou les prêteurs à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- La probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- La disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;

- L'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Il n'est pas nécessairement possible d'isoler un événement en particulier, la dépréciation de l'actif financier pouvant résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

La contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation (90 jours) qui permet de valider que le débiteur n'est plus en situation de défaut (appréciation par la Direction des Risques).

- o La notion de perte de crédit attendue « ECL »

L'ECL se définit comme la valeur probable attendue pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

- Gouvernance et mesure des ECL

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres IFRS 9 s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif bâlois. La Direction des Risques du Groupe est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de provisionnement des encours.

Le Groupe s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus bâlois actuels pour générer les paramètres IFRS 9 nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et d'extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, doivent être retenues.

La formule de calcul intègre les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Ces calculs s'appuient largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des retraitements pour déterminer une ECL économique. La norme IFRS 9 préconise une analyse en date d'arrêt (*Point in Time*) tout en tenant compte de données de pertes historiques et des données prospectives macroéconomiques (*Forward Looking*), alors que la vue prudentielle s'analyse à travers le cycle (*Through The Cycle*) pour la probabilité de défaut (PD) et en bas de cycle (*Downturn*) pour la perte en cas de défaut.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les floors qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut (« Loss Given Default » ou « LGD »).

Les modalités de calcul de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : instruments financiers et instruments hors bilan.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir (Stage 1) sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie (Stages 2 et 3), et elles représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'instrument financier est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les douze mois.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'instrument financier.

Les modalités de mesure des ECL tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest

ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garantit reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties. Conformément à la norme IFRS 9, la prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Le *backtesting* des modèles et paramètres utilisés est réalisé a minima à fréquence annuelle.

Les données macroéconomiques prospectives (*Forward Looking*) sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- Au niveau du Groupe dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du *Forward Looking* dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ;
- Au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles.
- Dégradation significative du risque de crédit

Toutes les entités du Groupe doivent apprécier, pour chaque instrument financier, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêt. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (*Stages*).

Afin d'apprécier la dégradation significative, le Groupe prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- Un premier niveau dépendant de règles et de critères quantitatifs relatifs et absolus ainsi que de critères qualitatifs Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe (*Forward Looking Central*) ;
- Un second niveau lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre du *Forward Looking* local, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement en Stage 2 (basculer de portefeuille ou sous-portefeuille d'ECL à 12 mois en ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque instrument financier. Aucune contagion n'est requise pour le passage de *Stage 1* à *Stage 2* des instruments financiers d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

L'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit au titre du premier niveau défini ci-dessus pour les encours avec un modèle de notation repose sur les deux critères suivants :

1. Exemption au faible risque de crédit :

Conformément aux normes en vigueur, le Groupe a choisi d'appliquer l'exemption « pour faible risque de crédit » aux titres de dettes classés en « Investment Grade » (Cf. IFRS 9.B5.5.23) et contrats de prêts dont la probabilité de défaut est inférieure à un seuil donné (ie. 0.30%).

2. Indicateurs quantitatifs :

Le groupe Crédit Agricole a retenu plusieurs critères quantitatifs permettant de qualifier une dégradation en Stage 2, à noter que chacun de ces critères est suffisant pour une dégradation en Stage 2. Les typologies de critères sont présentées ci-après :

a. **Un critère relatif** qui mesure, au niveau contrat, la variation du risque associée depuis la date de comptabilisation initiale. Il permet de mesurer l'écart (établi en ratio) entre le risque de défaut en date de reporting d'une contrepartie et le risque de défaut apprécié en date de comptabilisation initiale.

b. **Trois critères absolus.** Le Groupe a défini :

⇒ Un critère de seuil absolu basé sur les probabilités de défaut bâloise pour capter une dégradation absolue non corrélée à la conjoncture économique. Il permet de capturer en pratique les deux derniers grades avant le défaut considérés comme risqués et donc avec une classification en Stage 2 pour le calcul des ECL.

⇒ Un critère de seuil absolu basé sur la probabilité de défaut à 1 an (Forward Looking) en date de reporting, permettant de capter une dégradation significative absolue corrélée à la conjoncture économique.

⇒ Un critère de seuil absolu basé sur le nombre de jours impayés de plus de 30 jours pour qualifier une classification en Stage 2.

3. Indicateurs qualitatifs :

Le Groupe retient un ensemble d'indicateurs qualitatifs permettant une dégradation en Stage 2, ces indicateurs peuvent être de niveau contrat, contrepartie ou portefeuille et permettent d'identifier les expositions ayant observées une dégradation significative du risque de crédit.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en *Stage 2*.

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la dépréciation peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (*Stage 1*).

Afin de suppléer le fait que certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- Le type d'instrument ;
- La note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- Le type de garantie ;
- La date de comptabilisation initiale ;
- La durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- Le secteur d'activité ;
- L'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- La valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- Le circuit de distribution ;
- L'objet du financement, ...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises, ...).

Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur une base

de portefeuille homogène peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Pour les titres, la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest utilise l'approche qui consiste à appliquer un niveau absolu de risque de crédit, conformément à IFRS 9, en deçà duquel les expositions seront classées en *Stage 1* et dépréciées sur la base d'une ECL à 12 mois.

Ainsi, les règles suivantes s'appliqueront pour le suivi de la dégradation significative des titres :

- Les titres notés "Investment Grade", en date d'arrêté, seront classés en *Stage 1* et provisionnés sur la base d'une ECL à 12 mois ;
- Les titres notés "Non Investment Grade" (NIG), en date d'arrêté, devront faire l'objet d'un suivi de la dégradation significative, depuis l'origine, et être classés en *Stage 2* (ECL à maturité) en cas de dégradation significative du risque de crédit.

La détérioration relative doit être appréciée en amont de la survenance d'une défaillance avérée (*Stage 3*).

- Restructurations pour cause de difficultés financières

Les instruments de dette restructurés pour difficultés financières sont ceux pour lesquels la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, maturité, etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi, ils concernent tous les instruments de dette, quelle que soit la catégorie de classement de l'instrument de dette en fonction de la dégradation du risque de crédit observée depuis la comptabilisation initiale.

Conformément à la définition de l'ABE (Autorité Bancaire Européenne) précisée dans le chapitre « Facteurs et Gestion des risques – Gestion des risques » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A., les restructurations de créances pour difficultés financières du débiteur correspondent à l'ensemble des modifications apportées à un ou à des contrats de crédit à ce titre, ainsi qu'aux refinancements accordés en raison des difficultés financières rencontrées par le client.

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- Des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;
- Un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).

Par « modification de contrat », sont visées par exemple les situations dans lesquelles :

- Il existe une différence en faveur de l'emprunteur entre le contrat modifié et les conditions antérieures au contrat ;
- Les modifications apportées au contrat conduisent à des conditions plus favorables pour l'emprunteur concerné que ce qu'auraient pu obtenir, au même moment, d'autres emprunteurs de la banque ayant un profil de risque similaire.

Par « refinancement », sont visées les situations dans lesquelles une dette nouvelle est accordée au client pour lui permettre de rembourser totalement ou partiellement une autre dette dont il ne peut assumer les conditions contractuelles en raison de sa situation financière.

Une restructuration de prêt (sain ou en défaut) indique une présomption d'existence d'un risque de perte avérée (*Stage 3*).

La nécessité de constituer une dépréciation sur l'exposition restructurée doit donc être analysée en conséquence (une restructuration n'entraîne pas systématiquement la constitution de dépréciation pour perte avérée et un classement en défaut).

La qualification de « créance restructurée » est temporaire.

Dès lors que l'opération de restructuration au sens de l'ABE a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de « restructurée » pendant une période a minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements (nouveaux incidents par exemple).

En l'absence de décomptabilisation liée à ce type d'événement, la réduction des flux futurs accordée à la contrepartie ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration donne lieu à l'enregistrement d'une décote en coût du risque.

Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisé au taux effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- La valeur comptable de la créance ;
- Et la somme des flux futurs de trésorerie théoriques du prêt « restructuré », actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

En cas d'abandon d'une partie du capital, ce montant constitue une perte à enregistrer immédiatement en coût du risque.

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en coût du risque.

Lors de la reprise de la décote, la part due à l'effet de l'écoulement du temps est enregistrée en « Produit Net Bancaire ».

- **Irrécouvrabilité**

Lorsqu'une créance est jugée irrécouvrable, c'est-à-dire qu'il n'y a plus d'espoir de la récupérer en tout ou partie, il convient de décomptabiliser du bilan et de passer en perte le montant jugé irrécouvrable.

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'expert. Chaque entité doit donc le fixer, avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité. Avant tout passage en perte, une dépréciation en *Stage 3* aura dû être constituée (à l'exception des actifs à la juste valeur par résultat).

Pour les crédits au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant passé en perte est enregistré en coût du risque pour le nominal, en Produit Net bancaire (PNB) pour les intérêts.

✓ **Instruments financiers dérivés**

- **Classement et évaluation**

Les instruments dérivés sont des actifs ou des passifs financiers classés par défaut en instruments dérivés détenus à des fins de transaction sauf à pouvoir être qualifiés d'instruments dérivés de couverture.

Lors de leur comptabilisation initiale, ils sont enregistrés au bilan pour leur juste valeur initiale à la date de négociation.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur.

A chaque arrêté comptable, la contrepartie des variations de juste valeur des dérivés au bilan est enregistrée :

- En résultat s'il s'agit d'instruments dérivés détenus à des fins de transaction ou de couverture de juste valeur ;
- En capitaux propres recyclables s'il s'agit d'instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie ou d'un investissement net dans une activité à l'étranger, pour la part efficace de la couverture.
- La comptabilité de couverture
 - Cadre général

Conformément à la décision du Groupe, la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest n'applique pas le volet « comptabilité de couverture » d'IFRS 9 suivant l'option offerte par la norme. L'ensemble des relations de couverture reste documenté selon les règles de la norme IAS 39, et ce au plus tard jusqu'à la date d'application du texte sur la macrocouverture lorsqu'il sera adopté par l'Union européenne. Néanmoins, l'éligibilité des instruments financiers à la comptabilité de couverture selon IAS 39 prend en compte les principes de classement et d'évaluation des instruments financiers de la norme IFRS 9.

Sous IFRS 9, et compte tenu des principes de couverture d'IAS 39, sont éligibles à la couverture de juste valeur et à la couverture de flux de trésorerie, les instruments de dette au coût amorti et à la juste valeur par capitaux propres recyclables.

- Documentation

Les relations de couverture doivent respecter les principes suivants :

- La couverture de juste valeur a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme non comptabilisé, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut affecter le résultat (par exemple, couverture de tout ou partie des variations de juste valeur dues au risque de taux d'intérêt d'une dette à taux fixe) ;
- La couverture de flux de trésorerie a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de flux de trésorerie futurs d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'une transaction prévue hautement probable, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut ou pourrait (dans le cas d'une transaction prévue mais non réalisée) affecter le résultat (par exemple, couverture des variations de tout ou partie des paiements d'intérêts futurs sur une dette à taux variable) ;
- La couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger a pour objet de se prémunir contre le risque de variation défavorable de la juste valeur liée au risque de change d'un investissement réalisé à l'étranger dans une monnaie autre que l'euro, monnaie de présentation de la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest.

Dans le cadre d'une intention de couverture, les conditions suivantes doivent également être respectées afin de bénéficier de la comptabilité de couverture :

- Éligibilité de l'instrument de couverture et de l'instrument couvert ;
- Documentation formalisée dès l'origine, incluant notamment la désignation individuelle et les caractéristiques de l'élément couvert, de l'instrument de couverture, la nature de la relation de couverture et la nature du risque couvert ;
- Démonstration de l'efficacité de la couverture, à l'origine et rétrospectivement, à travers des tests effectués à chaque arrêté.

Pour les couvertures d'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'actifs financiers ou de passifs financiers, le groupe Crédit Agricole privilégie une documentation de couverture en juste valeur telle que permise par la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne (version dite *carve out*). Notamment :

- Le Groupe documente ces relations de couverture sur la base d'une position brute d'instruments dérivés et d'éléments couverts ;
- La justification de l'efficacité de ces relations de couverture s'effectue par le biais d'échéanciers.
- o Evaluation

L'enregistrement comptable de la réévaluation du dérivé à sa juste valeur se fait de la façon suivante :

- Couverture de juste valeur : la réévaluation du dérivé et la réévaluation de l'élément couvert à hauteur du risque couvert sont inscrites symétriquement en résultat. Il n'apparaît, en net en résultat, que l'éventuelle inefficacité de la couverture ;
- Couverture de flux de trésorerie : la réévaluation du dérivé, hors intérêts courus et échus, est portée au bilan en contrepartie d'un compte spécifique de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables pour la partie efficace et la partie inefficace de la couverture est, le cas échéant, enregistrée en résultat. Les profits ou pertes sur le dérivé accumulés en capitaux propres sont ensuite recyclés en résultat au moment où les flux couverts se réalisent ;
- Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger : la réévaluation du dérivé est portée au bilan en contrepartie d'un compte d'écarts de conversion en capitaux propres recyclables et la partie inefficace de la couverture est enregistrée en résultat.

Lorsque les conditions ne sont plus respectées pour bénéficier de la comptabilité de couverture, le traitement comptable qui suit doit être appliqué prospectivement, sauf en cas de disparition de l'élément couvert :

- Couverture de juste valeur : seul l'instrument dérivé continue à être réévalué en contrepartie du résultat. L'élément couvert est intégralement comptabilisé conformément à son classement. Pour les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, les variations de juste valeur postérieures à l'arrêt de la relation de couverture, sont enregistrées en capitaux propres en totalité. Pour les éléments couverts évalués au coût amorti, qui étaient couverts en taux, le stock d'écart de réévaluation est amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;
- Couverture de flux de trésorerie : l'instrument de couverture est valorisé à la juste valeur par résultat. Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres jusqu'à ce que les flux couverts de l'élément couvert affectent le résultat. Pour les éléments qui étaient couverts en taux, le résultat est affecté au fur et à mesure du versement des intérêts. Le stock d'écart de réévaluation est en pratique amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;
- Couverture d'investissement net à l'étranger : Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres tant que l'investissement net est détenu. Le résultat est constaté lorsque l'investissement net à l'étranger sort du périmètre de consolidation.

- Dérivés incorporés

Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat hybride qui répond à la définition d'un produit dérivé. Cette désignation s'applique uniquement aux passifs financiers et aux contrats non financiers. Le dérivé incorporé doit être comptabilisé séparément du contrat hôte si les trois conditions suivantes sont remplies :

- Le contrat hybride n'est pas évalué à la juste valeur par résultat ;
- Séparé du contrat hôte, l'élément incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé ;

- Les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celles du contrat hôte.

✓ **Détermination de la juste valeur des instruments financiers**

La juste valeur des instruments financiers est déterminée en maximisant le recours aux données d'entrée observables. Elle est présentée selon la hiérarchie définie par IFRS 13.

IFRS 13 définit la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

La juste valeur s'applique à chaque actif financier ou passif financier à titre individuel. Par exception, elle peut être estimée par portefeuille, si la stratégie de gestion et de suivi des risques le permet et fait l'objet d'une documentation appropriée. Ainsi, certains paramètres de la juste valeur sont calculés sur une base nette lorsqu'un groupe d'actifs financiers et de passifs financiers est géré sur la base de son exposition nette aux risques de marché ou de crédit.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest considère que la meilleure indication de la juste valeur est la référence aux cotations publiées sur un marché actif.

En l'absence de telles cotations, la juste valeur est déterminée par l'application de techniques d'évaluation qui maximisent l'utilisation des données observables pertinentes et minimisent celle des données non observables.

Lorsqu'une dette est évaluée à la juste valeur par résultat (par nature ou sur option), la juste valeur tient compte du risque de crédit propre de l'émetteur.

- **Hiérarchie de la juste valeur**

La norme classe les justes valeurs selon trois niveaux en fonction de l'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation.

- **Niveau 1 : justes valeurs correspondant à des cours (non ajustés) sur des marchés actifs**

Sont présentés en niveau 1 les instruments financiers directement cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques auxquels la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest peut avoir accès à la date d'évaluation. Il s'agit notamment des actions et obligations cotées sur un marché actif, des parts de fonds d'investissement cotées sur un marché actif et des dérivés contractés sur un marché organisé, notamment les futures.

Un marché est considéré comme actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles ayant cours régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Sur les actifs et passifs financiers présentant des risques de marché qui se compensent, la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest retient des cours *midprice* comme base pour déterminer la juste valeur de ces positions. Pour les positions nettes vendeuses, les valeurs de marché retenues sont celles aux cours acheteurs et pour les positions nettes acheteuses, il s'agit des cours vendeurs.

- **Niveau 2 : justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de niveau 1**

Ces données sont directement observables (à savoir des prix) ou indirectement observables (données dérivées de prix) et répondent généralement aux caractéristiques suivantes : il s'agit de données qui ne sont pas propres à la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest, qui sont disponibles / accessibles publiquement et fondées sur un consensus de marché.

Sont présentés en niveau 2 :

- Les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif, ou non cotées sur un marché actif, mais pour lesquelles la juste valeur est déterminée en utilisant une méthode de valorisation couramment utilisée par les intervenants de marché (tels que des méthodes d'actualisation de flux futurs, le modèle de *Black & Scholes*) et fondée sur des données de marché observables ;
- Les instruments négociés de gré à gré pour lesquels la valorisation est faite à l'aide de modèles qui utilisent des données de marché observables, c'est-à-dire qui peuvent être obtenues à partir de plusieurs sources externes, indépendantes des sources internes et ce de façon régulière. Par exemple, la juste valeur des swaps de taux d'intérêt est généralement déterminée à l'aide de courbes de taux fondées sur les taux d'intérêt du marché observés à la date d'arrêt.

Lorsque la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest utilise des modèles standards, et des paramètres de marchés observables (tels que les courbes de taux ou les nappes de volatilité implicite), la marge à l'origine dégagée sur les instruments ainsi valorisés est constatée en compte de résultat dès l'initiation.

- Niveau 3 : justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité

La détermination de la juste valeur de certains instruments complexes de marché, non traités sur un marché actif repose sur des techniques de valorisation utilisant des hypothèses qui ne sont pas étayées par des données observables sur le marché pour le même instrument. Ces produits sont présentés en niveau 3.

Il s'agit pour l'essentiel de produits complexes de taux, de dérivés actions et de produits structurés de crédit dont la valorisation requiert, par exemple, des paramètres de corrélation ou de volatilité non directement comparables à des données de marché.

Le prix de transaction à l'origine est réputé refléter la valeur de marché et la reconnaissance de la marge initiale est différée.

La marge dégagée sur ces instruments financiers structurés est généralement constatée en résultat par étalement sur la durée pendant laquelle les paramètres sont jugés inobservables. Lorsque les données de marché deviennent « observables », la marge restant à étaler est immédiatement reconnue en résultat.

Les méthodologies et modèles de valorisation des instruments financiers présentés en niveau 2 et niveau 3 intègrent l'ensemble des facteurs que les acteurs du marché utilisent pour calculer un prix. Ils doivent être au préalable validé par un contrôle indépendant. La détermination des justes valeurs de ces instruments tient compte notamment du risque de liquidité et du risque de contrepartie.

✓ **Compensation des actifs et passifs financiers**

Conformément à la norme IAS 32, la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest compense un actif et un passif financier et présente un solde net si et seulement si elle a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et le passif simultanément.

Les instruments dérivés et les opérations de pension traitée avec des chambres de compensation dont les principes de fonctionnement répondent aux deux critères requis par la norme IAS 32 font l'objet d'une compensation au bilan.

✓ **Gains ou pertes nets sur instruments financiers**

- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

Pour les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- Les dividendes et autres revenus provenant d'actions et autres titres à revenu variable classés dans les actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- Les variations de juste valeur des actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- Les plus et moins-values de cession réalisées sur des actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- Les variations de juste valeur et les résultats de cession ou de rupture des instruments dérivés n'entrant pas dans une relation de couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie.

Ce poste comprend également l'inefficacité résultant des opérations de couverture.

- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

Pour les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur en capitaux propres, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- Les dividendes provenant d'instruments de capitaux propres classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres non recyclables ;
- Les plus et moins-values de cession ainsi que les résultats liés à la rupture de la relation de couverture sur les instruments de dette classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;
- Les résultats de cession ou de rupture des instruments de couverture de juste valeur des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres lorsque l'élément couvert est cédé.

✓ **Engagements de financement et garanties financières donnés**

Les engagements de financement qui ne sont pas désignés comme actifs à la juste valeur par résultat ou qui ne sont pas considérés comme des instruments dérivés au sens de la norme IFRS 9 ne figurent pas au bilan. Ils font toutefois l'objet de provisions pour risques de crédit conformément aux dispositions de la norme IFRS 9.

Un contrat de garantie financière est un contrat qui impose à l'émetteur d'effectuer des paiements spécifiés pour rembourser son titulaire d'une perte qu'il subit en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié qui n'effectue pas un paiement à l'échéance selon les conditions initiales ou modifiées d'un instrument de dette.

Les contrats de garantie financière sont évalués initialement à la juste valeur puis ultérieurement au montant le plus élevé entre :

- Le montant de la correction de valeur pour pertes déterminée selon les dispositions de la norme IFRS 9, chapitre « Dépréciation » ; ou
- Le montant initialement comptabilisé diminué, s'il y a lieu, du cumul des produits comptabilisés selon les principes d'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients ».

➤ **Provisions (dont IAS 37)**

La Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest identifie les obligations (juridiques ou implicites), résultant d'un événement passé, dont il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour les régler, dont l'échéance ou le montant sont incertains mais dont l'estimation peut être déterminée de manière fiable. Ces estimations sont le cas échéant actualisées dès lors que l'effet est significatif.

Au titre des obligations autres que celles liées au risque de crédit, la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest a constitué des provisions qui couvrent notamment :

- Les risques opérationnels ;

- Les avantages au personnel ;
- Les risques d'exécution des engagements par signature ;
- Les litiges et garanties de passif ;
- Les risques fiscaux (hors impôt sur le résultat)
- Les risques liés à l'épargne logement.

Cette dernière provision est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- Le comportement modélisé des souscripteurs, en utilisant des hypothèses d'évolution de ces comportements, fondées sur des observations historiques et susceptibles de ne pas décrire la réalité de ces évolutions futures ;
- L'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur, établie à partir d'observations historiques de longue période ;
- La courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

L'évaluation des provisions suivantes peut également faire l'objet d'estimations :

- La provision pour risques opérationnels, pour lesquels un recensement des risques avérés, et une appréciation par la Direction de la fréquence de l'incident et le montant de l'impact financier potentiel sont pris en compte.
- Les provisions pour risques juridiques qui résultent de la meilleure appréciation de la Direction, compte tenu des éléments en sa possession à la date d'arrêté des comptes.

Des informations détaillées sont fournies en note 6.15 « Provisions ».

➤ **Avantages au personnel (IAS 19)**

Les avantages au personnel, selon la norme IAS 19, se regroupent en quatre catégories :

- Les avantages à court terme ;
- Les avantages postérieurs à l'emploi, classés eux-mêmes en deux catégories décrites ci-après : les régimes à prestations définies et les régimes à cotisations définies ;
- Les autres avantages à long terme (médailles du travail, primes et rémunérations payables douze mois ou plus à la clôture de l'exercice) ;
- Les indemnités de cessation d'emploi.

✓ **Avantages à court terme**

Les avantages à court terme sont ceux accordés aux salariés pendant leur période d'activité, et dont on s'attend à ce qu'ils soient réglés intégralement dans les 12 mois suivant l'exercice au cours duquel les services ont été rendus,

tels que les salaires, les primes, les congés annuels rémunérés, les charges sociales et fiscales afférentes, ainsi que la participation et l'intéressement des salariés. Ces avantages sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel les services ont été rendus par le personnel.

✓ **Avantages postérieurs à l'emploi**

• **Régimes à prestations définies**

La Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest détermine à chaque arrêté ses engagements de retraite et avantages similaires ainsi que l'ensemble des avantages sociaux accordés au personnel et relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Conformément à la norme IAS 19, ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques, et selon la méthode dite des Unités de Crédit Projetées. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraites et avantages sociaux futurs sont établis en se fondant sur des hypothèses de taux d'actualisation, de taux de rotation du personnel ou d'évolution des salaires et charges sociales élaborées par la Direction. (Cf. note 7.4 « Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies »).

Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de turnover. Le sous-jacent utilisé est le taux d'actualisation par référence à l'indice iBoxx AA.

Conformément à la norme IAS 19, la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest impute la totalité des écarts actuariels constatés en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables. Les écarts actuariels sont constitués des ajustements liés à l'expérience (différence entre ce qui a été estimé et ce qui s'est produit) et de l'effet des changements apportés aux hypothèses actuarielles.

Le rendement attendu des actifs de régimes est déterminé sur la base des taux d'actualisation retenus pour évaluer l'obligation au titre de prestations définies. La différence entre le rendement attendu et le rendement réel des actifs de régimes est constatée en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables.

Le coût des services passés, généré lors de la modification ou de la réduction d'un régime, est comptabilisé immédiatement en résultat au moment où intervient la modification ou la réduction de régime.

Le montant de la provision est égal à :

- La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par la norme IAS 19 ;
- Diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs alloués à la couverture de ces engagements. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une police d'assurance correspondant exactement, par son montant et sa période, à tout ou partie des prestations payables en vertu du régime, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Afin de couvrir ses engagements, la Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest a souscrit des assurances auprès de Prédica et d'ADICAM.

Au titre de ces engagements non couverts, une provision destinée à couvrir les indemnités de départ à la retraite figure au passif du bilan sous la rubrique « Provisions ». Cette provision est égale au montant correspondant aux engagements concernant les personnels de la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest, présents à la

clôture de l'exercice, relevant de la Convention Collective du groupe Crédit Agricole entrée en vigueur le 1er janvier 2005.

Une provision destinée à couvrir le coût des congés de fin de carrière figure sous la même rubrique « Provisions ». Cette provision couvre le coût supplémentaire actualisé des différents accords de départs anticipés signés par les entités du groupe Crédit Agricole qui permettent à leurs salariés ayant l'âge requis de bénéficier d'une dispense d'activité.

Enfin, les engagements de retraite complémentaires, qui génèrent des obligations pour les sociétés concernées, font l'objet de provisions déterminées à partir de la dette actuarielle représentative de ces engagements. Ces provisions figurent également au passif du bilan sous la rubrique « Provisions ».

- **Régimes à cotisations définies**

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé qui constituent des charges de l'exercice.

- ✓ **Autres avantages à long terme**

Les autres avantages à long terme sont les avantages à verser aux salariés, autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrats, mais non intégralement dus dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lesquels les services correspondants ont été rendus.

Sont notamment concernés les bonus et autres rémunérations différées versés douze mois ou plus après la fin de l'exercice au cours duquel ils ont été acquis, mais qui ne sont pas indexés sur des actions.

La méthode d'évaluation est similaire à celle utilisée par le Groupe pour les avantages postérieurs à l'emploi relevant de la catégorie de régimes à prestations définies.

Indemnités de cessation d'emploi

Les « indemnités de cessation d'emploi » résultent, soit de la décision de l'entité de mettre fin à l'emploi du salarié avant l'âge normal de départ à la retraite, soit de la décision de ce dernier d'accepter les indemnités offertes par l'entité en échange de la cessation de son emploi (offre faite aux salariés visant à encourager les départs volontaires).

- **Impôts sur le résultat (IAS 12)**

Conformément à la norme IAS 12, l'impôt sur le résultat comprend tous les impôts assis sur le résultat, qu'ils soient exigibles ou différés.

Pour rappel, IAS 12 impose que les actifs et passifs d'impôts exigibles et différés soient évalués en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés. En France, un texte est quasi adopté après le vote favorable de l'Assemblée nationale et du Sénat et après approbation du Conseil constitutionnel ou dès que le délai de saisine du Conseil constitutionnel a expiré.

Il convient ainsi de considérer un maintien du taux d'IS en France à 25,83% pour l'évaluation des passifs et actifs d'impôts différés au 31 décembre 2025.

✓ **Impôts exigibles**

La norme IAS 12 définit l'impôt exigible comme « le montant des impôts sur le bénéfice payables (récupérables) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'une période ». Le bénéfice imposable est le bénéfice (ou la perte) d'un exercice déterminé selon les règles établies par les administrations fiscales et sur la base desquelles l'impôt sur le résultat doit être payé (recouvré).

Les taux et règles applicables pour déterminer la charge d'impôt exigible sont ceux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du Groupe.

L'impôt exigible concerne tout impôt sur le résultat, dû ou à recevoir, et dont le paiement n'est pas subordonné à la réalisation d'opérations futures, même si le règlement est étalé sur plusieurs exercices.

L'impôt exigible, tant qu'il n'est pas payé, doit être comptabilisé en tant que passif. Si le montant déjà payé au titre de l'exercice et des exercices précédents excède le montant dû pour ces exercices, l'excédent doit être comptabilisé en tant qu'actif.

Les crédits d'impôts sur revenus de créances et de portefeuilles titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique « Impôts sur les bénéfices » du compte de résultat.

✓ **Impôts différés**

Certaines opérations réalisées par la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest peuvent générer des impôts sur le résultat payables ou recouvrables au cours de périodes futures. Les différences entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif et sa base fiscale sont qualifiées par la norme IAS 12 de différences temporelles.

La norme impose la comptabilisation d'impôts différés dans les cas suivants :

- Un passif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, sauf dans la mesure où le passif d'impôt différé est généré par :

- La comptabilisation initiale de l'écart d'acquisition ;

- La comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale) à la date de la transaction.

- Un actif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, dans la mesure où il est jugé probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible.

- Un actif d'impôt différé doit également être comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

Le calcul des impôts différés tient compte des taux d'impôts de chaque pays et ne doit pas faire l'objet d'une actualisation.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si, et seulement si :

La Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible ; et

Les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale, soit sur la même entité imposable, soit sur les entités imposables différentes, qui ont l'intention, soit de

régler les passifs et actifs d'impôts exigibles sur la base de leur montant net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément, lors de chaque exercice futur au cours duquel on s'attend à ce que des montants importants d'actifs ou de passifs d'impôts différés soient réglés ou récupérés.

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés dans le résultat net de l'exercice sauf dans la mesure où l'impôt est généré :

Soit par une transaction ou un événement qui est comptabilisé directement en capitaux propres, dans le même exercice ou un exercice différent, auquel cas il est directement débité ou crédité dans les capitaux propres ;

Soit par un regroupement d'entreprises.

- **Plus-values sur titres**

Les plus-values latentes sur titres, lorsqu'elles sont taxables, ne génèrent pas de différences temporelles imposables entre la valeur comptable à l'actif et la base fiscale. Elles ne donnent donc pas lieu à constatation d'impôts différés. Lorsque les titres concernés sont classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, les plus et moins-values latentes sont comptabilisées en contrepartie des capitaux propres. Aussi par symétrie, la charge d'impôt ou l'économie d'impôt réel supportée par la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest au titre de ces plus-values ou moins-values latentes est reclassée en déduction des capitaux propres.

En France, les plus-values sur les titres de participation, tels que définis par le Code général des impôts, et relevant du régime fiscal du long terme, sont exonérées d'impôt sur les sociétés (à l'exception d'une quote-part de frais, taxée au taux de droit commun). Aussi les plus-values latentes constatées à la clôture de l'exercice génèrent une différence temporelle donnant lieu à la constatation d'impôts différés à hauteur de cette quote-part de frais.

- **Contrats de location IFRS 16**

Dans le cadre des contrats de location IFRS 16, un impôt différé passif est comptabilisé sur le droit d'utilisation et un impôt différé actif sur la dette locative pour les contrats de location dont le Groupe est preneur.

- **Risques fiscaux**

Les risques fiscaux portant sur l'impôt sur le résultat donnent lieu à la comptabilisation d'une créance ou d'une dette d'impôt lorsque la probabilité de recevoir l'actif ou de payer le passif est jugée plus probable qu'improbable. Ces risques sont par ailleurs pris en compte dans l'évaluation des actifs et passifs d'impôts courants et différés.

L'interprétation IFRIC 23 portant sur l'évaluation des positions fiscales incertaines s'applique dès lors qu'une entité a identifié une ou des incertitudes à propos de positions fiscales prises concernant ses impôts sur le résultat. Elle apporte également des précisions sur leurs estimations :

- L'analyse doit être fondée sur une détection à 100 % par l'administration fiscale ;
- Le risque fiscal doit être comptabilisé au passif dès lors qu'il est plus probable qu'improbable que les autorités fiscales remettent en cause le traitement retenu, pour un montant reflétant la meilleure estimation de la Direction ;
- En cas de probabilité supérieure à 50 % de remboursement par l'administration fiscale, une créance doit être comptabilisée.

➤ **Traitement des immobilisations (IAS 16, 36, 38 et 40)**

Le groupe Crédit Agricole applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de la norme IAS 16, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition, diminué des dépréciations éventuelles.

Les immeubles d'exploitation et de placement, ainsi que le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Outre les logiciels, les immobilisations incorporelles comprennent principalement les actifs acquis lors de regroupements d'entreprises résultant de droits contractuels (accord de distribution par exemple). Ceux-ci ont été évalués en fonction des avantages économiques futurs correspondants ou du potentiel des services attendus.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leurs durées estimées d'utilisation.

Le groupe Crédit Agricole applique la comptabilisation des immobilisations corporelles par composants. Les composants et durées d'amortissement sont adaptés à la nature de la construction et la localisation et sont définis comme suit :

Composant	Durée d'amortissement
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	30 à 80 ans
Second œuvre	8 à 40 ans
Installations techniques	5 à 25 ans
Agencements	5 à 15 ans
Matériel informatique	4 à 7 ans
Matériel spécialisé	4 à 5 ans

De la même façon, on retient à titre d'exemple, les durées suivantes généralement pratiquées par les différents types d'immobilisations incorporelles :

Catégorie d'immobilisation	Durée d'amortissement
Brevet, licences	5 ans
Logiciels	3 à 5 ans

➤ Opérations en devises (IAS 21)

En date de clôture, les actifs et passifs libellés en monnaie étrangère sont convertis en euros, monnaie fonctionnelle du groupe Crédit Agricole.

En application de la norme IAS 21, une distinction est effectuée entre les éléments monétaires (ex : instruments de dette) et non monétaires (ex : instruments de capitaux propres).

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de change de clôture. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Cette règle comporte trois exceptions :

- Sur les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti est comptabilisée en résultat ; le complément est enregistré en capitaux propres recyclables ;
- Sur les éléments désignés comme couverture de flux de trésorerie ou faisant partie d'un investissement net dans une entité étrangère, les écarts de change sont comptabilisés en capitaux propres recyclables pour la part efficace ;
- Sur les passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option, les écarts de change liés aux variations de juste valeur du risque de crédit propre sont enregistrés en capitaux propres non recyclables.

Les traitements relatifs aux éléments non monétaires diffèrent selon le traitement comptable de ces éléments avant conversion :

- Les éléments au coût historique restent évalués au cours de change du jour de la transaction (cours historique) ;
- Les éléments à la juste valeur sont convertis au cours de change à la date de clôture.

Les écarts de change sur éléments non monétaires sont comptabilisés :

- En résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat ;
- En capitaux propres non recyclables si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en capitaux propres non recyclables.

➤ **Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec les clients (IFRS 15)**

Les produits et charges de commissions sont enregistrés en résultat en fonction de la nature des prestations auxquelles ils se rapportent.

Les commissions qui font partie intégrante du rendement d'un instrument financier sont comptabilisées comme un ajustement de la rémunération de cet instrument et intégrées à son taux d'intérêt effectif (en application d'IFRS 9).

Concernant les autres natures de commissions, leur comptabilisation au compte de résultat doit refléter le rythme de transfert au client du contrôle du bien ou du service vendu :

- Le résultat d'une transaction associée à une prestation de services est comptabilisé dans la rubrique Commissions, lors du transfert du contrôle de la prestation de service au client s'il peut être estimé de façon fiable. Ce transfert peut intervenir au fur et à mesure que le service est rendu (service continu) ou à une date donnée (service ponctuel).

a) Les commissions rémunérant des services continus (commissions sur moyens de paiement, par exemple) sont enregistrées en résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation rendue.

b) Les commissions perçues ou versées en rémunération de services ponctuels sont, quant à elles, intégralement enregistrées en résultat lorsque la prestation est rendue.

Les commissions à verser ou à recevoir sous condition de réalisation d'un objectif de performance sont comptabilisées à hauteur du montant pour lequel il est hautement probable que le revenu ainsi comptabilisé ne fera pas ultérieurement l'objet d'un ajustement significatif à la baisse lors de la résolution de l'incertitude. Cette estimation est mise à jour à chaque clôture. En pratique, cette condition a pour effet de différer l'enregistrement de

certaines commissions de performance jusqu'à l'expiration de la période d'évaluation de performance et jusqu'à ce qu'elles soient acquises de façon définitive.

➤ **Contrats de location (IFRS 16)**

Le Groupe peut être bailleur ou preneur d'un contrat de location.

Contrats de location dont le Groupe est bailleur

Les opérations de location sont classées selon les cas, soit en opérations de location financement si le contrat de location transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sous-jacent, soit en opérations de location simple si l'essentiel des risques et avantages de l'actif mis en location n'est pas transféré au preneur.

- S'agissant d'opérations de location financement, elles sont assimilées à une vente d'immobilisation au preneur financée par un crédit accordé par le bailleur à ce dernier. Le bailleur constate ainsi une créance financière sur le preneur, comptabilisée en « actifs financiers au coût amorti » pour une valeur égale à la valeur actualisée au taux implicite du contrat des paiements de location à recevoir, majorée de toute valeur résiduelle non garantie revenant au bailleur.

Les loyers perçus sont décomposés entre d'une part les intérêts enregistrés au compte de résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés », et d'autre part l'amortissement du capital, de façon que le revenu net représente un taux de rentabilité constant sur l'encours résiduel.

Pour les créances de location financement, la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest applique l'approche générale de dépréciation des actifs financiers au coût amorti d'IFRS 9.

- S'agissant d'opérations de location simple, le bailleur comptabilise les biens loués parmi les « immobilisations corporelles » à l'actif de son bilan et les amortit linéairement sur leur durée d'utilité hors valeur résiduelle. Les loyers sont également comptabilisés en résultat de manière linéaire sur la durée des contrats de location.

Les produits de location et les dotations aux amortissements sont enregistrés au compte de résultat parmi les « produits des autres activités » et les « charges des autres activités ».

Contrats de location dont le Groupe est preneur

Les opérations de location sont comptabilisées dans le bilan à la date de mise à disposition de l'actif loué. Le preneur constate un actif représentatif du droit d'utilisation de l'actif loué parmi les immobilisations corporelles pendant la durée estimée du contrat et une dette au titre de l'obligation de paiement des loyers parmi les passifs divers sur cette même durée.

La durée de location d'un contrat correspond à la durée non résiliable du contrat de location ajustée des options de prolongation du contrat que le preneur est raisonnablement certain d'exercer et option de résiliation que le preneur est raisonnablement certain de ne pas exercer.

En France, le principe Groupe applicable aux contrats à durée indéterminée ou renouvelables par tacite prolongation est de retenir la première option de sortie post 5 ans.

Dans le cadre des baux commerciaux dits « 3/6/9 », le principe Groupe sera appliqué aux baux commerciaux français, à la date de début du contrat de location et la durée initiale sera ainsi estimée à 6 ans. La principale exception sera le cas d'un bail dans lequel les options de sortie intermédiaires ont été abandonnées (par exemple en contrepartie d'une réduction de loyers) ; dans ce cas, on retiendra une durée de location initiale de 9 ans par application du principe Groupe.

La dette locative est comptabilisée pour un montant égal à la valeur actualisée des paiements de loyers sur la durée du contrat. Les paiements de loyers comprennent les loyers fixes, les loyers variables basés sur un taux ou un indice et les paiements que le preneur s'attend à payer au titre des garanties de valeur résiduelle, d'option d'achat ou de pénalité de résiliation anticipée. Les loyers variables qui ne dépendent pas d'un indice ou d'un taux et la TVA non déductible sur les loyers sont exclus du calcul de la dette et sont comptabilisés en charges générales d'exploitation.

Le taux d'actualisation applicable pour le calcul du droit d'utilisation et du passif de location est par défaut le taux d'endettement marginal du preneur sur la durée du contrat à la date de signature du contrat, lorsque le taux implicite n'est pas aisément déterminable. Le taux d'emprunt marginal tient compte de la structure de paiement des loyers. Il reflète les conditions du bail (durée, garantie, environnement économique...).

La charge au titre des contrats de location est décomposée entre d'une part les intérêts et d'autre part l'amortissement du capital.

Le droit d'utilisation de l'actif est évalué à la valeur initiale de la dette locative augmentée des coûts directs initiaux, des paiements d'avance, des coûts de remise en état et diminuée des avantages incitatifs à la location. Il est amorti sur la durée estimée du contrat.

La dette locative et le droit d'utilisation peuvent être ajustés en cas de modification du contrat de location, de réestimation de la durée de location ou de révision des loyers liée à l'application d'indices ou de taux.

Des impôts différés sont comptabilisés au titre des différences temporelles des droits d'utilisation et des passifs de location chez le preneur.

Conformément à l'exception prévue par la norme, les contrats de location à court terme (durée initiale inférieure à douze mois) et les contrats de location dont la valeur à neuf du bien loué est de faible valeur ne sont pas comptabilisés au bilan. Les charges de location correspondantes sont enregistrées de manière linéaire dans le compte de résultat parmi les charges générales d'exploitation.

Selon les dispositions prévues par la norme, le Groupe n'applique pas la norme IFRS 16 aux contrats de location d'immobilisations incorporelles.

➤ **Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées (IFRS 5)**

Un actif non courant (ou un groupe destiné à être cédé) est considéré comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une vente plutôt que par l'utilisation continue.

Pour que tel soit le cas, l'actif (ou le groupe destiné à être cédé) doit être disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel et sa vente doit être hautement probable.

Les actifs et passifs concernés sont isolés au bilan sur les postes « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées » et « Dettes liées aux actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées ».

Ces actifs non courants (ou groupe d'actifs destiné à être cédé) classés comme détenus en vue de la vente sont évalués au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. En cas de moins-value latente, une dépréciation est enregistrée en résultat. Par ailleurs, les actifs non courants correspondant à des immobilisations amortissables cessent d'être amortis à compter de leur déclassement.

Pour les participations mises en équivalence, la quote-part de résultat à hauteur du pourcentage détenu en vue de la vente cesse d'être comptabilisée. Si la juste valeur du groupe d'actifs destiné à être cédé diminuée des coûts de la vente est inférieure à sa valeur comptable après dépréciation des actifs non courants, la différence est allouée aux autres actifs du groupe d'actifs destiné à être cédé y compris les actifs financiers.

Est considérée comme activité abandonnée toute composante dont le Groupe s'est séparée ou qui est classée comme détenue en vue de la vente, et qui est dans une des situations suivantes :

- Elle représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte ;
- Elle fait partie d'un plan unique et coordonné pour se séparer d'une ligne d'activité ou d'une région géographique principale et distincte ; ou
- Elle est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente.

Sont présentés sur une ligne distincte du compte de résultat :

- Le résultat net après impôt des activités abandonnées ;
- Le profit ou la perte après impôt résultant de la cession ou de l'évaluation à la juste valeur diminuée des coûts de la vente des actifs et passifs constituant les activités abandonnées

1.3 Principes et méthodes de consolidation (IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28)

➤ Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés incluent les comptes de la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest et ceux de toutes les sociétés sur lesquelles, selon les dispositions des normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28, la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest dispose d'un pouvoir de contrôle, d'un contrôle conjoint ou d'une influence notable, hormis ceux présentant un caractère non significatif par rapport à l'ensemble des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation.

✓ Consolidation des Caisses régionales

Les normes de consolidation existantes en IFRS sont définies en référence à des groupes ayant des structures juridiques intégrant les notions classiques de société mère et de filiales.

Le groupe Crédit Agricole, qui repose sur une organisation mutualiste, ne s'inscrit pas directement et simplement dans le cadre de ces règles, compte tenu de sa structure dite de pyramide inversée.

Le Crédit Agricole Mutuel a été organisé, par la loi du 5 novembre 1894, qui a posé le principe de la création des Caisses locales de Crédit Agricole, la loi du 31 mars 1899 qui fédère les Caisses locales en Caisses régionales de Crédit Agricole et la loi du 5 août 1920 qui crée l'Office National du Crédit Agricole, transformé depuis en Caisse Nationale de Crédit Agricole, puis Crédit Agricole S.A., dont le rôle d'organe central a été rappelé et précisé par le Code monétaire et financier.

Ces différents textes expliquent et organisent la communauté d'intérêts qui existe, au niveau juridique, financier, économique et politique, entre Crédit Agricole S.A., les Caisses régionales et les Caisses locales de Crédit Agricole Mutuel. Cette communauté repose, notamment, sur un même mécanisme de relations financières, sur une politique économique et commerciale unique, et sur des instances décisionnaires communes, constituant ainsi, depuis plus d'un siècle, le socle du groupe Crédit Agricole.

Ces différents attributs, déclinés au niveau régional et attachés à la communauté régionale du Crédit Agricole du Centre Ouest représentent les éléments principaux qui caractérisent généralement la notion de société mère : valeurs, objectifs et idéal communs, centralisation financière et prises de décisions politiques commerciales communes, histoire partagée.

C'est pourquoi, en accord avec les autorités de régulation française, le Crédit Agricole a défini une société mère conventionnelle et existant à deux niveaux, nationale et régionale.

Cette maison mère conventionnelle étant définie, le groupe Crédit Agricole applique les normes de consolidation prévues par les IFRS.

La maison mère conventionnelle régionale est constituée de la Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest et des Caisses locales de Crédit Agricole Mutuel qui lui sont affiliées ; ses comptes consolidés sont constitués de l'agrégation des comptes de ces différentes entités après élimination des opérations réciproques.

✓ **Notions de contrôle**

Conformément aux IFRS, toutes les entités contrôlées, sous contrôle conjoint ou sous influence notable sont consolidées, sous réserve qu'elles n'entrent pas dans le cadre des exclusions évoquées ci-après.

Le contrôle sur une entité est présumé exister lorsque la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest est exposée ou a droit à des rendements variables résultant de son implication dans l'entité et si le pouvoir qu'elle détient sur cette dernière lui permet d'influer sur ces rendements. Pour apprécier la notion de pouvoir, seuls les droits (de vote ou contractuels) substantifs sont examinés. Les droits sont substantifs lorsque leur détenteur a la capacité, en pratique, de les exercer, lors de la prise de décision concernant les activités pertinentes de l'entité.

Le contrôle d'une filiale régie par les droits de vote est établi lorsque les droits de vote détenus confèrent à la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest la capacité actuelle de diriger les activités pertinentes de la filiale. la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest contrôle généralement la filiale lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales, plus de la moitié des droits de vote existants ou potentiels d'une entité, sauf s'il peut être clairement démontré que cette détention ne permet pas de diriger les activités pertinentes. Le contrôle existe également lorsque *la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest* détient la moitié ou moins de la moitié des droits de vote, y compris potentiels, d'une entité mais dispose en pratique de la capacité de diriger seul(e) les activités pertinentes en raison notamment de l'existence d'accords contractuels, de l'importance relative des droits de vote détenus au regard de la dispersion des droits de vote détenus par les autres investisseurs ou d'autres faits et circonstances.

Le contrôle d'une entité structurée ne s'apprécie pas uniquement sur la base du pourcentage des droits de vote qui n'ont, par nature, pas d'incidence sur les rendements de l'entité. L'analyse du contrôle tient compte des accords contractuels et des risques encourus par la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest, mais également de l'implication et des décisions de la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest lors de la création de l'entité, des droits résultants d'accords qui confèrent à l'investisseur le pouvoir de diriger les activités pertinentes uniquement lorsque des circonstances particulières se produisent ainsi que des autres faits ou circonstances qui indiquent que l'investisseur a la possibilité de diriger les activités pertinentes de l'entité.

Lorsqu'il existe un mandat de gestion, l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant ainsi que les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels sont analysées afin de déterminer si le gérant agit en tant qu'agent (pouvoir délégué) ou principal (pour son propre compte). Ainsi, au moment où les décisions relatives aux activités pertinentes de l'entité doivent être prises, les indicateurs à analyser pour définir si une entité agit en tant qu'agent ou en tant que principal sont l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant sur l'entité, les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels mais aussi les droits substantifs pouvant affecter la capacité du décideur détenus par les autres parties impliquées dans l'entité et, l'exposition à la variabilité des rendements tirés d'autres intérêts détenus dans l'entité.

Le contrôle conjoint s'exerce lorsqu'il existe un partage contractuel du contrôle sur une activité économique. Les décisions affectant les activités pertinentes de l'entité requièrent l'unanimité des parties partageant le contrôle.

Dans les entités traditionnelles, l'influence notable résulte du pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entreprise sans en détenir le contrôle que Celui-ci soit exclusif ou conjoint. la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest est présumée exercer une influence notable lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par le biais de filiales, 20 % ou plus des droits de vote dans une entité.

➤ **Méthodes de consolidation**

Les méthodes de consolidation sont fixées respectivement par les normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28. Elles résultent de la nature du contrôle exercé par la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest sur les entités consolidables, quelle qu'en soit l'activité et qu'elles aient ou non la personnalité morale :

- L'intégration globale, pour les entités contrôlées, y compris les entités à structure de comptes différente, même si leur activité ne se situe pas dans le prolongement de celle de la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest ;
- La mise en équivalence, pour les entités sous influence notable et les coentreprises (hors activités conjointes).

L'intégration globale consiste à substituer à la valeur des titres chacun des éléments d'actif et de passif de chaque filiale. La part des participations ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres et dans le résultat apparaît distinctement au bilan et au compte de résultat consolidés.

Les participations ne donnant pas le contrôle sont telles que définies par la norme IFRS 10 et intègrent les instruments qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote part de l'actif net en cas de liquidation et les autres instruments de capitaux propres émis par la filiale et non détenus par le Groupe.

Les participations dans des entreprises associées ou contrôlées conjointement sont comptabilisées comme un élément distinct au bilan dans la rubrique « Participations dans les entreprises mises en équivalence ». La mise en équivalence consiste à substituer à la valeur des titres la quote part du Groupe dans les capitaux propres et le résultat des sociétés concernées.

Lors d'acquisitions complémentaires ou de cessions partielles avec maintien du contrôle conjoint ou de l'influence notable la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest constate :

- En cas d'augmentation du pourcentage d'intérêts, un écart d'acquisition complémentaire ;
- En cas de diminution du pourcentage d'intérêts, une plus ou moins-value de cession/dilution en résultat.

➤ **Retraitements et éliminations**

Conformément à IFRS 10, la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest effectue les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des sociétés consolidées.

L'effet sur le bilan et le compte de résultat consolidés des opérations internes au Groupe est éliminé pour les entités intégrées globalement.

Dans les comptes de l'entité consolidante, les plus ou moins-values provenant de cessions d'actifs entre les entreprises consolidées sont éliminées ; la présence de moins-values chez le cédant peut entraîner la constatation d'une dépréciation de l'actif cédé à l'occasion de cette cession interne.

➤ **Conversion des états financiers des activités à l'étranger (IAS 21)**

Les états financiers des entités représentant une « activité à l'étranger » (filiale, succursale, entreprise associée ou coentreprise) sont convertis en euros en deux étapes :

- Conversion, de la monnaie locale de tenue de compte en monnaie fonctionnelle (monnaie de l'environnement économique principal dans lequel opère l'entité) : la conversion se fait comme si les éléments avaient été comptabilisés initialement dans la monnaie fonctionnelle (mêmes principes de conversion que pour les transactions en monnaie étrangère ci-avant) ;
- Conversion de la monnaie fonctionnelle en euros, monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe : les actifs et les passifs, y compris les écarts d'acquisition, sont convertis au cours de clôture. Les éléments de capitaux propres, tels que le capital social ou les réserves, sont convertis au cours de change historique. Les

produits et les charges du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en tant que composante distincte des capitaux propres. Ces écarts de conversion sont comptabilisés en résultat en cas de sortie de l'activité à l'étranger (cession, remboursement de capital, liquidation, abandon d'activité) ou en cas de déconsolidation due à une perte de contrôle (même sans cession) lors de la comptabilisation du résultat de sortie ou de perte de contrôle.

➤ **Regroupements d'entreprises**

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, conformément à IFRS 3, à l'exception des regroupements sous contrôle commun qui sont exclus du champ d'application d'IFRS 3.

A la date de prise de contrôle, les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation de la norme IFRS 3 sont comptabilisés à leur juste valeur.

La contrepartie transférée à l'occasion d'un regroupement d'entreprises (le coût d'acquisition) est évaluée comme le total des justes valeurs transférées par l'acquéreur, à la date d'acquisition en échange du contrôle de l'entité acquise (par exemple : trésorerie, instruments de capitaux propres...).

Les coûts directement attribuables au regroupement considéré sont comptabilisés en charges, séparément du regroupement. Dès lors que l'opération d'acquisition est hautement probable, ils sont enregistrés dans la rubrique « Gains ou pertes nets sur autres actifs », sinon ils sont enregistrés dans le poste « Charges générales d'exploitation ».

La part des participations ne donnant pas le contrôle qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation peut être évaluée, au choix de l'acquéreur, de deux manières :

- À la juste valeur à la date d'acquisition (méthode du « goodwill complet ») ;
- À la quote-part dans les actifs et passifs identifiables de l'acquise réévalués à la juste valeur (méthode du « goodwill partiel »).

Cette option peut être exercée acquisition par acquisition.

L'évaluation initiale des actifs, passifs et passifs éventuels peut être modifiée dans un délai maximum de douze mois à compter de la date d'acquisition.

✓ **Écarts d'acquisition**

▪ **Évaluation et comptabilisation des écarts d'acquisition**

L'écart entre la somme de la contrepartie transférée et des participations ne donnant pas le contrôle et le solde net, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris, évalués à la juste valeur est inscrit, quand il est positif, à l'actif du bilan consolidé, dans la rubrique « Écarts d'acquisition ». Lorsque cet écart est négatif, il est immédiatement enregistré en résultat.

Les écarts d'acquisition sont inscrits au bilan à leur coût initial libellé dans la devise de l'entité acquise et convertis sur la base du cours de change à la date de clôture.

En cas de prise de contrôle par étapes, l'écart d'acquisition est calculé en une seule fois sur la totalité de la participation détenue après la prise de contrôle, à partir de la juste valeur à la date d'acquisition des actifs acquis et des passifs repris.

En cas de perte de contrôle, le résultat de cession est calculé sur l'intégralité de l'entité cédée et l'éventuelle part d'investissement conservée est comptabilisée au bilan pour sa juste valeur à la date de perte de contrôle.

▪ **Dépréciation des écarts d'acquisition**

Les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices objectifs de perte de valeur et au minimum une fois par an.

Les choix et les hypothèses d'évaluation des participations ne donnant pas le contrôle à la date d'acquisition peuvent influencer le montant de l'écart d'acquisition initial et de la dépréciation éventuelle découlant d'une perte de valeur.

Pour les besoins de ces tests de dépréciation, chaque écart d'acquisition est réparti entre les différentes unités génératrices de trésorerie (UGT) du Groupe qui vont bénéficier des avantages attendus du regroupement d'entreprises. Les UGT ont été définies, au sein des grands métiers du Groupe, comme le plus petit groupe identifiable d'actifs et de passifs fonctionnant selon un modèle économique propre. Lors des tests de dépréciation, la valeur comptable de chaque UGT, y compris celle des écarts d'acquisition qui lui sont affectés, est comparée à sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable de l'UGT est définie comme la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité est calculée comme la valeur actuelle de l'estimation des flux futurs dégagés par l'UGT, tels qu'ils résultent des plans à moyen terme établis pour les besoins du pilotage du Groupe.

Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, l'écart d'acquisition rattaché à l'UGT est déprécié à due concurrence. Cette dépréciation est irréversible.

▪ **Variations du pourcentage d'intérêt post acquisition et écarts d'acquisition**

En cas d'augmentation ou de diminution du pourcentage d'intérêt de la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest dans une entité déjà contrôlée sans perte de contrôle, il n'y a pas d'impact sur le montant d'écart d'acquisition comptabilisé à l'origine du regroupement d'entreprises.

Dans le cas d'une augmentation du pourcentage d'intérêt de la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest dans une entité déjà contrôlée, l'écart entre le coût d'acquisition et la quote part d'actif net acquis est constaté dans le poste « Réserves consolidées » part du Groupe.

En cas de diminution du pourcentage d'intérêt de la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest dans une entité restant contrôlée, l'écart entre le prix de cession et la valeur comptable de la quote part de la situation nette cédée est également constaté directement en « Réserves consolidées » part du Groupe. Les frais liés à ces opérations sont comptabilisés en capitaux propres.

✓ **Options de vente accordées aux actionnaires minoritaires**

Le traitement comptable des options de vente accordées aux actionnaires minoritaires est le suivant :

- Lorsqu'une option de vente est accordée à des actionnaires minoritaires d'une filiale consolidée par intégration globale, une dette est enregistrée au passif du bilan ; sa comptabilisation initiale intervient pour la valeur présente estimée du prix d'exercice des options consenties aux actionnaires minoritaires. En contrepartie de cette dette, la quote part d'actif net revenant aux minoritaires concernés est ramenée à zéro et le solde est inscrit en réduction des capitaux propres ;

- Les variations ultérieures de la valeur estimée du prix d'exercice modifient le montant de la dette enregistrée au passif, en contrepartie de l'ajustement des capitaux propres. Symétriquement, les variations ultérieures de la quote part d'actif net revenant aux actionnaires minoritaires sont annulées par contrepartie des capitaux propres.

✓ **Regroupements d'entreprises sous contrôle commun**

En l'absence d'une norme IFRS ou d'une interprétation spécifiquement applicable à une opération, la norme IAS 8 Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs laisse la possibilité de se référer aux

positions officielles d’autres organismes de normalisation. Ainsi, le Groupe a choisi d’appliquer la norme américaine ASC 80550, qui apparaît conforme aux principes généraux IFRS, pour le traitement des regroupements d’entreprise sous contrôle commun aux valeurs comptables selon la méthode de la mise en commun d’intérêts.

2 Principales opérations de structure et événements significatifs de la période

Conformément à IFRS 3, la juste valeur provisoire des actifs et passifs acquis peut être ajustée afin de refléter les informations nouvelles obtenues à propos des faits et des circonstances qui prévalaient à la date d’acquisition pendant la période d’évaluation qui ne doit pas excéder un an à compter de la date d’acquisition. Par conséquent les écarts d’acquisition présentés dans ce paragraphe peuvent faire l’objet d’ajustements ultérieurs dans ce délai.

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 31 décembre 2025 sont présentés de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 13 « Périmètre de consolidation au 31 décembre 2025 ».

➤ FCT Crédit Agricole Habitat 2025

Au 31/12/2025, une nouvelle entité (FCT Crédit Agricole Habitat 2025) a été consolidée au sein du groupe Crédit Agricole, née d’une opération de titrisation réalisée par les Caisses régionales et LCL, le 17 avril 2025. Cette transaction est pour partie un RMBS français auto souscrit et pour le reste un RMBS français placé sur le marché.

Cette opération s’est traduite par une cession de prêts à l’habitat octroyés par 37 Caisses régionales et LCL au FCT Crédit Agricole Habitat 2025 pour un montant de 1,684 milliards d’euros.

Les Caisses régionales et LCL ont souscrit pour 84,3 millions d’euros de titres subordonnés et pour 800 millions d’euros de titres senior (émission auto souscrite uniquement).

Pour l’émission placée sur le marché, les titres seniors adossés au portefeuille de créances habitat ont été placés auprès d’investisseurs (gestionnaires d’actifs (52 %) et établissements de crédit (48 %)) pour un montant de 800 M€.

➤ FCT Crédit Agricole Habitat 2020

Au cours de l’exercice 2025, l’entité FCT Crédit Agricole Habitat 2020 est sortie du périmètre, l’opération de titrisation émise sur le marché ayant été débouclée par anticipation le 27 janvier 2025 pour un montant total de 1 milliard d’euros au niveau Groupe.

➤ Entrée dans le périmètre de consolidation de l’entité SCI Foncière des Casseaux

L’entité SCI Foncière des Casseaux est détenue par la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest à hauteur de 99% (contrôle exclusif).

Selon les règles du groupe Crédit Agricole, la significativité de l’entrée dans le périmètre de consolidation d’une entité est appréciée en fonction de son total bilan, situation nette (résultat inclus) et résultat. Les seuils sont les suivants : Total Bilan (0,03%) Situation Nette (0,10%) Résultat (0,30%).

L’entité SCI Foncière des Casseaux est entrée dans le périmètre de consolidation suite au dépassement d’un des seuils présentés ci-dessus (analyse établie suivant les données prévisionnelles au 31/12/2025):

Données financières du GEC en K€ au 31/12/2024		Critères groupe	Seuils en K€
Total du Bilan	10 563 306	0,03%	3 169
Situation nette	1 673 399	0,10%	1 673
Résultat net part du groupe	49 275	0,30%	148

<i>Données financières de SCI Foncière des Casseaux en K€ au 31/12/2025 - retraitées des IG</i>	<i>Montant en K€</i>
Total du Bilan	37 445
Situation nette	5 575
Résultat net	0

➤ **Risque de crédit**

Le calcul du montant des pertes attendues s'effectue en prenant compte des conditions économiques politique et géopolitique.

Dans le contexte macroéconomique global, le Groupe a revu ses prévisions macroéconomiques prospectives (forward looking) pour la détermination de l'estimation du risque de crédit. A ce titre, la CR a mis en place les différentes préconisations de CASA

- Création de la filière distribution automobile
- Suivi de la dégradation de la CR Run pour les tiers multi financés
- Ajustement manuel pour anticiper le processus d'alerte précoce

Les provisions FLC et FLL s'élèvent à 72.6M€ au 31/12/2025 contre 76.4 M€ au 31/12/2024.

➤ **Avances faites par les Caisses Régionales à SAS Rue La Boétie dans le cadre du projet Tournesol**

Une nouvelle opération de rachat d'actions Crédit Agricole SA a été lancée en 2025, il s'agit d'une opération à vocation patrimoniale. La Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest a ainsi financé la SAS RLB au travers d'une avance de 7.697K€ qui a été remboursée par capitalisation au cours du second semestre 2025.

➤ **Contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises**

Dans le cadre de la Loi de finances 2025, il a été institué une contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises. Elle s'applique, selon des seuils différents, pour les entreprises dont le chiffre d'affaires 2024 ou 2025 dépasse 1 Md€ ou 3 Md€.

Pour les redevables dont le chiffre d'affaires est compris entre 1 et 3 Md€, le taux de la contribution exceptionnelle est fixé à 20,6 % ; pour ceux dont celui-ci est supérieur à 3 Md€, le taux de la contribution exceptionnelle est fixé à 41,2 %. Les redevables dont le chiffre d'affaires est inférieur à 1 Md€ ne sont pas assujettis à cette contribution.

Cette contribution exceptionnelle dispose en outre d'une base de calcul spécifique assise sur la moyenne de l'impôt sur les sociétés dû (hors contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 %) au titre de l'exercice au cours duquel la contribution est due (2025) et au titre de l'exercice précédent (2024).

Par ailleurs, une convention de régime de groupe fiscal fixe les règles de répartition et des modalités de paiement de cette contribution exceptionnelle.

La contribution exceptionnelle, incluant les effets de la convention de régime de groupe fiscal, comptabilisée au 31 décembre 2025 s'élève à 1 342 milliers d'euros dont 823 milliers d'euros au titre de l'exercice 2024.

3 Gestion financière, exposition aux risques et politique de couverture

Le pilotage des risques bancaires au sein de la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest est assurée par la Direction des Risques. Cette direction est rattachée au Directeur général et a pour mission d'assurer la maîtrise et le contrôle permanent des risques de crédit, financiers et opérationnels.

La description de ces dispositifs ainsi que les informations narratives figurent dans le rapport de gestion, chapitre "Gestion des risques", comme le permet la norme IFRS 7 Instruments financiers : informations à fournir. Les tableaux de ventilations comptables figurent dans les états financiers.

3.1 Risque de crédit

(Cf. chapitre « Facteurs et Gestion des risques – Gestion des risques – Risques de crédit »)

Le calcul du montant des pertes attendues sur le risque de crédit doit s'effectuer en prenant en considération les circonstances spécifiques de l'exercice 2025, marqué par une incertitude de l'environnement économique national et international. Dans ce contexte, le Groupe a notamment revu ses prévisions macroéconomiques (forward looking) pour la détermination de l'estimation du risque de crédit et la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest a procédé à une revue de son portefeuille de crédits, qui l'a conduite à la mise à jour du forward looking local sur un certain nombre de filières considérées à risques.

3.1.1 Variation des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes sur la période

Les corrections de valeur pour pertes correspondent aux dépréciations sur actifs et aux provisions sur engagement hors bilan comptabilisées en résultat net (Coût du risque) au titre du risque de crédit.

Les tableaux suivants présentent un rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des corrections de valeur pour perte comptabilisées en Coût du risque et des valeurs comptables associées, par catégorie comptable et type d'instruments.

Actifs financiers au coût amorti : Titres de dettes

-en milliers d'euros	Actifs sains				Actifs dépréciés -Stage 3		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois		Actifs soumis à une ECL à maturité -Stage 2						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute -a	Correction de valeur pour pertes -b	Valeur nette comptable -a + -b
Au 31 décembre 2024	382 182	-285	3 108	-3	-	-	385 290	-288	385 002
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre	3 059	-1	-3 059	2	-	-	-	1	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-	-	-	-	-	-	-	-	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	3 059	-1	-3 059	2	-	-	-	1	
Transferts vers Stage 3 -1	-	-	-	-	-	-	-	-	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total après transferts	385 241	-286	49	-1	-	-	385 290	-287	385 003
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	5 966	20	-49	1	-	-	5 917	21	
Nouvelle production : achat, octroi, origination, ... -2	40 308	-39	-	-	-	-	40 308	-39	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	-34 342	57	-49	1	-	-	-34 391	58	
Passages à perte	-	-	-	-	-	-	-	-	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période	-	2	-	-	-	-	-	2	
Changements dans le modèle / méthodologie	-	-	-	-	-	-	-	-	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total	391 207	-266	-	-	-	-	391 207	-266	390 941
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques -sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte -3	-1 068	-	-	-	-	-	-1 068	-	
Au 31 décembre 2025	390 139	-266	-	-	-	-	390 139	-266	389 873

Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-		
---	---	--	---	--	---	--	---	--	--

-1 Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

-2 Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

-3 Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE -notamment amortissements des surcotes/décotes, les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées -reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif

Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)

-en milliers d'euros	Actifs sains				Actifs dépréciés -Stage 3		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois -Stage 1		Actifs soumis à une ECL à maturité -Stage 2						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute -a	Correction de valeur pour pertes -b	Valeur nette comptable -a + -b
Au 31 décembre 2024	21 054	-	-	-	-	-	21 054	-	21 054
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-	-	-	-	-	-	-	-	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	
Transferts vers Stage 3 -1	-	-	-	-	-	-	-	-	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total après transferts	21 054	-	-	-	-	-	21 054	-	21 054
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	-7 861	-	-	-	-	-	-7 861	-	
Nouvelle production : achat, octroi, origination	527	-3	-	-	-	-	527	-3	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance	-8 388	1	-	-	-	-	-8 388	1	
Passages à perte	-	-	-	-	-	-	-	-	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période	-	2	-	-	-	-	-	2	
Changements dans le modèle / méthodologie	-	-	-	-	-	-	-	-	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total	13 193	-	-	-	-	-	13 193	-	13 193
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques -sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte -3	-	-	-	-	-	-	-	-	
Au 31 décembre 2025	13 193	-	-	-	-	-	13 193	-	13 193

Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de	-		-		-		-		
---	---	--	---	--	---	--	---	--	--

-1 Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

-2 Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

-3 Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE -notamment amortissements des surcotes/décotes, les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées -reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif, les variations des créances rattachées.

Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur la clientèle

-en milliers d'euros	Actifs sains				Actifs dépréciés -Stage 3		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois -Stage 1		Actifs soumis à une ECL à maturité -Stage 2						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute -a	Correction de valeur pour pertes -b	Valeur nette comptable -a + -b
Au 31 décembre 2024	6 444 701	-21 802	1 117 869	-49 511	155 511	-77 565	7 718 081	-148 878	7 569 203
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre	-354 903	-4 324	316 428	9 051	38 475	-13 720	-	-8 993	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-709 921	4 597	709 921	-12 249			-	-7 652	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	367 565	-9 098	-367 565	19 215			-	10 117	
Transferts vers Stage 3 -1	-16 943	204	-32 362	2 293	49 305	-16 055	-	-13 558	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	4 396	-27	6 434	-208	-10 830	2 335	-	2 100	
Total après transferts	6 089 798	-26 126	1 434 297	-40 460	193 986	-91 285	7 718 081	-157 871	7 560 210

Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	180 208	10 956	-113 817	-12 510	-24 496	5 743	41 895	4 189	
Nouvelle production : achat, octroi, origination, ... -2	1 284 598	-3 427	153 108	-5 643			1 437 706	-9 070	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance... Passages à perte	-1 098 954	2 758	-266 925	6 626	-18 112	10 730	-1 383 991	20 114	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-6 183	6 161	-6 183	6 161	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période	-	11 625		-13 493	-201	62	-201	62	
Changements dans le modèle / méthodologie	-	-	-	-	-	-12 173	-	-14 041	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	-5 436	-	-	-	-	963	-5 436	963	
Total	6 270 006	-15 170	1 320 480	-52 970	169 490	-85 542	7 759 976	-153 682	7 606 294
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques -sans impact	-411		-156		4 427		3 860		
Au 31 décembre 2025	6 269 595	-15 170	1 320 324	-52 970	173 917	-85 542	7 763 836	-153 682	7 610 154
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-		

-1 Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.
-2 Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

-3 Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE -notamment amortissements des surcotes/décotes, les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées -reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif, les variations des créances rattachées

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables : Titres de dettes

-en milliers d'euros	Actifs sains				Actifs dépréciés -Stage 3		Total	
	Actifs soumis à une ECL 12 mois -Stage 1		Actifs soumis à une ECL à maturité -Stage 2					
	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes
Au 31 décembre 2024	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Stage 2 vers Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers Stage 3 -1	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-
Total après transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes	39 000	-	-	-	-	-	39 000	-
Réévaluation de juste valeur sur la période	1	-	-	-	-	-	1	-
Nouvelle production : achat, octroi, origination, ...	38 999	-1	-	-	-	-	38 999	-1
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance	-	-	-	-	-	-	-	-
Passages à perte	-	-	-	-	-	-	-	-
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période	-	1	-	-	-	-	-	1
Changements dans le modèle / méthodologie	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	39 000	-	-	-	-	-	39 000	-
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques -sans impact significatif sur le montant de	-		-		-		-	
Au 31 décembre 2025	39 000	-	-	-	-	-	39 000	-
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-	

-1 Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.
-2 Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

-3 Inclut les impacts relatifs à l'utilisation de la méthode du TIE -notamment amortissements des surcotes/décotes

Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Engagements sains		
--	-------------------	--	--

	Engagements soumis à une ECL 12 mois -Stage 1		Engagements soumis à une ECL à maturité -Stage 2		Engagements provisionnés - Stage 3		Total		
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement -a	Correction de valeur pour pertes -b	Montant net de l'engagement -a + -b
<i>-en milliers d'euros</i>									
Au 31 décembre 2024	493 873	-1 963	36 051	-1 064	3 883	-1 772	533 807	-4 799	529 008
Transferts d'engagements en cours de vie d'un Stage à l'autre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Stage 2 vers Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers Stage 3 -1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total après transferts	493 873	-1 963	36 051	-1 064	3 883	-1 772	533 807	-4 799	529 008
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	5 412	618	34 299	-656	1 370	-711	41 081	-749	-
Nouveaux engagements donnés -2	282 309	-6 418	66 297	-8 925	-	-	348 606	-15 343	-
Extinction des engagements	-276 897	1	-31 998	1	-403	1	-309 298	3	-
Passages à perte	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période	-	7 035	-	8 269	-	-712	-	14 592	-
Changements dans le modèle / méthodologie	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-1	1 773	-	1 773	-1	-
Au 31 décembre 2025	499 285	-1 345	70 350	-1 720	5 253	-2 483	574 888	-5 548	569 340

-1 Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des engagements classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2.

-2 Les nouveaux engagements donnés en Stage 2 concernent les engagements originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)

-en milliers d'euros	Engagements sains				Engagements provisionnés - Stage 3		Total		
	Engagements soumis à une ECL 12 mois -Stage 1		Engagements soumis à une ECL à maturité -Stage 2						
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement -a	Correction de valeur pour pertes -b	Montant net de l'engagement -a + -b
Au 31 décembre 2024	145 543	-338	15 310	-1 475	1 487	-1 613	162 340	-3 426	158 914
Transferts d'engagements en cours de vie d'un Stage à l'autre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Stage 2 vers Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers Stage 3 -1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total après transferts	145 543	-338	15 310	-1 475	1 487	-1 613	162 340	-3 426	158 914
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	-3 334	119	4 049	581	1 757	-691	2 472	9	-
Nouveaux engagements donnés -2	28 552	-504	9 635	-1 213	-	-	38 187	-1 717	-
Extinction des engagements	-31 886	1	-5 586	1	-172	1	-37 644	3	-
Passages à perte	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période	-	622	-	1 793	-	-692	-	1 723	-
Changements dans le modèle / méthodologie	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	1 929	-	1 929	-	-
Au 31 décembre 2025	142 209	-219	19 359	-894	3 244	-2 304	164 812	-3 417	161 395

-1 Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des engagements classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2.

-2 Les nouveaux engagements donnés en Stage 2 concernent les engagements originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

3.1.2 Exposition maximale au risque de crédit

L'exposition maximale au risque de crédit correspond à la valeur comptable, nette de toute perte de valeur comptabilisée et compte non tenu des actifs détenus en garantie ou des autres rehaussements de crédit (par exemple les accords de compensation qui ne remplissent pas les conditions de compensation d'IAS 32).

Les tableaux ci-dessous présentent les expositions maximales ainsi que le montant des actifs détenus en garantie et autres techniques de rehaussements de crédit permettant de réduire cette exposition.

Les actifs dépréciés en date de clôture correspondent aux actifs dépréciés (Stage 3).

Actifs financiers non soumis aux exigences de dépréciation (comptabilisés à la juste valeur par résultat)

	Au 31 décembre 2025					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
- en milliers d'euros						
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte	89 540	-	-	-	3 365	-
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	5 913	-	-	-	-	-
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	83 627	-	-	-	3 365	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	112 336	-	-	-	-	-
Total	201 876	-	-	-	3 365	-

	Au 31 décembre 2024					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
- en milliers d'euros						
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte	86 259	-	-	-	3 323	-
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	5 120	-	-	-	-	-
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	81 139	-	-	-	3 323	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	118 422	-	-	-	-	-
Total	204 681	-	-	-	3 323	-

Actifs financiers soumis aux exigences de dépréciation

	Au 31 décembre 2025					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
- en milliers d'euros						
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	39 000	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-

dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	39 000	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	8 013 220	-	1 804 614	402 384	3 164 394	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	88 375	-	25 385	4 115	38 564	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit -hors opérations internes au Crédit Agricole	13 193	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	7 610 154	-	1 804 614	402 384	3 133 888	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	88 375	-	25 385	4 115	38 564	-
Titres de dettes	389 873	-	-	-	30 506	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Total	8 052 220	-	1 804 614	402 384	3 164 394	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	88 375	-	25 385	4 115	38 564	-

	Au 31 décembre 2024					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Actifs détenus en garantie				
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
-en milliers d'euros						
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	7 975 259	-	1 835 137	358 118	3 116 030	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	77 946	-	21 037	4 130	33 815	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit -hors opérations internes au Crédit Agricole	21 054	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	7 569 203	-	1 835 137	358 118	3 075 290	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	77 946	-	21 037	4 130	33 815	-
Titres de dettes	385 002	-	-	-	40 740	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Total	7 975 259	-	1 835 137	358 118	3 116 030	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	77 946	-	21 037	4 130	33 815	-

Engagements hors bilan soumis aux exigences de provisionnement

	Au 31 décembre 2025					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Actifs détenus en garantie				
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
-en milliers d'euros						
Engagements de garantie -hors opérations internes au Crédit Agricole	161 395	-	-	-	-	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	940	-	-	-	-	-
Engagements de financement -hors opérations internes au Crédit Agricole	569 340	-	16 455	38 822	72 740	-

dont : engagements provisionnés en date de clôture	2 770	-	-	2 722	2 059	-
Total	730 735	-	16 455	38 822	72 740	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	3 710	-	-	2 722	2 059	-

	Au 31 décembre 2024					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautions et autres garanties financières	Dérivés de crédit
<i>-en milliers d'euros</i>						
Engagements de garantie -hors opérations internes au Crédit Agricole	158 914	-	-	-	-	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	-126	-	-	-	-	-
Engagements de financement -hors opérations internes au Crédit Agricole	529 008	-	18 060	43 470	59 764	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	2 111	-	506	585	2 221	-
Total	687 922	-	18 060	43 470	59 764	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	1 985	-	506	585	2 221	-

Une description des actifs détenus en garantie est présentée dans la note 9 « Engagements de financement et de garantie et autres garanties ».

3.1.3 Actifs financiers modifiés

Les actifs financiers modifiés correspondent aux actifs restructurés pour difficultés financières. Il s'agit de créances pour lesquelles la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, durée) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi elles concernent les créances classées en défaut et les créances saines, au moment de la restructuration. (Une définition plus détaillée des encours restructurés et leur traitement comptable est détaillée dans la note 1.2 "Principes et méthodes comptables", chapitre « Instruments financiers Risque de crédit »).

Pour les actifs ayant fait l'objet d'une restructuration au cours de la période, la valeur comptable établie à l'issue de la restructuration est de :

	2025		
	Actifs sains		Actifs dépréciés
	Actifs soumis à une ECL 12 mois	Actifs soumis à une ECL à maturité	
	-Stage 1	-Stage 2	
<i>-en milliers d'euros</i>			-Stage 3
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-
Valeur comptable brute avant modification	-	-	-
Gains ou pertes nets de la modification	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	26	3 654
Valeur comptable brute avant modification	-	26	3 855
Gains ou pertes nets de la modification	-	-	-201
Titres de dettes	-	-	-
Valeur comptable brute avant modification	-	-	-

Gains ou pertes nets de la modification	-	-	-
---	---	---	---

3.1.4 Concentrations du risque de crédit

Les valeurs comptables et montants des engagements sont présentés nets de dépréciations et de provisions.

Exposition au risque de crédit par catégories de risque de crédit

Les catégories de risques de crédit sont présentées par intervalles de probabilité de défaut. La correspondance entre les notations internes et les intervalles de probabilité de défaut est détaillée dans le chapitre « Facteurs et Gestion des risques – Gestion des risques de crédit ».

Compte tenu des pratiques de gestion du risque de crédit du groupe Crédit Agricole le seuil de probabilité de défaut à 1 an de la clientèle de détail est passé de 20 à 15% au 31/12/2025.

Actifs financiers au coût amorti (hors opérations internes au Crédit Agricole)

μ	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2025						
		Valeur comptable						
		Actifs sains				Actifs dépréciés		Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois	Dépréciations des actifs au coût amorti	Actifs soumis à une ECL à maturité	Dépréciations des actifs au coût amorti	Actifs dépréciés - Stage 3	Dépréciations des actifs au coût amorti - Stage 3	
-en milliers d'euros								
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	4 235 759	-1 625	126 755	-1 159	-	-	4 359 730
	0,5% < PD ≤ 2%	445 452	-1 410	173 374	-2 817	-	-	614 599
	2% < PD ≤ 15%	319 219	-4 439	361 424	-16 997	-	-	659 207
	15% < PD < 100%	-	-	121 843	-9 244	-	-	112 599
	PD = 100%	-	-	-	-	114 944	-53 770	61 174
Total Clientèle de détail		5 000 430	-7 474	783 396	-30 217	114 944	-53 770	5 807 309
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	1 255 932	-1 523	149 359	-3 692	-	-	1 400 076
	0,6% < PD < 12%	416 565	-6 439	338 004	-14 485	-	-	733 645
	12% ≤ PD < 100%	-	-	49 565	-4 576	-	-	44 989
	PD = 100%	-	-	-	-	58 973	-31 772	27 201
Total Hors clientèle de détail		1 672 497	-7 962	536 928	-22 753	58 973	-31 772	2 205 911
Total		6 672 927	-15 436	1 320 324	-52 970	173 917	-85 542	8 013 220

	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2024						
		Valeur comptable						
		Actifs sains				Actifs dépréciés		Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois	Dépréciations des actifs au coût amorti	Actifs soumis à une ECL à maturité	Dépréciations des actifs au coût amorti	Actifs dépréciés - Stage 3	Dépréciations des actifs au coût amorti - Stage 3	
-en milliers d'euros								
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	4 198 373	-1 811	82 894	-596	-	-	4 278 860
	0,5% < PD ≤ 2%	548 867	-2 383	234 553	-5 266	-	-	775 771
	2% < PD ≤ 20%	388 153	-7 855	288 188	-18 502	-	-	649 984
	20% < PD < 100%	-	-	9 456	-1 263	-	-	8 193
	PD = 100%	-	-	-	-	107 603	-51 546	56 057
Total Clientèle de détail		5 135 393	-12 049	615 091	-25 627	107 603	-51 546	5 768 865
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	1 259 118	-1 785	154 649	-1 985	-	-	1 409 997
	0,6% < PD < 12%	453 426	-8 253	317 088	-15 143	-	-	747 118
	12% ≤ PD < 100%	-	-	34 149	-6 759	-	-	27 390
	PD = 100%	-	-	-	-	47 908	-26 019	21 889
Total Hors clientèle de détail		1 712 544	-10 038	505 886	-23 887	47 908	-26 019	2 206 394
Total		6 847 937	-22 087	1 120 977	-49 514	155 511	-77 565	7 975 259

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables

-en milliers d'euros	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2025						
		Valeur comptable						
		Actifs sains				Actifs dépréciés		Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois	Dépréciations des actifs	Actifs soumis à une ECL à maturité	Dépréciations des actifs	Actifs dépréciés	Dépréciations des actifs	
		-Stage 1	-Stage 1	-Stage 2	-Stage 2	-Stage 3	-Stage 3	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	-	-	-	-	-	-	-
	0,5% < PD ≤ 2%	-	-	-	-	-	-	-
	2% < PD ≤ 15%	-	-	-	-	-	-	-
	15% < PD < 100%	-	-	-	-	-	-	-
	PD = 100%	-	-	-	-	-	-	-
Total Clientèle de détail		-	-	-	-	-	-	-
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	39 000	-	-	-	-	-	39 000
	0,6% < PD < 12%	-	-	-	-	-	-	-
	12% ≤ PD < 100%	-	-	-	-	-	-	-
	PD = 100%	-	-	-	-	-	-	-
Total Hors clientèle de détail		39 000	-	-	-	-	-	39 000
Total		39 000	-	-	-	-	-	39 000

-en milliers d'euros	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2024						
		Valeur comptable						
		Actifs sains				Actifs dépréciés -Stage 3		Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois	Dépréciations des actifs	Actifs soumis à une ECL à maturité	Dépréciations des actifs	Actifs dépréciés	Dépréciations des actifs	
		-Stage 1	-Stage 1	-Stage 2	-Stage 2	-Stage 3	-Stage 3	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	-	-	-	-	-	-	-
	0,5% < PD ≤ 2%	-	-	-	-	-	-	-
	2% < PD ≤ 20%	-	-	-	-	-	-	-
	20% < PD < 100%	-	-	-	-	-	-	-
	PD = 100%	-	-	-	-	-	-	-
Total Clientèle de détail		-	-	-	-	-	-	-
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	-	-	-	-	-	-	-
	0,6% < PD < 12%	-	-	-	-	-	-	-
	12% ≤ PD < 100%	-	-	-	-	-	-	-
	PD = 100%	-	-	-	-	-	-	-
Total Hors clientèle de détail		-	-	-	-	-	-	-
Total		-	-	-	-	-	-	-

Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)

		Au 31 décembre 2025		
		Montant de l'engagement		
		Engagements sains		Engagements

<i>-en milliers d'euros</i>	Catégories de risque de crédit	Engagements soumis à une ECL 12 mois	Provisions des engagements soumis à une ECL 12 mois	Engagements soumis à une ECL à maturité	Provisions des engagements soumis à une ECL à maturité	Engagements provisionnés	Provisions des engagements - Stage 3 -1	Total
		-Stage 1	-Stage 1 -1	-Stage 2	-Stage 2 -1	-Stage 3		
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	219 117	-125	1 875	-4			220 863
	0,5% < PD ≤ 2%	32 680	-195	4 642	-36			37 091
	2% < PD ≤ 15%	23 113	-503	19 719	-423			41 906
	15% < PD < 100%	-		4 756	-731			4 025
	PD = 100%	-		-	-	1 190	-535	655
Total Clientèle de détail		274 910	-823	30 992	-1 194	1 190	-535	304 540
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	146 277	-110	10 290	-97			156 360
	0,6% < PD < 12%	78 098	-412	27 783	-404			105 065
	12% ≤ PD < 100%	-		1 285	-25			1 260
	PD = 100%	-		-	-	4 063	-1 948	2 115
Total Hors clientèle de détail		224 375	-522	39 358	-526	4 063	-1 948	264 800
Total		499 285	-1 345	70 350	-1 720	5 253	-2 483	569 340

-1 Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

<i>-en milliers d'euros</i>	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2024						
		Montant de l'engagement						
		Engagements sains				Engagements provisionnés		Total
		Engagements soumis à une ECL 12 mois	Provisions des engagements soumis à une ECL 12 mois	Engagements soumis à une ECL à maturité	Provisions des engagements soumis à une ECL à maturité	Engagements provisionnés	Provisions des engagements - Stage 3	
		-Stage 1	-Stage 1	-Stage 2	-Stage 2	-Stage 3		
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	202 948	-153	608	-2			203 401
	0,5% < PD ≤ 2%	41 890	-195	3 143	-27			44 811
	2% < PD ≤ 20%	27 773	-781	5 220	-252			31 960
	20% < PD < 100%	-		171	-10			161
	PD = 100%	-		-	-	1 309	-657	652
Total Clientèle de détail		272 611	-1 129	9 142	-291	1 309	-657	280 985
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	141 964	-157	10 745	-154			152 398
	0,6% < PD < 12%	79 298	-677	13 975	-239			92 357
	12% ≤ PD < 100%	-		2 189	-380			1 809
	PD = 100%	-		-	-	2 574	-1 115	1 459
Total Hors clientèle de détail		221 262	-834	26 909	-773	2 574	-1 115	248 023
Total		493 873	-1 963	36 051	-1 064	3 883	-1 772	529 008

-1 Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)

		Au 31 décembre 2025		
		Montant de l'engagement		
		Engagements sains		Engagements

<i>-en milliers d'euros</i>	Catégories de risque de crédit	Engagements soumis à une ECL 12 mois	Provisions des engagements soumis à une ECL 12 mois	Engagements soumis à une ECL à maturité	Provisions des engagements soumis à une ECL à maturité	Engagements provisionnés	Provisions des engagements - Stage 3 -1	Total
		-Stage 1	-Stage 1 -1	-Stage 2	-Stage 2 -1	-Stage 3		
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	14 155	-3	11	-		-	14 163
	0,5% < PD ≤ 2%	1 081	-5	152	-1		-	1 227
	2% < PD ≤ 15%	724	-5	385	-9		-	1 095
	15% < PD < 100%	-		32	-1		-	31
	PD = 100%	-		-	-	9	-1 501	-1 492
Total Clientèle de détail		15 960	-13	580	-11	9	-1 501	15 024
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	108 601	-38	7 157	-542		-	115 178
	0,6% < PD < 12%	17 648	-168	11 552	-333		-	28 699
	12% ≤ PD < 100%	-		70	-8		-	62
	PD = 100%	-		-	-	3 235	-803	2 432
Total Hors clientèle de détail		126 249	-206	18 779	-883	3 235	-803	146 371
TOTAL		142 209	-219	19 359	-894	3 244	-2 304	161 395

-1 Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

<i>-en milliers d'euros</i>	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2024						
		Montant de l'engagement						
		Engagements sains				Engagements		Total
		Engagements soumis à une ECL 12 mois	Provisions des engagements soumis à une ECL 12 mois	Engagements soumis à une ECL à maturité	Provisions des engagements soumis à une ECL à maturité	Engagements provisionnés	Provisions des engagements - Stage 3	
		-Stage 1	-Stage 1	-Stage 2	-Stage 2	-Stage 3		
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	14 215	-6	-	-		-	14 209
	0,5% < PD ≤ 2%	1 089	-8	281	-2		-	1 360
	2% < PD ≤ 20%	1 018	-31	159	-14		-	1 132
	20% < PD < 100%	-		-	-		-	-
	PD = 100%	-		-	-	8	-1 420	-1 412
Total Clientèle de détail		16 322	-45	440	-16	8	-1 420	15 289
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	110 711	-77	4 116	-420		-	114 330
	0,6% < PD < 12%	18 510	-216	10 121	-904		-	27 511
	12% ≤ PD < 100%	-		633	-135		-	498
	PD = 100%	-		-	-	1 479	-193	1 286
Total Hors clientèle de détail		129 221	-293	14 870	-1 459	1 479	-193	143 625
TOTAL		145 543	-338	15 310	-1 475	1 487	-1 613	158 914

-1 Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Concentrations du risque de crédit par agent économique

Actifs financiers au coût amorti par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Au 31 décembre 2025				Au 31 décembre 2024			
	Valeur comptable				Valeur comptable			
	Actifs sains				Actifs sains			

<i>-en milliers d'euros</i>	Actifs soumis à une ECL 12 mois	Dépréciation des actifs au coût amorti Stage 1	Actifs soumis à une ECL à maturité -Stage 2	Dépréciation des actifs au coût amorti Stage 2	Actifs dépréciés - Stage 3	Dépréciation des actifs au coût amorti Stage 3	Total brut	Actifs soumis à une ECL 12 mois	Dépréciation des actifs au coût amorti Stage 1	Actifs soumis à une ECL à maturité -Stage 2	Dépréciation des actifs au coût amorti Stage 2	Actifs dépréciés - Stage 3	Dépréciation des actifs au coût amorti Stage 3	Total brut
	-Stage 1							-Stage 1						
Administration générale	487 383	-375	9 637	-47	-	-	497 020	489 584	-378	308	-6	-	-	489 892
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	120 581	-66	-	-	-	-	120 581	122 697	-69	-	-	-	-	122 697
Grandes entreprises	1 064 533	-7 521	527 291	-22 706	58 973	-31 772	1 650 797	1 100 263	-9 591	505 578	-23 881	47 908	-26 019	1 653 749
Clientèle de détail	5 000 430	-7 474	783 396	-30 217	114 944	-53 770	5 898 770	5 135 393	-12 049	615 091	-25 627	107 603	-51 546	5 858 087
Total	6 672 927	-15 436	1 320 324	-52 970	173 917	-85 542	8 167 168	6 847 937	-22 087	1 120 977	-49 514	155 511	-77 565	8 124 425

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par agent économique

<i>-en milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2025							Au 31 décembre 2024						
	Valeur comptable							Valeur comptable						
	Actifs sains				Actifs dépréciés -Stage 3	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI – Stage 3	Total	Actifs sains				Actifs dépréciés -Stage 3	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI – Stage 3	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI Stage 1	Actifs soumis à une ECL à maturité -Stage 2	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI – Stage 2				Actifs soumis à une ECL 12 mois	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI Stage 1	Actifs soumis à une ECL à maturité -Stage 2	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI – Stage 2			
Administration générale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	39 000	-	-	-	-	-	39 000	-	-	-	-	-	-	-
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	39 000	-	-	-	-	-	39 000	-	-	-	-	-	-	-

Dettes envers la clientèle par agent économique

<i>-en milliers d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024
Administration générale	17 280	18 162
Grandes entreprises	1 029 840	1 090 117
Clientèle de détail	2 239 193	2 195 886
Total Dettes envers la clientèle	3 286 313	3 304 165

Engagements de financement par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

<i>-en milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2025							Au 31 décembre 2024						
	Montant de l'engagement							Montant de l'engagement						
	Engagements sains				Engagements provisionnés -Stage 3	Provisions sur engagements -Stage 3 -1	Total brut	Engagements sains				Engagements provisionnés -Stage 3	Provisions sur engagements -Stage 3 -1	Total brut
	Engagements soumis à une ECL 12 mois - Stage 1	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois - Stage 1 -1	Engagements soumis à une ECL à maturité -Stage 2	Provisions sur engagements soumis à une ECL à maturité -Stage 2				Engagements soumis à une ECL 12 mois - Stage 1	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois - Stage 1 -1	Engagements soumis à une ECL à maturité -Stage 2	Provisions sur engagements soumis à une ECL à maturité -Stage 2			
Administration	27 520	-7	153	-	-	-	27 673	7 544	-5	-	-	-	-	7 544
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Grandes entreprises	196 855	-515	39 205	-526	4 063	-1 948	240 123	213 718	-829	26 909	-773	2 574	-1 115	243 201
Clientèle de détail	274 910	-823	30 992	-1 194	1 190	-535	307 092	272 611	-1 129	9 142	-291	1 309	-657	283 062
Total	499 285	-1 345	70 350	-1 720	5 253	-2 483	574 888	493 873	-1 963	36 051	-1 064	3 883	-1 772	533 807

-1 Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Engagements de garantie par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Au 31 décembre 2025							Au 31 décembre 2024						
	Montant de l'engagement							Montant de l'engagement						
	Engagements sains							Engagements sains						
	Engagements soumis à une ECL 12 mois - Stage 1	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois - Stage 1 - 1	Engagements soumis à une ECL à maturité - Stage 2	Provisions sur engagements soumis à une ECL à maturité - Stage 2 - 1	Engagements provisionnés - Stage 3	Provisions sur engagements - Stage 3 - 1	Total brut	Engagements soumis à une ECL 12 mois - Stage 1	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois - Stage 1 - 1	Engagements soumis à une ECL à maturité - Stage 2	Provisions sur engagements soumis à une ECL à maturité - Stage 2 - 1	Engagements provisionnés - Stage 3	Provisions sur engagements - Stage 3 - 1	Total brut
-en milliers d'euros														
Administration	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de Grandes entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Clientèle de détail	126 249	-206	18 779	-883	3 235	-803	148 263	129 221	-293	14 870	-1 459	1 479	-193	145 570
Total	15 960	-13	580	-11	9	-1 501	16 549	16 322	-45	440	-16	8	-1 420	16 770
Total	142 209	-219	19 359	-894	3 244	-2 304	164 812	145 543	-338	15 310	-1 475	1 487	-1 613	162 340

-1 Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Concentrations du risque de crédit par zone géographique

Actifs financiers au coût amorti par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Au 31 décembre 2025				Au 31 décembre 2024			
	Valeur comptable				Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés	Total	Actifs sains		Actifs dépréciés	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois	Actifs soumis à une ECL à maturité			Actifs soumis à une ECL 12 mois	Actifs soumis à une ECL à maturité		
	-Stage 1	-Stage 2	-Stage 3		-Stage 1	-Stage 2	-Stage 3	
-en milliers d'euros								
France -y compris DROMCOM	6 473 287	1 306 767	173 595	7 953 649	6 635 876	1 116 024	155 218	7 907 118
Autres pays de l'Union européenne	162 897	11 098	157	174 152	180 016	1 994	156	182 166
Autres pays d'Europe	9 202	1 475	165	10 842	9 625	432	137	10 194
Amérique du Nord	7 656	107	-	7 763	7 052	-	-	7 052
Amériques centrale et du Sud	325	-	-	325	394	-	-	394
Afrique et Moyen-Orient	4 369	734	-	5 103	2 299	2 527	-	4 826
Asie et Océanie -hors Japon	2 518	143	-	2 661	2 540	-	-	2 540
Japon	-	-	-	-	-	-	-	-
Organismes supranationaux	12 673	-	-	12 673	10 135	-	-	10 135
Dépréciations	-15 436	-52 970	-85 542	-153 948	-22 087	-49 514	-77 565	-149 166
Total	6 657 491	1 267 354	88 375	8 013 220	6 825 850	1 071 463	77 946	7 975 259

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par zone géographique

<div>-en milliers d'euros</div>	Au 31 décembre 2025				Au 31 décembre 2024			
	Valeur comptable				Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés -Stage 3	Total	Actifs sains		Actifs dépréciés -Stage 3	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois	Actifs soumis à une ECL à maturité -Stage 2			Actifs soumis à une ECL 12 mois	Actifs soumis à une ECL à maturité -Stage 2		
France -y compris DROMCOM	39 000	-	-	39 000	-	-	-	-
Autres pays de l'Union européenne	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres pays d'Europe	-	-	-	-	-	-	-	-
Amérique du Nord	-	-	-	-	-	-	-	-
Amériques centrale et du Sud	-	-	-	-	-	-	-	-
Afrique et Moyen-Orient	-	-	-	-	-	-	-	-
Asie et Océanie -hors Japon	-	-	-	-	-	-	-	-
Japon	-	-	-	-	-	-	-	-
Organismes supranationaux	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	39 000	-	-	39 000	-	-	-	-

Dettes envers la clientèle par zone géographique

<div>-en milliers d'euros</div>	31/12/2025	31/12/2024
France -y compris DROMCOM	3 261 753	3 281 283
Autres pays de l'Union européenne	6 875	6 957
Autres pays d'Europe	6 653	6 054
Amérique du Nord	5 452	4 373
Amériques centrale et du Sud	92	475
Afrique et Moyen-Orient	3 162	2 857
Asie et Océanie -hors Japon	2 322	2 159
Japon	4	7
Organismes supranationaux	-	-
Total Dettes envers la clientèle	3 286 313	3 304 165

Engagements de financement par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

<div>-en milliers d'euros</div>	Au 31 décembre 2025				Au 31 décembre 2024			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements provisionnés -Stage 3	Total	Engagements sains		Engagements provisionnés -Stage 3	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois	Engagements soumis à une ECL à maturité			Engagements soumis à une ECL 12 mois	Engagements soumis à une ECL à maturité		
	-Stage 1	-Stage 2			-Stage 1	-Stage 2		
France -y compris DROMCOM	497 114	68 941	5 253	571 308	490 967	35 278	3 883	530 128
Autres pays de l'Union européenne	1 527	1 397	-	2 924	2 559	760	-	3 319

Autres pays d'Europe	514	7	-	521	291	10	-	301
Amérique du Nord	15	5	-	20	30	3	-	33
Amériques centrale et du Sud	2	-	-	2	2	-	-	2
Afrique et Moyen-Orient	110	-	-	110	21	-	-	21
Asie et Océanie -hors Japon	3	-	-	3	3	-	-	3
Japon	-	-	-	-	-	-	-	-
Organismes supranationaux	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions -1	-1 345	-1 720	-2 483	-5 548	-1 963	-1 064	-1 772	-4 799
Total	497 940	68 630	2 770	569 340	491 910	34 987	2 111	529 008

-1 Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Engagements de garantie par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Au 31 décembre 2025				Au 31 décembre 2024			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements provisionnés	Total	Engagements sains		Engagements provisionnés	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois	Engagements soumis à une ECL à maturité			Engagements soumis à une ECL 12 mois	Engagements soumis à une ECL à maturité		
	-Stage 1	-Stage 2	-Stage 3		-Stage 1	-Stage 2	-Stage 3	
-en milliers d'euros								
France -y compris DROMCOM	142 209	19 359	3 244	164 812	145 543	15 310	1 487	162 340
Autres pays de l'Union européenne	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres pays d'Europe	-	-	-	-	-	-	-	-
Amérique du Nord	-	-	-	-	-	-	-	-
Amériques centrale et du Sud	-	-	-	-	-	-	-	-
Afrique et Moyen-Orient	-	-	-	-	-	-	-	-
Asie et Océanie -hors Japon	-	-	-	-	-	-	-	-
Japon	-	-	-	-	-	-	-	-
Organismes supranationaux	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions -1	-219	-894	-2 304	-3 417	-338	-1 475	-1 613	-3 426
Total	141 990	18 465	940	161 395	145 205	13 835	-126	158 914

1 Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

3.1.5 Informations sur les actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement

Actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement par agent économique

	Valeur comptable au 31 décembre 2025								
	Actifs sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale - Stage 1			Actifs avec augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés -Stage 2			Actifs dépréciés -Stage 3		
	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours
	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-en milliers d'euros									
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration générale	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	31 564	4 118	-	59 091	7 452	-	2 802	4 490	44 439
Administration générale	1 856	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	10 506	3 284	-	33 583	2 313	-	189	950	12 588
Clientèle de détail	19 202	834	-	25 508	5 139	-	2 613	3 540	31 851
Total	31 564	4 118	-	59 091	7 452	-	2 802	4 490	44 439

	Valeur comptable au 31 décembre 2024								
	Actifs sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale - Stage 1			Actifs avec augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés - Stage 2			Actifs dépréciés - Stage 3		
	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours
<i>- en milliers d'euros</i>									
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration générale	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	64 573	2 006	-	52 091	8 912	-	3 436	3 988	37 764
Administration générale	2 120	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	28 852	547	-	29 203	4 525	-	543	1 234	9 867
Clientèle de détail	33 601	1 459	-	22 888	4 387	-	2 893	2 754	27 897
Total	64 573	2 006	-	52 091	8 912	-	3 436	3 988	37 764

3.2 Expositions au risque souverain

Le périmètre des expositions souveraines recensées couvre les expositions à l'État, hors collectivités locales. Les créances fiscales sont exclues du recensement.

L'exposition aux dettes souveraines correspond à une exposition nette de dépréciation pour les actifs financiers non évalués à la juste valeur par résultat (valeur au bilan) présentée à la fois brute et nette de couverture.

Les expositions de la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest au risque souverain sont les suivantes :

Activité bancaire

31/12/2025	Expositions nettes de dépréciations					
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat				Couvertures	

	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures		Total activité banque net de couvertures
-en milliers d'euros							
Allemagne	-	-	-	-	-	-	-
Arabie Saoudite	-	-	-	-	-	-	-
Argentine	-	-	-	-	-	-	-
Belgique	-	-	-	-	-	-	-
Brésil	-	-	-	-	-	-	-
Chine	-	-	-	-	-	-	-
Egypte	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	-	-	-	-	-	-	-
Etats-Unis	-	-	-	-	-	-	-
France	-	12 114	-	30 596	42 710	359	43 069
Hong Kong	-	-	-	-	-	-	-
Israël	-	-	-	-	-	-	-
Italie	-	-	-	-	-	-	-
Japon	-	-	-	-	-	-	-
Liban	-	-	-	-	-	-	-
Pologne	-	-	-	-	-	-	-
Royaume-Uni	-	-	-	-	-	-	-
Russie	-	-	-	-	-	-	-
Taiwan	-	-	-	-	-	-	-
Turquie	-	-	-	-	-	-	-
Ukraine	-	-	-	-	-	-	-
Autres pays souverains	-	10	-	-	10	-	10
Total	-	12 124	-	30 596	42 720	359	43 079

31/12/2024	Expositions nettes de dépréciations						
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat					
-en milliers d'euros							
Allemagne	-	-	-	-	-	-	-
Arabie Saoudite	-	-	-	-	-	-	-
Argentine	-	-	-	-	-	-	-
Belgique	-	-	-	-	-	-	-
Brésil	-	-	-	-	-	-	-
Chine	-	-	-	-	-	-	-
Egypte	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	-	-	-	-	-	-	-
Etats-Unis	-	-	-	-	-	-	-
France	-	16 556	-	15 665	32 221	-	32 221
Hong Kong	-	-	-	-	-	-	-
Israël	-	-	-	-	-	-	-
Italie	-	-	-	-	-	-	-

Japon	-	-	-	-	-	-	-
Liban	-	-	-	-	-	-	-
Pologne	-	-	-	-	-	-	-
Royaume-Uni	-	-	-	-	-	-	-
Russie	-	-	-	-	-	-	-
Taïwan	-	-	-	-	-	-	-
Turquie	-	-	-	-	-	-	-
Ukraine	-	-	-	-	-	-	-
Autres pays souverains	-	28	-	-	28	-	28
Total	-	16 584	-	15 665	32 249	-	32 249

3.3 Risque de marché

(Cf. Rapport de gestion chapitre 4 « Facteurs de risques et informations prudentielles »)

Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle

La ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

Instruments dérivés de couverture – juste valeur actif

-en milliers d'euros	31/12/2025			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	2 554	53 170	56 612	112 336
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	2 554	53 170	56 612	112 336
Opérations de change à terme	-	-	-	-
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture Actif	2 554	53 170	56 612	112 336

-en milliers d'euros	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	4 199	51 550	62 673	118 422
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	4 199	51 550	62 673	118 422
Opérations de change à terme	-	-	-	-
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture Actif	4 199	51 550	62 673	118 422

Instruments dérivés de couverture – juste valeur passif

-en milliers d'euros	31/12/2025			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	

Instruments de taux d'intérêt	202	4 236	15 142	19 580
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	202	4 236	15 142	19 580
Opérations de change à terme	-	-	-	-
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture Passif	202	4 236	15 142	19 580

	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
<i>-en milliers d'euros</i>				
Instruments de taux d'intérêt	18	6 576	20 799	27 393
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	18	6 576	20 799	27 393
Opérations de change à terme	-	-	-	-
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture Passif	18	6 576	20 799	27 393

Instruments dérivés de transaction – juste valeur actif

	31/12/2025			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
<i>-en milliers d'euros</i>				
Instruments de taux d'intérêt	26	-	5 383	5 409
Instruments de devises et or	89	-	-	89
Autres instruments	-	-	25	25
Sous-total	115	-	5 408	5 523
Opérations de change à terme	390	-	-	390
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction Actif	505	-	5 408	5 913

	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
<i>-en milliers d'euros</i>				
Instruments de taux d'intérêt	-	71	4 810	4 881
Instruments de devises et or	45	-	-	45
Autres instruments	-	-	25	25
Sous-total	45	71	4 835	4 951
Opérations de change à terme	169	-	-	169
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction Actif	214	71	4 835	5 120

Instruments dérivés de transaction – juste valeur passif

<i>-en milliers d'euros</i>	31/12/2025			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	26	-	5 416	5 442
Instruments de devises et or	89	-	-	89
Autres instruments	-	-	27	27
Sous-total	115	-	5 443	5 558
Opérations de change à terme	373	-	-	373
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction Passif	488	-	5 443	5 931

-en milliers d'euros	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	-	71	4 843	4 914
Instruments de devises et or	45	-	-	45
Autres instruments	-	-	18	18
Sous-total	45	71	4 861	4 977
Opérations de change à terme	162	-	-	162
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction Passif	207	71	4 861	5 139

Opérations sur instruments dérivés : montant des engagements

<i>-en milliers d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024
	Total encours notionnel	Total encours notionnel
Instruments de taux d'intérêt	2 448 381	2 812 872
Instruments de devises et or	11 962	44 270
Autres instruments	388	388
Sous-total	2 460 731	2 857 530
Opérations de change à terme	11 701	10 713
Total Notionnels	2 472 432	2 868 243

Pour nous rapprocher des pratiques appliquées par les autres banques françaises, la présentation des opérations de change a évolué au 31/12/2025 :

- Au 31/12/2024, les deux jambes des dérivés de change étaient retenues dans les montants présentés dans cette annexe.
- A compter du 31/12/2025, seule la jambe représentative des engagements donnés est indiquée.

Suivant cette pratique, l'encours notionnel des options de change aurait été de 22.135 milliers d'euros et celui des opérations de change à terme de 5.353 milliers d'euros au 31/12/2024.

Risque de change**3.4 (Cf. Rapport de gestion Chapitre 4 « Facteurs de risques et informations prudentielles ») Risque de liquidité et de financement***(Cf. Rapport de gestion Chapitre 4 « Facteurs de risques et informations prudentielles »)***Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par durée résiduelle**

-en milliers d'euros	31/12/2025					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit -y compris opérations internes au Crédit Agricole	308 031	40 303	567 714	66 026	6	982 080
Prêts et créances émis sur la clientèle -dont location financement	454 114	713 107	2 489 939	4 090 408	16 268	7 763 836
Total	762 145	753 410	3 057 653	4 156 434	16 274	8 745 916
Dépréciations						-153 682
Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle						8 592 234

-en milliers d'euros	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit -y compris opérations internes au Crédit Agricole	223 954	29 074	834 457	54 591	99	1 142 175
Prêts et créances émis sur la clientèle -dont location financement	427 504	710 730	2 519 684	4 051 422	8 741	7 718 081
Total	651 458	739 804	3 354 141	4 106 013	8 840	8 860 256
Dépréciations						-148 878
Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle						8 711 378

Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle par durée résiduelle

-en milliers d'euros	31/12/2025					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit -y compris opérations internes au Crédit Agricole	668 904	1 132 309	2 385 282	975 064	39	5 161 598
Dettes envers la clientèle	2 561 930	192 030	527 658	4 695	-	3 286 313
Total Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	3 230 834	1 324 339	2 912 940	979 759	39	8 447 911
-en milliers d'euros	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit -y compris opérations internes au Crédit Agricole	444 582	1 027 670	2 755 814	976 247	-	5 204 313
Dettes envers la clientèle	2 471 966	317 519	507 274	7 406	-	3 304 165
Total Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	2 916 548	1 345 189	3 263 088	983 653	-	8 508 478

Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

	31/12/2025					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total

-en milliers d'euros	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes représentées par un titre						
Bons de caisse	-	-	-	-	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-	-	-
Titres de créances négociables	20 251	-	-	-	-	20 251
Emprunts obligataires	76	-	-	20 535	-	20 611
Autres dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-
Total Dettes représentées par un titre	20 327	-	-	20 535	-	40 862
Dettes subordonnées						
Dettes subordonnées à durée déterminée	-	-	-	820	-820	-
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-	-	-	-	-
Dépôts de garantie à caractère mutuel	-	-	-	-	-	-
Titres et emprunts participatifs	-	-	-	-	-	-
Total Dettes subordonnées	-	-	-	820	-820	-

-en milliers d'euros	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes représentées par un titre						
Bons de caisse	-	-	-	-	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-	-	-
Titres de créances négociables	-	20 423	-	-	-	20 423
Emprunts obligataires	151	-	-	27 381	-	27 532
Autres dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-
Total Dettes représentées par un titre	151	20 423	-	27 381	-	47 955
Dettes subordonnées						
Dettes subordonnées à durée déterminée	-	-	-	468	-468	-
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-	-	-	-	-
Dépôts de garantie à caractère mutuel	-	-	-	-	-	-
Titres et emprunts participatifs	-	-	-	-	-	-
Total Dettes subordonnées	-	-	-	468	-468	-

Garanties financières en risque données par maturité attendue

Les montants présentés correspondent au montant attendu d’appel des garanties financières en risque, c'est-à-dire qui ont fait l’objet de provisions ou qui sont sous surveillance.

-en milliers d'euros	31/12/2025					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Garanties financières données	1 601	48	-	-	-	1 649

-en milliers d'euros	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Garanties financières données	1 217	-	-	-	-	1 217

Les échéances contractuelles des instruments dérivés sont présentées dans la note 3.3 « Risque de marché ».

3.5 Comptabilité de couverture

(Cf. Note 3.3 « Risque de marché » et Chapitre « Facteurs et Gestion des risques – Gestion des risques – Gestion du bilan »)

Couverture de juste valeur

Les couvertures de juste valeur modifient le risque induit par les variations de juste valeur d’un instrument à taux fixe causées par des changements de taux d’intérêts. Ces couvertures transforment des actifs ou des passifs à taux fixe en éléments à taux variable.

Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

Couverture de flux de trésorerie

Les couvertures de flux de trésorerie modifient notamment le risque inhérent à la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable.

Les couvertures de flux de trésorerie comprennent notamment les couvertures de prêts et de dépôts à taux variable.

Couverture d’un investissement net en devise

Les couvertures des investissements nets en devises modifient le risque inhérent aux fluctuations des taux de change liées aux participations dans les filiales en devise étrangères.

Instruments dérivés de couverture

-en milliers d'euros	31/12/2025			31/12/2024		
	Valeur de marché		Montant notionnel	Valeur de marché		Montant notionnel
	Positive	Négative		Positive	Négative	
Couverture de juste valeur	112 336	19 580	2 346 085	118 422	27 393	2 717 278
Couverture de flux de trésorerie	-	-	-	-	-	-
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger	-	-	-	-	-	-
Total Instruments dérivés de couverture	112 336	19 580	2 346 085	118 422	27 393	2 717 278

Le Groupe applique, conformément à nos Principes et Méthodes Comptables pour la couverture de juste valeur d'un portefeuille d'éléments de taux d'intérêt, d'un portefeuille d'actifs ou de passifs financiers, la norme IAS 39 tel qu'adoptée par l'Union européenne (version carveout). Les dispositions de la norme permettent notamment d'inclure les dépôts à vue faiblement ou non rémunérés dans cette relation de couverture.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest n'a pas constaté de déqualification significative dans le cadre de l'exercice 2025 au titre de ce contexte de marché de hausse des taux.

Opérations sur instruments dérivés de couverture : analyse par durée résiduelle (notionnels)

La ventilation des notionnels des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

	31/12/2025
--	------------

<i>-en milliers d'euros</i>	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total notionnel
	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	205 583	967 385	1 173 117	2 346 085
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	205 583	967 385	1 173 117	2 346 085
Opérations de change à terme	-	-	-	-
Total Notionnel des instruments dérivés de couverture	205 583	967 385	1 173 117	2 346 085

-en milliers d'euros	31/12/2024			Total notionnel
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			
	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	471 717	1 019 634	1 225 927	2 717 278
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	471 717	1 019 634	1 225 927	2 717 278
Opérations de change à terme	-	-	-	-
Total Notionnel des instruments dérivés de couverture	471 717	1 019 634	1 225 927	2 717 278

La note 3.3 « Risque de marché Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle » présente la ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés de couverture par maturité contractuelle résiduelle.

➤ Couverture de juste valeur

Instruments dérivés de couverture

<i>-en milliers d'euros</i>	31/12/2025				31/12/2024			
	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période -y compris cessation de couverture au cours de la période	Montant notionnel	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période -y compris cessation de couverture au cours de la période	Montant notionnel
	Actif	Passif			Actif	Passif		
Couverture de juste valeur								
Marchés organisés et de gré à gré	4 595	6 394	1 863	141 085	3 901	1 683	-1 162	101 278
Taux d'intérêt	4 595	6 394	1 863	141 085	3 901	1 683	-1 162	101 278
Change	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des microcouvertures de juste valeur	4 595	6 394	1 863	141 085	3 901	1 683	-1 162	101 278
Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	107 741	13 186	7 775	2 205 000	114 521	25 710	-48 996	2 616 000
Total couverture de juste valeur	112 336	19 580	9 638	2 346 085	118 422	27 393	-50 158	2 717 278

Les variations de juste valeur des dérivés de couverture sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Eléments couverts

Microcouvertures	31/12/2025				31/12/2024			
	Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé	Réévaluations de juste valeur sur la période liées à la couverture -y compris cessations de couvertures au cours de la période	Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé	Réévaluations de juste valeur sur la période liées à la couverture -y compris cessations de couvertures au cours de la période
	Valeur comptable	Dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler		Valeur comptable	Dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler	
-en milliers d'euros								
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-	-	-	-	-	-	-
Taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-	-	-
Change	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	137 669	-3 416	-	-1 881	99 527	-1 751	-	1 153
Taux d'intérêt	137 669	-3 416	-	-1 881	99 527	-1 751	-	1 153
Change	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Total de la couverture de juste valeur sur les éléments d'actif	137 669	-3 416	-	-1 881	99 527	-1 751	-	1 153
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-	-	-	-	-	-	-	5
Taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-	-	5
Change	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Total de la couverture de juste valeur sur les éléments de passif	-	-	-	-	-	-	-	5

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste du bilan auquel elle se rattache. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro couverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Macrocouvertures	31/12/2025		31/12/2024	
	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé
-en milliers d'euros				
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	1 849 433	1 983	2 095 060	3 233
Total Actifs	1 849 433	1 983	2 095 060	3 233
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	255 321	-20	431 000	-
Total Passifs	255 321	-20	431 000	-

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste « Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux » au bilan. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro couverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Résultat de la comptabilité de couverture

	31/12/2025			31/12/2024		
	Résultat net -Résultat de la comptabilité de couverture			Résultat net -Résultat de la comptabilité de couverture		
	Variation de juste valeur sur les instruments de couverture -y compris cessations de couverture	Variation de juste valeur sur les éléments couverts -y compris cessations de couverture	Part de l'inefficacité de la couverture	Variation de juste valeur sur les instruments de couverture -y compris cessations de couverture	Variation de juste valeur sur les éléments couverts -y compris cessations de couverture	Part de l'inefficacité de la couverture
-en milliers d'euros						
Taux d'intérêt	9 638	-9 474	164	-50 158	49 871	-287
Change	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-
Total	9 638	-9 474	164	-50 158	49 871	-287

3.6 Risques opérationnels

(Cf. Rapport de gestion chapitre 4 « Facteurs de risques et informations prudentielles »)

3.7 Gestion du capital et ratios réglementaires

Conformément au règlement européen (UE) 575/2013³ (CRR), la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest est soumise au respect du ratio de solvabilité, de levier et de liquidité.

La gestion des fonds propres de la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest est conduite de façon à respecter les niveaux de fonds propres prudentiels au sens de la directive européenne (UE) 2013/36⁴ et du règlement européen (UE) 575/2013, applicables depuis le 1er janvier 2014, et exigés par les autorités compétentes, la Banque centrale européenne (BCE) et l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) a fin de couvrir les risques pondérés au titre des risques de crédit, des risques opérationnels et des risques de marché.

Ce dispositif prudentiel consiste notamment à renforcer la qualité et la quantité des fonds propres réglementaires requis, à mieux appréhender les risques, à inclure des coussins de fonds propres et des exigences supplémentaires en matière de la liquidité et du levier.

Les fonds propres sont répartis en trois catégories :

- Les fonds propres de base de catégorie 1 ou *Common Equity Tier 1* (CET1), déterminés à partir des capitaux propres retraités, notamment de certains instruments de capital qui sont classés en *Additional Tier 1* (AT1), et de déductions des immobilisations incorporelles ;
- Les fonds propres de catégorie 1 ou *Tier 1*, constitués du *Common Equity Tier 1* et des instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 ou *Additional Tier 1* perpétuels ;
- Les fonds propres globaux, qui sont constitués des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2 composés d'instruments subordonnés ayant une maturité minimale à l'émission de 5 ans.

Pour être reconnus en fonds propres, les instruments de catégorie 1 et de catégorie 2 doivent répondre à des critères d'inclusion exigeants. Si d'anciens instruments ne sont pas ou plus éligibles, ils font l'objet d'une clause de « grand-père » permettant de les éliminer des fonds propres de façon progressive.

³ Tel que supplémenté et amendé, en ce compris notamment au travers du règlement (UE) 2019/876 de juin 2019, du règlement (UE) 2020/873 de juin 2020 et du règlement (UE) 2024/1623 de juin 2024 pour les exigences réglementaires ayant une date d'application anticipée au 9 juillet 2024.

⁴ Telle que supplémentée et amendée, en ce compris notamment au travers de la directive (UE) 2019/878 de juin 2019 et de la directive (UE) 2024/1619 de juin 2024.

Les déductions relatives aux participations dans d'autres établissements de crédit viennent minorer le total de ces fonds propres et s'imputent respectivement selon le type de l'instrument sur les montants du CET1, de l'Additional Tier 1 (AT1) et du Tier 2 (T2). Elles s'appliquent également aux détentions dans le secteur des assurances, quand l'établissement ne bénéficie pas de la dérogation conglomérat financier".

En 2025 comme en 2024 et selon la réglementation en vigueur, la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest a respecté les exigences réglementaires.

4 Notes relatives au résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

4.1 Produits et charges d'intérêts

-en milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Sur les actifs financiers au coût amorti	219 560	218 231
Opérations avec les établissements de crédit	372	2 884
Opérations internes au Crédit Agricole	39 094	43 038
Opérations avec la clientèle	174 102	166 553
Opérations de location financement	-	-
Titres de dettes	5 992	5 756
Sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	721	-
Opérations avec les établissements de crédit	-	-
Opérations avec la clientèle	-	-
Titres de dettes	721	-
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	60 914	103 878
Autres intérêts et produits assimilés	2	2
Produits d'intérêts -1 -2	281 197	322 111
Sur les passifs financiers au coût amorti	-179 660	-212 916
Opérations avec les établissements de crédit	-2 578	-6 341
Opérations internes au Crédit Agricole	-140 966	-165 633
Opérations avec la clientèle	-35 068	-38 880
Opérations de location financement	-	-
Dettes représentées par un titre	-1 048	-2 062
Dettes subordonnées	-	-
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	-36 760	-46 968
Autres intérêts et charges assimilées	-77	-126
Charges d'intérêts	-216 497	-260 010

-1 dont 2.816 milliers d'euros sur créances dépréciées -Stage 3 au 31 décembre 2025 contre 3.632 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

-2 dont 18 milliers d'euros correspondant à des bonifications reçues de l'Etat au 31 décembre 2025 contre 68 milliers d'euros au 31 décembre 2024. Les bonifications de l'Etat concernent les prêts effectués auprès de la clientèle.

Les montants d'intérêts négatifs enregistrés en produits d'intérêts pour les passifs financiers et charges d'intérêts pour les actifs financiers sont non significatifs.

4.2 Produits et charges de commissions

-en milliers d'euros	31/12/2025			31/12/2024		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	159	-12	147	205	-13	192
Sur opérations internes au Crédit Agricole	1 739	-1 409	330	12 294	-11 371	923
Sur opérations avec la clientèle	3 246	-389	2 857	3 041	-339	2 702

Sur opérations sur titres	-	-	-	-	-	-
Sur opérations de change	129	-	129	107	-	107
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	37	-	37	-	-	-
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	96 894	-7 380	89 514	91 864	-6 141	85 723
Gestion d'OPC, fiducie et activités analogues	763	-339	424	797	-350	447
Total Produits et charges de commissions	102 967	-9 529	93 438	108 308	-18 214	90 094

4.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

-en milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Dividendes reçus	1 946	2 391
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif détenus à des fins de transaction	-34	-60
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	-16	2 374
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de dette ne remplissant pas les critères SPPI	3 554	2 711
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	-	-
Gains ou pertes nets sur actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option -1	-	-
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés -hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger	243	323
Résultat de la comptabilité de couverture	164	-287
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	5 857	7 452

-1 Hors spread de crédit émetteur pour les passifs à la juste valeur par résultat sur option -sauf exception permise par la norme pour éliminer ou réduire une non-concordance en compte de résultat.

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

-en milliers d'euros	31/12/2025			31/12/2024		
	Profits	Pertes	Net	Profits	Pertes	Net
Couverture de juste valeur	11 376	-11 394	-18	12 302	-12 316	-14
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	4 603	-6 484	-1 881	6 437	-5 289	1 148
Variations de juste valeur des dérivés de couverture -y compris cessations de couverture	6 773	-4 910	1 863	5 865	-7 027	-1 162
Couverture de flux de trésorerie	-	-	-	-	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture partie inefficace	-	-	-	-	-	-
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger	-	-	-	-	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture partie inefficace	-	-	-	-	-	-
Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	257 608	-257 426	182	317 068	-317 341	-273
Variations de juste valeur des éléments couverts	125 007	-132 600	-7 593	183 032	-134 309	48 723
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	132 601	-124 826	7 775	134 036	-183 032	-48 996
Couverture de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture partie inefficace	-	-	-	-	-	-
Total Résultat de la comptabilité de couverture	268 984	-268 820	164	329 370	-329 657	-287

Le détail du résultat de la comptabilité de couverture par type de relation (Couverture de juste valeur, Couverture de flux de trésorerie, ...) est présenté dans la note 3.5 « Comptabilité de couverture ».

4.4 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

-en milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables -I	-	-
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables -dividendes	37 924	36 034
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	37 924	36 034

(1) Hors résultat de cession sur instruments de dettes dépréciés Stage 3 mentionné en note 4.10 « Coût du risque ».

4.5 Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti

Non concerné

4.6 Produits (charges) nets des autres activités

-en milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation	-	-
Produits nets des immeubles de placement	139	215
Autres produits -charges nets	-677	-1 360
Produits -charges des autres activités	-538	-1 145

4.7 Charges générales d'exploitation

-en milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Charges de personnel	-78 548	-77 753
Impôts, taxes et contributions réglementaires -I	-2 550	-2 036
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	-49 817	-43 479
Charges générales d'exploitation	-130 915	-123 268

-I Dont 5 milliers d'euros comptabilisés au titre du Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2025 contre 107 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

Honoraires des commissaires aux comptes

La répartition par cabinet et par type de mission des honoraires des Commissaires aux comptes des sociétés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest intégrées globalement est la suivante au titre de 2025 :

Collège des Commissaires aux comptes de la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest

-en milliers d'euros hors taxes	Cabinet A		Cabinet B		Total 2025
	2025	2024	2025	2024	
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	70	70	67	67	137
Emetteur	70	70	67	67	137
Filiales intégrées globalement	-	-	-	-	-
Certification des informations en matière de durabilité -CSRD	-	-	-	-	-
Emetteur	-	-	-	-	-
Filiales intégrées globalement	-	-	-	-	-
Services autres que la certification des comptes	4	20	4	4	8

Emetteur	4	20	4	4	8
Filiales intégrées globalement	-	-	-	-	-
Total	74	90	71	71	145

Le montant total des honoraires de KPMG SA, Commissaire aux comptes de la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest, figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 74 milliers d'euros, dont 70 milliers d'euros au titre de la mission de certification des comptes de la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest et ses filiales, 0 milliers d'euros au titre de la certification des informations en matière de durabilité (CSRD) de la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest et ses filiales et 4 milliers d'euros au titre de services autres que la certification des comptes et de la CSRD (lettres de confort, procédures convenues, attestations, consultations, etc.)

Le montant total des honoraires de MAZARS, Commissaire aux comptes la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest, figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 71 milliers d'euros, dont 67 milliers d'euros au titre de la mission de certification des comptes de la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest et ses filiales, 0 milliers d'euros au titre de la certification des informations en matière de durabilité (CSRD) de la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest et ses filiales et 4 milliers d'euros au titre de services autres que la certification des comptes et de la CSRD (lettres de confort, procédures convenues, attestations, revue de conformité de déclarations fiscales, consultations, etc.)

4.8 Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

-en milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Dotations aux amortissements	-5 332	-7 150
Immobilisations corporelles -1	-5 314	-7 131
Immobilisations incorporelles	-18	-19
Dotations -reprises aux dépréciations	-	-
Immobilisations corporelles	-	-
Immobilisations incorporelles	-	-
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	-5 332	-7 150

-1 Dont 509 milliers d'euros comptabilisés au titre de l'amortissement du droit d'utilisation -IFRS 16 au 31 décembre 2025 contre 537 milliers d'euros au 31 décembre 2024

4.9 Coût du risque

-en milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan sains -Stage 1 et Stage 2 -A	3 859	-1 664
Stage 1 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	7 388	7 265
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	6 651	6 187
Engagements par signature	737	1 078
Stage 2 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour la durée de vie	-3 529	-8 929
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-3 455	-10 224
Engagements par signature	-74	1 295
Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan dépréciés -Stage 3 -B	-16 013	-7 405

Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-14 611	-7 551
Engagements par signature	-1 402	146
Autres actifs -C	-	-35
Risques et charges -D	-872	-1 500
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions -E= -A+-B+-C+-D	-13 026	-10 604
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables dépréciés	-	-
Gains ou pertes réalisés sur instruments de dettes comptabilisés au coût amorti dépréciés	-	-
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	-21	-868
Récupérations sur prêts et créances	521	209
comptabilisés au coût amorti	521	209
comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-
Décotes sur crédits restructurés	-201	-181
Pertes sur engagements par signature	-	-
Autres pertes	-134	-132
Autres produits	-	-
Coût du risque	-12 861	-11 576

4.10 Gains ou pertes nets sur autres actifs

<i>-en milliers d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	-282	-41
Plus-values de cession	8	57
Moins-values de cession	-290	-98
Résultat de cession sur participations consolidées	-	-
Plus-values de cession	-	-
Moins-values de cession	-	-
Produits -charges nets sur opérations de regroupement d'entreprises	-	-
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-282	-41

4.11 Impôts

Charge d'impôt

<i>-en millions d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024
Charge d'impôt courant -I	-6 277	-7 476
Charge d'impôt différé	1 208	4 250
Total Charge d'impôt	-5 069	-3 226

-I Dont 1.342 milliers d'euros au titre de la contribution exceptionnelle au titre de la loi de Finance 2025 -ce montant prend en compte les modalités de répartition au sein du Groupe conformément à la convention de régime de groupe fiscal.

Dans le cadre de la Loi de finances 2025, il a été institué une contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises. Elle s'applique, selon des seuils différents, pour les entreprises dont le chiffre d'affaires 2024 ou 2025 dépasse 1 Md€ ou 3 Md€.

Pour les redevables dont le chiffre d'affaires est compris entre 1 et 3 Md€, le taux de la contribution exceptionnelle est fixé à 20,6 % ; pour ceux dont Celui-ci est supérieur à 3 Md€, le taux de la contribution exceptionnelle est fixé à 41,2 %. Les redevables dont le chiffre d'affaires est inférieur à 1 Md€ ne sont pas assujettis à cette contribution.

Cette contribution exceptionnelle dispose en outre d’une base de calcul spécifique assise sur la moyenne de l’impôt sur les sociétés dû (hors contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 %) au titre de l’exercice au cours duquel la contribution est due (2025) et au titre de l’exercice précédent (2024).

Par ailleurs, une convention de régime de groupe fiscal fixe les règles de répartition et des modalités de paiement de cette contribution exceptionnelle.

La contribution exceptionnelle, incluant les effets de la convention de régime de groupe fiscal, comptabilisée au 31 décembre 2025 s’élève à 1 342 milliers d’euros dont 823 milliers d’euros au titre de l’exercice 2024.

Réconciliation du taux d’impôt théorique avec le taux d’impôt constaté

Au 31 décembre 2025

-en milliers d’euros	Base	Taux d’impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d’écarts d’acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	51 991	25,83%	-13 429
Effet des différences permanentes		-18,89 %	9 822
Effet des différences de taux d’imposition des entités étrangères		0,00%	-
Effet des pertes de l’exercice, de l’utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires		7,30%	-3 795
Effet de l’imposition à taux réduit		-0,40 %	209
Changement de taux		0,00%	-
Effet des autres éléments		-4,09 %	2 124
Taux et charge effectifs d’impôt		9,75%	-5 069

Le taux d’impôt théorique est le taux d’imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2025. La contribution exceptionnelle est présentée dans sa totalité sur la ligne « Effet des autres éléments ».

Au 31 décembre 2024

-en milliers d’euros	Base	Taux d’impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d’écarts d’acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	52 501	25,83%	-13 561
Effet des différences permanentes		-27,48 %	14 426
Effet des différences de taux d’imposition des entités étrangères		0,00%	-
Effet des pertes de l’exercice, de l’utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires		12,01%	-6 304
Effet de l’imposition à taux réduit		-0,69 %	365
Changement de taux		0,00%	-
Effet des autres éléments		-3,52 %	1 848
Taux et charge effectifs d’impôt		6,14%	-3 226

Le taux d’impôt théorique est le taux d’imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2024.

4.12 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période :

-en milliers d’euros	31/12/2025	31/12/2024
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables		
Gains et pertes sur écarts de conversion	-	-

Ecart de réévaluation de la période	-	-
Transferts en résultat	-	-
Autres variations	-	-
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-
Ecart de réévaluation de la période	-	-
Transferts en résultat	-	-
Autres variations	-	-
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	-	-
Ecart de réévaluation de la période	-	-
Transferts en résultat	-	-
Autres variations	-	-
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres recyclables	-	-
Produits financiers ou charges financières de réassurance ventilés en capitaux propres	-	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	-	-
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables		
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	786	-1 108
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre	-	-
Ecart de réévaluation de la période	-	-
Transferts en réserves	-	-
Autres variations	-	-
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	151 621	88 588
Ecart de réévaluation de la période	151 621	88 588
Transferts en réserves	-	-
Autres variations	-	-
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres non recyclables	-	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	-4 858	-2 431
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	147 549	85 049
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	147 549	85 049
Dont part du Groupe	147 549	85 049
Dont participations ne donnant pas le contrôle	-	-

5 Informations sectorielles

Définition des secteurs opérationnels

La Caisse Régionale de Crédit Agricole de Centre Ouest opère essentiellement dans le secteur banque de détail en France.

Ceci implique que les ventilations par secteur d'activité ne sont pas applicables.

6 Notes relatives au bilan

6.1 Caisse, banques centrales

	31/12/2025	31/12/2024
--	------------	------------

<i>-en milliers d'euros</i>	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	30 877	-	35 752	-
Banques centrales	4 625	-	6 565	-
Valeur au bilan	35 502	-	42 317	-

6.2 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

<i>-en milliers d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	5 913	5 120
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	192 504	168 876
Instruments de capitaux propres	22 784	22 147
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI -1	169 720	146 729
Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	-	-
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
Valeur au bilan	198 417	173 996
Dont Titres prêtés	-	-

-1 Dont 167.396 milliers d'euros d'OPC au 31 décembre 2025 contre 144.559 milliers d'euros au 31 décembre 2024

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

<i>-en milliers d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	5 931	5 139
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
Valeur au bilan	5 931	5 139

Une information détaillée sur les instruments dérivés de transaction est fournie dans la note 3.3 relative au risque de marché, notamment sur taux d'intérêt.

6.3 Instruments dérivés de couverture

L'information détaillée est fournie à la note 3.5 « Comptabilité de couverture ».

6.4 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

<i>-en milliers d'euros</i>	31/12/2025			31/12/2024		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	39 000	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	1 143 171	486 305	-2 536	975 680	336 122	-3 975
Total	1 182 171	486 305	-2 536	975 680	336 122	-3 975

Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables

<i>-en milliers d'euros</i>	31/12/2025			31/12/2024		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	39 000	-	-	-	-	-

Total des titres de dettes	39 000	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
Total des prêts et créances	-	-	-	-	-	-
Total Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	39 000	-	-	-	-	-
Impôts sur les bénéfices		-	-		-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables -nets d'impôts		-	-		-	-

Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables

Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres non recyclables

<i>-en milliers d'euros</i>	31/12/2025			31/12/2024		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Actions et autres titres à revenu variable	4 865	-	-	4 669	-	-
Titres de participation non consolidés	1 138 306	486 305	-2 536	971 011	336 122	-3 975
Total Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	1 143 171	486 305	-2 536	975 680	336 122	-3 975
Impôts sur les bénéfices		-14 533	-		-9 877	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables -nets d'impôt		471 772	-2 536		326 245	-3 975

6.5 Actifs financiers au coût amorti

<i>-en milliers d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024
Prêts et créances sur les établissements de crédit	982 080	1 142 175
Prêts et créances sur la clientèle	7 610 154	7 569 203
Titres de dettes	389 873	385 002
Valeur au bilan	8 982 107	9 096 380

Prêts et créances sur les établissements de crédit

<i>-en milliers d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024
Etablissements de crédit		
Comptes et prêts	13 193	21 054
dont comptes ordinaires débiteurs non douteux	7 075	14 114
dont comptes et prêts au jour le jour non douteux	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-
Prêts subordonnés	-	-
Autres prêts et créances	-	-

Valeur brute	13 193	21 054
Dépréciations	-	-
Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit	13 193	21 054
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires	273 921	178 558
Titres reçus en pension livrée	-	-
Comptes et avances à terme	694 966	942 563
Prêts subordonnés	-	-
Total Prêts et créances internes au Crédit Agricole	968 887	1 121 121
Valeur au bilan	982 080	1 142 175

Prêts et créances sur la clientèle

-en milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Opérations avec la clientèle		
Créances commerciales	6 370	6 553
Autres concours à la clientèle	7 707 057	7 674 897
Valeurs reçues en pension	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-
Prêts subordonnés	198	198
Créances nées d'opérations d'assurance directe	-	-
Créances nées d'opérations de réassurance	-	-
Avances en comptes courants d'associés	16 344	8 817
Comptes ordinaires débiteurs	33 867	27 616
Valeur brute	7 763 836	7 718 081
Dépréciations	-153 682	-148 878
Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle	7 610 154	7 569 203
Opérations de location financement		
Location financement immobilier	-	-
Location financement mobilier, location simple et opérations assimilées	-	-
Valeur brute	-	-
Dépréciations	-	-
Valeur nette des opérations de location financement	-	-
Valeur au bilan	7 610 154	7 569 203

Titres de dettes

-en milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Effets publics et valeurs assimilées	30 613	15 672
Obligations et autres titres à revenu fixe	359 526	369 618
Total	390 139	385 290
Dépréciations	-266	-288
Valeur au bilan	389 873	385 002

6.6 Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue

Actifs transférés non décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2025

Nature des actifs transférés	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité										
	Actifs transférés					Passifs associés					Actifs et passifs associés
	Valeur comptable	dont titrisations -non déconsolidantes	dont pensions livrées	dont autres	Juste valeur - 1	Valeur comptable	dont titrisations -non déconsolidantes	dont pensions livrées	dont autres	Juste valeur	Juste valeur nette
-en milliers d'euros											
Actifs financiers détenus à des fins de Instruments de	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres actifs financiers à la juste Instruments de	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par Instruments de	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au Titres de dettes	22 657	22 657	-	-	22 369	20 611	20 611	-	-	20 611	1 758
Prêts et créances	22 657	22 657	-	-	22 369	20 611	20 611	-	-	20 611	1 758
Total Actifs Opérations de	22 657	22 657	-	-	22 369	20 611	20 611	-	-	20 611	1 758
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL ACTIFS	22 657	22 657	-	-	22 369	20 611	20 611	-	-	20 611	1 758

Nature des actifs transférés	Actifs transférés comptabilisés à hauteur de l'implication continue de l'entité		
	Valeur comptable totale des actifs initiaux avant leur transfert	Valeur comptable de l'actif encore comptabilisée -implication continue	Valeur comptable des passifs associés
-en milliers d'euros			
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-
Total Actifs financiers	-	-	-
Opérations de location financement	-	-	-
TOTAL ACTIFS TRANSFÉRÉS	-	-	-

Actifs transférés non décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2024

Nature des actifs transférés	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité		
	Actifs transférés	Passifs associés	Actifs et passifs associés

<i>-en milliers d'euros</i>	Valeur comptable	dont titrisations -non déconsolidantes	dont pensions livrées	dont autres	Juste valeur -1	Valeur comptable	dont titrisations -non déconsolidantes	dont pensions livrées	dont autres	Juste valeur	Juste valeur nette
Actifs financiers détenus à des fins de Instruments de	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres actifs financiers à la juste Instruments de	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par Instruments de	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au Titres de dettes	30 449	30 449	-	-	29 962	27 533	27 533	-	-	27 533	2 429
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Actifs	30 449	30 449	-	-	29 962	27 533	27 533	-	-	27 533	2 429
Opérations de	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL ACTIFS	30 449	30 449	-	-	29 962	27 533	27 533	-	-	27 533	2 429

Nature des actifs transférés <i>-en milliers d'euros</i>	Actifs transférés comptabilisés à hauteur de l'implication continue de l'entité		
	Valeur comptable totale des actifs initiaux avant leur transfert	Valeur comptable de l'actif encore comptabilisée - implication continue	Valeur comptable des passifs associés
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-
Total Actifs financiers	-	-	-
Opérations de location financement	-	-	-
TOTAL ACTIFS TRANSFÉRÉS	-	-	-

Titrisations

Les titrisations consolidées avec investisseurs externes constituent un transfert d'actifs au sens d'IFRS 7. En effet, la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest a une obligation contractuelle indirecte de remettre aux investisseurs externes les flux de trésorerie des actifs cédés au fonds de titrisation (bien que ces actifs figurent au bilan de la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest via la consolidation du fonds). Les créances cédées au fonds de titrisation servent de garantie aux investisseurs.

Les titrisations consolidées intégralement auto souscrites ne constituent pas un transfert d'actif au sens de la norme IFRS 7.

Engagements encourus relatifs aux actifs transférés décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2025

Au titre de l'exercice, la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest n'a constaté aucun engagement encouru relatif aux actifs transférés décomptabilisés intégralement.

6.7 Passifs financiers au coût amorti

<i>-en milliers d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024
Dettes envers les établissements de crédit	5 161 598	5 204 313
Dettes envers la clientèle	3 286 313	3 304 165
Dettes représentées par un titre	40 862	47 955
Valeur au bilan	8 488 773	8 556 433

Dettes envers les établissements de crédit

<i>-en milliers d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024
Etablissements de crédit		
Comptes et emprunts	75 360	3 963
<i>dont comptes ordinaires créditeurs</i>	74 956	3 868
<i>dont comptes et emprunts au jour le jour</i>	-	-
Valeurs données en pension	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-
Total	75 360	3 963
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires créditeurs	1 019	1 019
Titres donnés en pension livrée	-	-
Comptes et avances à terme	5 085 219	5 199 331
Total	5 086 238	5 200 350
Valeur au bilan	5 161 598	5 204 313

Dettes envers la clientèle

<i>-en milliers d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024
Comptes ordinaires créditeurs	2 317 716	2 210 758
Comptes d'épargne à régime spécial	24 929	26 161
Autres dettes envers la clientèle	943 668	1 067 246
Titres donnés en pension livrée	-	-
Valeur au bilan	3 286 313	3 304 165

Dettes représentées par un titre

<i>-en milliers d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024
Bons de caisse	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-
Titres de créances négociables	20 251	20 423
Emprunts obligataires	20 611	27 532
Autres dettes représentées par un titre	-	-
Valeur au bilan	40 862	47 955

6.8 Informations sur la compensation des actifs et des passifs financiers***Compensation – Actifs financiers***

Nature des instruments financiers <i>-en milliers d'euros</i>	31/12/2025					
	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des passifs financiers relevant de convention cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés	118 243	-	118 243	19 614	92 756	5 873
Prises en pension de titres	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
Total des actifs financiers soumis à compensation	118 243	-	118 243	19 614	92 756	5 873

Nature des instruments financiers <i>-en milliers d'euros</i>	31/12/2024					
	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des passifs financiers relevant de convention cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés	123 536	-	123 536	27 619	91 029	4 888
Prises en pension de titre	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
Total des actifs financiers soumis à compensation	123 536	-	123 536	27 619	91 029	4 888

Compensation – Passifs financiers

Nature des instruments financiers <i>-en milliers d'euros</i>	31/12/2025					
	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des actifs financiers relevant de convention cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés	25 484	-	25 484	19 614	-	5 870
Mises en pension de titres	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
Total des passifs financiers soumis à compensation	25 484	-	25 484	19 614	-	5 870

Nature des instruments financiers	31/12/2024					
	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention cadre de compensation et autres accords similaires					

<i>-en milliers d'euros</i>	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des actifs financiers relevant de convention de compensation	Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivé	32 514	-	32 514	27 619	-	4 895
Mises en pension de titres	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
Total des passifs financiers soumis à compensation	32 514	-	32 514	27 619	-	4 895

6.9 Actifs et passifs d'impôts courants et différés

<i>-en milliers d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024
Impôts courants	5 556	237
Impôts différés	21 805	25 516
Total Actifs d'impôts courants et différés	27 361	25 753
Impôts courants	99	4 482
Impôts différés	2	2
Total Passifs d'impôts courants et différés	101	4 484

Le net des actifs et passifs d'impôts différés se décompose comme suit :

<i>-en milliers d'euros</i>	31/12/2025		31/12/2024	
	Impôts différés Actif	Impôts Passif différés	Impôts différés Actif	Impôts Passif différés
Décalages temporaires comptables fiscaux	36 249	-	35 021	-
Charges à payer non déductibles	2 860	-	3 403	-
Provisions pour risques et charges non déductibles	28 094	-	27 758	-
Autres différences temporaires	5 294	-	3 859	-
Impôts différés sur réserves latentes	-13 970	-	-9 051	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-48 079	-33 548	-46 978	-37 099
Couverture de flux de trésorerie	33 547	33 547	37 100	37 100
Gains et pertes sur écarts actuariels	562	-	827	-
Gains et pertes sur variation du risque de crédit propre	-	-	-	-
Impôts différés sur résultat	-474	2	-454	2
Total Impôts différés	21 805	2	25 516	2

Les impôts différés sont nettés au bilan par entité fiscale.

6.10 Comptes de régularisation actif, passif et divers

Comptes de régularisation et actifs divers

<i>-en milliers d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024
Autres actifs	85 312	66 020
Comptes de stocks et emplois divers	246	246
Gestion collective des titres Livret de développement durable et solidaire	-	-

Débiteurs divers - 1	85 062	65 765
Comptes de règlements	4	9
Capital souscrit non versé	-	-
Comptes de régularisation	58 174	46 125
Comptes d'encaissement et de transfert	18 976	10 768
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	-	3
Produits à recevoir	38 078	34 584
Charges constatées d'avance	509	379
Autres comptes de régularisation	611	391
Valeur au bilan	143 486	112 145

-1 Dont 1.991 milliers d'euros au titre du dépôt de garantie constitué au bénéfice du Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2025 contre 1.991 milliers d'euros au 31 décembre 2024
-Cf. note 6.15.

Comptes de régularisation et passifs divers

-en milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Autres passifs - 1	194 522	181 125
Comptes de règlements	-	-
Créditeurs divers	171 551	171 081
Versements restant à effectuer sur titres	12 335	8 524
Dettes locatives	10 636	1 520
Autres	-	-
Comptes de régularisation	97 537	97 156
Comptes d'encaissement et de transfert - 2	11 333	21 162
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	4	-
Produits constatés d'avance	49 591	40 980
Charges à payer	35 012	33 887
Autres comptes de régularisation	1 597	1 127
Valeur au bilan	292 059	278 281

-1 Les montants indiqués incluent les dettes rattachées.

-2 Les montants sont indiqués en net.

6.11 Immeubles de placement

Les immeubles de placement évalués au coût dans les états financiers du Groupe sont les immeubles, y compris donnés en location simple, qui ne constituent pas des éléments sous-jacents à des contrats d'assurance.

-en milliers d'euros	31/12/2024	Variations périmètre	de	Augmentations acquisitions	-	Diminutions cessions	-	Ecart conversion	de	Autres mouvements	31/12/2025
Valeur brute	6 540	-		1 224	-5	-	-			38	7 797
Amortissements et dépréciations	-2 709	-		-177	-	-	-			-17	-2 903
Valeur au bilan -1	3 831	-		1 047	-5	-	-			21	4 894

-1 Y compris immeubles de placement donnés en location simple

-en milliers d'euros	31/12/2023	Variations périmètre	de	Augmentations acquisitions	-	Diminutions cessions	-	Ecart conversion	de	Autres mouvements	31/12/2024
Valeur brute	5 973	-		585	-18	-	-			-	6 540
Amortissements et dépréciations	-2 283	-		-195	-	-	-			-231	-2 709
Valeur au bilan -1	3 690	-		390	-18	-	-			-231	3 831

-1 Y compris immeubles de placement donnés en location simple

Juste valeur des immeubles de placement

La valeur de marché des immeubles de placement comptabilisés au coût, s’élève à 7.195 milliers d’euros au 31 décembre 2025 contre 6.540 milliers d’euros au 31 décembre 2024.

-en milliers d'euros		31/12/2025	31/12/2024
Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques	Niveau 1	-	-
Valorisation fondée sur des données observables	Niveau 2	7 195	6 540
Valorisation fondée sur des données non observables	Niveau 3	-	-
Valeur de marché des immeubles de placement		7 195	6 540

6.12 Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d’acquisition)

Les immobilisations corporelles d’exploitation incluent les droits d’utilisation des immobilisations prises en location en tant que preneur.

Les amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles d’exploitation sont présentés y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

-en milliers d'euros	31/12/2024	Variations de périmètre	Augmentations acquisitions	Diminutions cessions	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2025
Immobilisations corporelles d'exploitation							
Valeur brute	165 509	-	50 085	-49 808	-	-38	165 748
Amortissements et dépréciations	-66 217	-	-5 314	3 015	-	17	-68 499
Valeur au bilan	99 292	-	44 771	-46 793	-	-21	97 249
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	549	-	142	-	-	-	691
Amortissements et dépréciations	-524	-	-18	-	-	-	-543
Valeur au bilan	25	-	124	-	-	-	148

-en milliers d'euros	31/12/2023	Variations de périmètre	Augmentations acquisitions	Diminutions cessions	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
Immobilisations corporelles d'exploitation							
Valeur brute	157 430	-	60 662	-50 469	-	-2 114	165 509
Amortissements et dépréciations	-65 700	-	-7 130	6 382	-	231	-66 217
Valeur au bilan	91 730	-	53 532	-44 087	-	-1 883	99 292
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	592	-	-	-43	-	-	549
Amortissements et dépréciations	-558	-	-19	53	-	-	-524
Valeur au bilan	34	-	-19	10	-	-	25

6.13 Ecarts d’acquisition

Au 31 décembre 2025, la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest n'a pas de participations pour lesquelles un écart d'acquisition est constaté dans son bilan, ni pour lesquels il existe des pertes de valeur.

6.14 Provisions

-en milliers d'euros	31/12/2024	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2025
Risques sur les produits épargne logement	2 025	-	-	-	-110	-	-	1 915

Risques d'exécution des engagements par signature	8 225	-	25 920	-	-25 181	-	-	8 965
Risques opérationnels	2 287	-	584	-304	-770	-	-	1 797
Engagements sociaux -retraites et assimilés -1	3 894	-	1 504	-1 438	-	-	-940	3 020
Litiges divers	433	-	3 078	-61	-145	-	-	3 305
Participations	1 398	-	1 175	-1 425	-69	-2	-	1 078
Restructurations	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres risques	2 087	-	423	-723	-60	-	-	1 726
TOTAL	20 349	-	32 684	-3 951	-26 335	-2	-940	21 806

-1 Dont 2.345 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 559 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

-en milliers d'euros	31/12/2023	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
Risques sur les produits épargne logement	2 566	-	-	-	-541	-	-	2 025
Risques d'exécution des engagements par signature	10 743	-	24 534	-	-27 053	-	-	8 225
Risques opérationnels	2 089	-	585	-177	-210	-	-	2 287
Engagements sociaux -retraites et assimilés -1	2 621	-	822	-685	-	-	1 136	3 894
Litiges divers	336	47	50	-	-	-	-	433
Participations	745	-	2 633	-437	-1 544	-	-	1 398
Restructurations	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres risques	4 584	-	740	-735	-2 502	-	-	2 087
TOTAL	23 684	47	29 364	-2 034	-31 850	-	1 136	20 349

-1 Dont 3.276 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 586 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

➤ **Provision épargne logement :**

Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne logement sur la phase d'épargne

-en milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Plans d'épargne logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	92 235	93 037
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	41 003	74 225
Ancienneté de plus de 10 ans	747 810	748 462
Total plans d'épargne logement	881 048	915 725
Total comptes épargne logement	145 245	143 599
Total encours collectés au titre des contrats épargne logement	1 026 293	1 059 324

Les encours de collecte, hors prime de l'Etat, sont des encours sur base d'inventaire à fin novembre 2025 pour les données au 31 décembre 2025 et à fin novembre 2024 pour les données au 31 décembre 2024.

Encours de crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne logement

-en milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Plans d'épargne logement	6 314	5 678
Comptes épargne logement	2 025	1 613
Total encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats épargne logement	8 339	7 291

Provision au titre des comptes et plans d'épargne logement

<i>-en milliers d'euros</i>	31/12/2025	31/12/2024
Plans d'épargne logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	135	200
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	95	112
Ancienneté de plus de 10 ans	1 564	931
Total plans d'épargne logement	1 794	1 243
Total comptes épargne logement	121	55
Total Provision au titre des contrats épargne logement	1 915	1 298

La provision Epargne Logement comprend 3 composantes :

La composante épargne est liée à l'option vendue au détenteur d'un PEL de pouvoir proroger son placement à des conditions de taux préfixées.

La composante engagement est liée aux crédits PEL et CEL qui pourront être réalisés dans le futur à des conditions de taux préfixées.

La composante crédit est liée aux crédits PEL et CEL déjà réalisés à des conditions de taux qui, à l'époque de leur réalisation, ont pu être en décalage avec les taux de marché.

L'organisation financière du groupe Crédit Agricole concernant les comptes d'épargne à régime spécial est décrite dans le paragraphe « Relations internes au Crédit Agricole mécanismes financiers internes » de la partie « Cadre général ».

➤ **Engagements de paiement irrévocables versés au Fonds de Résolution Unique**

Le cadre réglementaire européen destiné à préserver la stabilité financière a été complété par la directive 2014/59/UE du 15 mai 2014 (directive relative au redressement des banques et à la résolution de leurs défaillances) établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement. Le dispositif de financement du mécanisme de résolution est institué par le règlement européen UE n° 806/2014 du 15 juillet 2014 pour les établissements assujettis.

Le dépôt de garantie correspond aux garanties pour les établissements ayant eu recours aux engagements de paiement irrévocables visés à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 prévoyant que ces engagements ne dépassent pas 30 % du montant total des contributions perçues conformément à ce même article).

Conformément au règlement d'Exécution UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, lorsqu'une mesure de résolution fait intervenir le Fonds de Résolution Unique (FRU) en application de l'article 76 du règlement (UE) n° 806/2014, le CRU (Conseil de Résolution Unique) appelle tout ou partie des engagements de paiement irrévocables, effectués conformément au règlement (UE) n° 806/2014, afin de maintenir les moyens financiers disponibles du Fonds fixés par le CRU dans la limite du plafond fixé à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 susmentionné.

Les garanties dont sont assortis ces engagements seront restituées conformément à l'article 3 du règlement UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, une fois que le Fonds reçoit dûment la contribution liée aux engagements de paiement irrévocables qui ont été appelés.

Ce dépôt de garantie classé en débiteur divers, à l'actif de l'établissement, sans changement par rapport aux exercices précédents, est rémunéré conformément à l'accord concernant l'engagement de paiement irrévocable et le dispositif de garantie contracté entre le Groupe et le Conseil de Résolution Unique. Celui-ci s'élève à 1.991 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 1.991 milliers d'euros au 31 décembre 2024 (Cf. note 6.10).

Le Groupe ne s'attend pas à ce qu'une mesure de résolution nécessitant un appel à contribution pour le Groupe, dans le cadre du dispositif susmentionné, intervienne en zone euro ; ni à une perte ou un retrait de son agrément bancaire.

6.15 Dettes subordonnées

Non concerné

6.16 Capitaux propres

Composition du capital au 31 décembre 2025

La Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest est une société coopérative à capital variable, soumise notamment aux articles L. 51220 et suivants du Code monétaire et financier relatifs au Crédit agricole, aux articles L. 2311 et suivants du Code de commerce relatifs aux sociétés à capital variable, et aux dispositions de la loi n° 471775 du 10 septembre 1947 modifié portant statut de la coopération.

Son capital est composé de parts sociales cessibles nominatives souscrites par les sociétaires, de Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI) et de Certificats Coopératifs d'Associés (CCA).

Conformément aux dispositions de l'IFRIC 2, la qualité de capital est reconnue aux parts sociales des coopératives dans la mesure où la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest dispose d'un droit inconditionnel de refuser le remboursement des parts.

La cession des parts sociales étant soumise à l'agrément du Conseil d'administration de la Caisse régionale, cette dernière caractéristique confirme par conséquent leur qualité de capital social au regard des normes IFRS.

Les CCI et/ou CCA sont des valeurs mobilières sans droit de vote émises pour la durée de la société et représentatives de droits pécuniaires attachés à une part de capital. Leur émission est régie par les titres II *quater* et *quinquies* de la loi du 10 septembre 1947.

A la différence des parts sociales, ils confèrent à leurs détenteurs un droit sur l'actif net de la société dans la proportion du capital qu'ils représentent.

Les CCI sont émis au profit de titulaires n'ayant pas à justifier de la qualité de sociétaire, et sont librement négociables.

Les CCA ne peuvent en revanche être souscrits et détenus que par les sociétaires de la Caisse régionale et des Caisses locales qui lui sont affiliées.

Répartition du capital de la Caisse régionale	Nombre de titres 31/12/2024	Nombre de titres émis	Nombre de titres remboursés	Nombre de titres 31/12/2025	% du capital	% des droits de vote
Certificats Coopératifs d'investissements -CCI	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Dont part du Public	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Dont part Sacam Mutualisation	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Dont part auto détenue	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Certificats Coopératifs d'associés -CCA	14 450 282	-	-	14 450 282	25,00%	0,00%
Dont part du Public	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Dont part Crédit Agricole S.A.	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Dont part Sacam Mutualisation	14 450 282	-	-	14 450 282	25,00%	0,00%
Parts sociales	43 350 998	-	-	43 350 998	75,00%	0,00%
Dont 51 Caisses Locales	43 348 565	-	-	43 348 565	75,00%	0,00%
Dont 16 administrateurs de la Caisse régionale	2 432	-	-	2 432	0,00%	0,00%
Dont Crédit Agricole S.A.	-	-	-	-	0,00%	0,00%

Dont Sacam Mutualisation	1	-	-	1	0,00%	0,00%
Dont Autres	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Total	57 801 280	-	-	57 801 280	100,00%	0,00%

La valeur nominale des titres est de 1 euros et le montant total du capital est de 57.801 milliers d'euros.

Rémunération par titre de capital

Conformément à la norme IAS 33, une entité doit calculer le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de l'entité mère. Celui-ci doit être calculé en divisant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation.

Ainsi qu'il est évoqué au paragraphe précédent, les capitaux propres de la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest sont composés de parts sociales, de CCI (le cas échéant) et de CCA.

Conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi n° 471775 du 10 septembre 1947 modifié relative au statut de la coopération, la rémunération des parts sociales est au plus égale à la moyenne, sur les trois années civiles précédant la date de l'assemblée générale, du taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées, majorée de deux points, publié par le ministre chargé de l'économie.

La rémunération des CCI et CCA est quant à elle fixée annuellement par l'Assemblée générale des sociétaires et doit être au moins égale à celle des parts sociales.

Par conséquent, du fait des particularités liées au statut des sociétés coopératives à capital variable portant tant sur la composition des capitaux propres qu'aux caractéristiques de leur rémunération, les dispositions de la norme IAS 33 relative à la communication du résultat par action ne sont pas applicables.

Au titre de l'exercice 2025, le Conseil d'administration de la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest a décidé de proposer à l'Assemblée générale du 26/03/2026 le paiement d'un dividende par part sociale de 0,204 euros, sous réserve de l'approbation par l'Assemblée générale.

Année de rattachement	Par CCI	Par CCA	Par part sociale
	Montant Net	Montant Net	Montant Net
2022	-	0,145	2,00%
2023	-	0,172	3,10%
2024	-	0,185	3,00%
Prévu 2025		0,204	2,50%

Dividendes payés au cours de l'exercice

Les montants relatifs aux dividendes figurent dans le tableau de variation des capitaux propres. Ils s'élèvent à 4.957 milliers d'euros en 2025 contre 4.919 milliers d'euros en 2024.

Affectation du résultat et fixation du dividende 2025

L'affectation du résultat la fixation et la mise en paiement du dividende 2025 sont proposées dans le projet de résolutions présentées par le Conseil d'administration à l'Assemblée générale de la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest du 26/03/2026. Le texte de la résolution est le suivant :

L'Assemblée générale ordinaire constate que le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2025 se solde par un bénéfice de 39 292 680,37 euros. Elle décide, sur proposition du Conseil d'administration, de l'affecter ainsi qu'il suit :

1 083 774,95 euros pour l'intérêt à payer aux porteurs de parts sociales, ce qui correspond à un taux de 2.50 %. Cet intérêt sera payable à partir de ce jour.

2 946 951,03 euros représentant le dividende à verser aux porteurs de Certificats Coopératifs d'Associés pour l'exercice 2025, soit un dividende d'environ 0,204 euro net par titre. Ce dividende sera payable à partir de ce jour.

Le solde de 35 261 954,39 euros sera affecté pour les $\frac{3}{4}$ à la réserve légale, soit 26 446 465,79 euros et pour $\frac{1}{4}$ aux réserves facultatives, soit 8 815 488,60 euros

6.17 Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle

La ventilation des soldes au bilan des actifs et passifs financiers est réalisée par date d'échéance contractuelle.

L'échéance des instruments dérivés de transaction et de couverture correspond à leur date de maturité contractuelle.

Les instruments de capitaux propres sont par nature sans échéance contractuelle ; ils sont positionnés en « Indéterminée ».

-en milliers d'euros	31/12/2025					
	≤ 3 mois	> 3 mois à < 1 an	> 1 an à < 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	35 502	-	-	-	-	35 502
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	132	373	-	5 599	192 313	198 417
Instruments dérivés de couverture	-	2 554	53 170	56 612	-	112 336
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	39 000	-	-	-	1 143 171	1 182 171
Actifs financiers au coût amorti	735 595	753 352	3 185 746	4 292 955	14 459	8 982 107
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-94 862	-	-	-	-	-94 862
Total Actifs financiers par échéance	715 367	756 279	3 238 916	4 355 166	1 349 943	10 415 671
Banques centrales	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	128	360	-	5 443	-	5 931
Instruments dérivés de couverture	-	202	4 236	15 142	-	19 580
Passifs financiers au coût amorti	3 251 161	1 324 339	2 912 940	1 000 294	39	8 488 773
Dettes subordonnées	-	-	-	820	-820	-
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-3 421	-	-	-	-	-3 421
Total Passifs financiers par échéance -1	3 247 868	1 324 901	2 917 176	1 021 699	-781	8 510 863

-en milliers d'euros	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à < 1 an	> 1 an à < 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	42 317	-	-	-	-	42 317
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	31	183	71	5 028	168 683	173 996
Instruments dérivés de couverture	588	3 611	51 550	62 673	-	118 422
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	975 680	975 680
Actifs financiers au coût amorti	623 401	745 819	3 464 804	4 253 678	8 678	9 096 380
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-84 535	-	-	-	-	-84 535
Total Actifs financiers par échéance	581 802	749 613	3 516 425	4 321 379	1 153 041	10 322 260
Banques centrales	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	30	177	71	4 861	-	5 139
Instruments dérivés de couverture	6	12	6 576	20 799	-	27 393

Passifs financiers au coût amorti	2 916 699	1 365 612	3 263 088	1 011 034	-	8 556 433
Dettes subordonnées	-	-	-	468	-468	-
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-2 172					-2 172
Total Passifs financiers par échéance - I	2 914 563	1 365 801	3 269 735	1 037 162	-468	8 586 793

(1) Dont 24.555 milliers d’euros de dettes rattachées en 2025 contre 32.004 milliers d’euros en 2024

7 Avantages au personnel et autres rémunérations

7.1 Détail des charges de personnel

-en milliers d’euros	31/12/2025	31/12/2024
Salaires et traitements - I	-39 135	-40 587
Cotisation au titre des retraites - régimes à cotisations définies	-5 209	-5 217
Charge au titre des retraites - régimes à prestations définies	-2 260	-1 748
Autres charges sociales	-16 511	-15 811
Intéressement et participation	-8 005	-7 079
Impôts et taxes sur rémunération	-7 428	-7 311
Total Charges de personnel	-78 548	-77 753

- I Dont indemnités liées à la retraite pour 333 milliers d’euros au 31 décembre 2025 contre 258 milliers d’euros au 31 décembre 2024.

Dont médailles du travail pour 28 milliers d’euros au 31 décembre 2025 contre 60 milliers d’euros au 31 décembre 2024

7.2 Effectif moyen de la période

Effectif moyen	31/12/2025	31/12/2024
France	914	930
Étranger	-	-
Total	914	930

7.3 Avantages postérieurs à l’emploi, régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés "employeurs". Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n’ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n’ont pas suffisamment d’actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l’exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, les sociétés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest n'ont pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer.

7.4 Avantages postérieurs à l’emploi, régimes à prestations définies

Variation dette actuarielle

en milliers d’euros	31/12/2025			31/12/2024
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones

Dette actuarielle au 31/12/N1	22 023	-	22 023	20 300
Ecart de change	-	-	-	-
Coût des services rendus sur l'exercice	1 804	-	1 804	1 620
Coût financier	734	-	734	644
Cotisations employés	-	-	-	-
Modifications, réductions et liquidations de régime	-	-	-	-
Variations de périmètre	-80	-	-80	30
Prestations versées -obligatoire	-1 442	-	-1 442	-1 756
Taxes, charges administratives et primes	-	-	-	-
-Gains/pertes actuariels liés aux hypothèses démographiques -1	-444	-	-444	1 502
-Gains/pertes actuariels liés aux hypothèses financières -1	-421	-	-421	-317
Dette actuarielle à la clôture	22 174	-	22 174	22 023

-1 Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience.

Détail de la charge comptabilisée au résultat

	31/12/2025			31/12/2024
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
-en milliers d'euros				
Coût des services	1 804	-	1 804	1 620
Charge/produit d'intérêt net	155	-	155	-108
Impact en compte de résultat à la clôture	1 959	-	1 959	1 512

Détail des gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables

	31/12/2025			31/12/2024
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
-en milliers d'euros				
Réévaluation -du passif de l'actif net				
Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables à l'ouverture	-6 845	-	-6 845	-5 739
Ecart de change	-	-	-	-
Gains/-pertes actuariels sur l'actif	-79	-	-79	77
Gains/-pertes actuariels liés aux hypothèses démographiques -1	444	-	444	-1 502
Gains/-pertes actuariels liés aux hypothèses financières -1	421	-	421	317
Ajustement de la limitation d'actifs	-	-	-	-
Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables à la clôture	-6 059	-	-6 059	-6 847

-1 Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience.

Variation de juste valeur des actifs

	31/12/2025			31/12/2024
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
-en milliers d'euros				

Juste valeur des actifs à l'ouverture	18 747	-	18 747	18 474
Ecart de change	-	-	-	-
Intérêt sur l'actif -produit	579	-	579	554
Gains/-pertes actuariels	-79	-	-79	77
Cotisations payées par l'employeur	2 104	-	2 104	1 368
Cotisations payées par les employés	-	-	-	-
Modifications, réductions et liquidations de régime	-	-	-	-
Variations de périmètre	-80	-	-80	30
Taxes, charges administratives et primes	-	-	-	-
Prestations payées par le fonds	-1 442	-	-1 442	-1 756
Juste valeur des actifs à la clôture	19 829	-	19 829	18 747

Position nette

-en milliers d'euros	31/12/2025			31/12/2024
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Dettes actuarielles à la clôture	22 174	-	22 174	22 023
Impact de la limitation d'actifs	-	-	-	-
Juste valeur des actifs fin de période	-19 829	-	-19 829	-18 747
Position nette -passif / actif à la clôture	-2 345	-	-2 345	-3 276

Régimes à prestations définies : principales hypothèses actuarielles

-en milliers d'euros	31/12/2025		31/12/2024	
	Zone euro	Hors zone euro	Zone euro	Hors zone euro
Taux d'actualisation -1	3,79%	0,00%	3,38%	0,00%
Taux de rendement effectifs des actifs du régime et des droits à remboursement	2,90%	0,00%	3,00%	0,00%
Taux attendus d'augmentation des salaires	2,67%	0,00%	2,67%	0,00%
Taux d'évolution des coûts médicaux	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Autres -à détailler	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%

-1 Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de rotation du personnel. Le sous-jacent utilisé est le taux d'actualisation par référence à l'indice iBoxx AA.

Information sur les actifs des régimes Allocations d'actifs (1)

-en milliers d'euros	Zone euro			Hors zone euro			Toutes zones		
	En %	En montant	dont coté	En %	En montant	dont coté	En %	En montant	dont coté
Actions	20,94%	4 152	-	0,00%	-	-	20,94%	4 152	-
Obligations	70,31%	13 942	-	0,00%	-	-	70,31%	13 942	-
Immobilier	8,75%	1 735	-	0,00%	-	-	8,75%	1 735	-
Autres actifs	0,00%	-	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-

-1 Dont juste valeur des droits à remboursement.

Au 31 décembre 2025, les taux de sensibilité démontrent que :

	Sensibilité des engagements aux variations du taux de base				
	Indemnités fin de carrière des salariés	Indemnités fin de carrière des cadres dirigeants	Contrats de retraite supplémentaire des cadres dirigeants	Contrats de retraite supplémentaire du Président	Contrats de retraite supplémentaire nouveau régime L.137112
Taux de base +0,5%	6,02%	1,95%	0,78%	0,50%	2,84%
Taux de base 0,5%	6,65%	2,03%	0,81%	0,50%	3,01%

7.5 Autres avantages sociaux

Les provisions constituées par la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest au titre de ces autres engagements sociaux s’élèvent à 559 milliers d’euros à la fin de l’exercice 2025 .

7.6 Paiements à base d’actions

Non concerné

7.7 Rémunérations de dirigeants

Le montant global des rémunérations allouées en 2025 aux membres des organes de direction et de surveillance s’élèvent à 2.396 milliers d’euros. Quant aux rémunérations versées pendant l'exercice 2025 aux membres des organes d'administration, elles s'élèvent à 215 milliers d’euros.

8 Contrats de location

8.1 Contrats de location dont le Groupe est preneur

Le poste « Immobilisations corporelles d’exploitation » au bilan est composé d’actifs détenus en propre et d’actifs loués qui ne remplissent pas la définition d’immeubles de placement.

-en milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Immobilisations corporelles détenues en propre	85 242	96 100
Droits d'utilisation des contrats de location	12 007	3 192
Total Immobilisations corporelles d'exploitation	97 249	99 292

La Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest est également preneur dans des contrats de location de matériel informatique (photocopieurs, ordinateurs, ...) pour des durées de 1 à 3 ans. Ces contrats sont de faible valeur et/ou de courte durée. la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest a choisi d’appliquer les exemptions prévues par IFRS 16 et de ne pas comptabiliser au bilan de droit d’utilisation et de dette locative sur ces contrats.

Variation des actifs au titre du droit d’utilisation

La Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest est preneur de nombreux actifs dont des bureaux, des agences et du matériel informatique.

Les informations relatives aux contrats dont la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest est preneur sont présentés ci-dessous :

-en milliers d'euros	31/12/2024	Variations de périmètre	Augmentations acquisitions	- Diminutions cessions	- Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2025
----------------------	------------	-------------------------	----------------------------	------------------------	------------------------	-------------------	------------

Immobilier							
Valeur brute	4 574	-	9 452	-173	-	-	13 853
Amortissements et dépréciations	-1 382	-	-508	44	-	-	-1 846
Total Immobilier	3 192	-	8 944	-129	-	-	12 007
Mobilier							
Valeur brute		-	-	-	-	-	-
Amortissements et dépréciations		-	-	-	-	-	-
Total Mobilier	-	-	-	-	-	-	-
Total Droits d'utilisation	3 192	-	8 944	-129	-	-	12 007

-en milliers d'euros	31/12/2023	Variations de périmètre	Augmentations acquisitions	- Diminutions cessions	- Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
Immobilier							
Valeur brute	3 863	-	711	-	-	-	4 574
Amortissements et dépréciations	-1 591	-	-537	746	-	-	-1 382
Total Immobilier	2 272	-	174	746	-	-	3 192
Mobilier							
Valeur brute		-	-	-	-	-	-
Amortissements et dépréciations		-	-	-	-	-	-
Total Mobilier	-	-	-	-	-	-	-
Total Droits d'utilisation	2 272	-	174	746	-	-	3 192

Echéancier des dettes locatives

-en milliers d'euros	31/12/2025			
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total Dettes locatives
	1 181	4 560	4 895	10 636

-en milliers d'euros	31/12/2024			
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total Dettes locatives
	307	628	585	1 520

Détail des charges et produits de contrats de location

-en milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Charges d'intérêts sur dettes locatives	-72	-28
Total Intérêts et charges assimilées -PNB	-72	-28
Charges relatives aux contrats de location court terme	-561	-779
Charges relatives aux contrats de location de faible valeur	-	-
Charges relatives aux paiements de loyers variables exclus de l'évaluation de la dette	-	-
Produits de sous-location tirés d'actifs au titre de droits d'utilisation	-	-

Profits ou pertes résultant de transactions de cession-bail	-	-
Profits ou pertes résultant de modifications de contrats de location	-	-
Total Charges générales d'exploitation	-561	-779
Dotations aux amortissements sur droits d'utilisation	-509	-537
Total Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	-509	-537
Total Charges et produits de contrats de location	-1 142	-1 344

Montants des flux de trésorerie de la période

-en milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Total des sorties de trésorerie relatives aux contrats de location	8 483	-807

8.2 Contrats de location dont le Groupe est bailleur

La Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest propose à ses clients des activités de location qui prennent la forme de contrats de crédit-bail, de location avec option d'achat, de location financière, ou de location longue durée. Les contrats de location sont classés en contrats de location financement lorsque les termes du contrat de location transfèrent en substance la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété au preneur.

Les autres contrats de location sont classés en location simple.

Produits de contrats de location

-en milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Location financement	-	-
Profits ou pertes réalisés sur la vente	-	-
Produits financiers tirés des créances locatives	-	-
Produits des paiements de loyers variables	-	-
Location simple	315	349
Produits locatifs	315	349

9 Engagements de financement et de garantie et autres garanties

Engagements donnés et reçus

-en milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Engagements donnés	739 700	696 147
Engagements de financement	574 888	533 807
Engagements en faveur des établissements de crédit	-	-
Engagements en faveur de la clientèle	574 888	533 807
Engagements de garantie	164 812	162 340
Engagements d'ordre des établissements de crédit	-	-
Engagements d'ordre de la clientèle	164 812	162 340
Engagements sur titres	-	-
Titres à livrer	-	-
Engagements reçus	2 927 674	2 863 164
Engagements de financement	5 000	8 041
Engagements reçus des établissements de crédit	5 000	8 041
Engagements reçus de la clientèle	-	-
Engagements de garantie	2 921 073	2 853 305

Engagements reçus des établissements de crédit	139 857	153 131
Engagements reçus de la clientèle	2 781 216	2 700 174
Engagements sur titres	1 601	1 818
Titres à recevoir	1 601	1 818

La Banque de France a mis fin, à compter du 13 décembre 2024, au canal de remise *Additional Credit Claims Corporates* dans le cadre des dispositifs exceptionnels mis en place en 2011 en réponse à la crise financière. Seules les créances « Prêts Garantis par l’Etat » restent éligibles aux remises de créances en Banque Centrale.

Instruments financiers remis et reçus en garantie

-en milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Valeur comptable des actifs financiers remis en garantie -dont actifs transférés - 1		
Titres et créances apportées en garanties des dispositifs de refinancement -Banque de France, CRH ...	2 184 301	2 233 948
Titres prêtés	-	-
Dépôts de garantie sur opérations de marché	-	-
Autres dépôts de garantie	-	-
Titres et valeurs donnés en pension	-	-
Total de la valeur comptable des actifs financiers remis en garantie	2 184 301	2 233 948
Valeur comptable des actifs financiers reçus en garantie		
Autres dépôts de garantie	-	-
Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés -2		
Titres empruntés	-	-
Titres et valeurs reçus en pension	9 260	8 484
Titres vendus à découvert	-	-
Total Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés	9 260	8 484

Au 31 décembre 2025, la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest n’a pas utilisé les titres souscrits auprès des « FCT Crédit Agricole Habitat » comme dispositif de refinancement.

Créances apportées en garantie

Au cours de l’année 2025, la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest a apporté 2 184 301 milliers d’euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 2 233 948 milliers d’euros en 2024. La Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest conserve l’intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest a apporté notamment :

595 157 milliers d’euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 674 654 milliers d’euros en 2024 ;

59 778 milliers d’euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l’Habitat), contre 54 347 milliers d’euros en 2024 ;

1 529 365 milliers d’euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d’autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 1 504 947 milliers d’euros en 2024.

Garanties détenues et actifs reçus en garantie

La plus grande partie des garanties et rehaussements détenus correspond à des hypothèques, des nantissements ou des cautionnements reçus, quelle que soit la qualité des actifs garantis.

A l'exception des titres reçus en pension livrée, pour un montant de 0 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 0 milliers d'euros au 31 décembre 2024, et des valeurs reçues en garantie ou en nantissement, pour un montant de 9 260 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 8 484 milliers d'euros au 31 décembre 2024, les garanties détenues par la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest et qu'elle est autorisée à vendre ou à redonner en garantie sont non significatives et l'utilisation de ces garanties ne fait pas l'objet d'une politique systématisée étant donné son caractère marginal dans le cadre de l'activité de la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest.

La politique de l'établissement consiste à céder dès que possible les actifs obtenus par prise de possession de garanties.

10 Reclassements d'instruments financiers

La Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest n'a pas opéré en 2025 de reclassement au titre du paragraphe 4.4.1 d'IFRS 9.

11 Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

La juste valeur est basée sur le prix de sortie (notion "d'*exit price*").

Les montants de juste valeur indiqués ci-dessous représentent les estimations effectuées à la date d'arrêté en ayant recours en priorité à des données de marché observables. Celles-ci sont susceptibles de changer au cours d'autres périodes en raison de l'évolution des conditions de marché ou d'autres facteurs.

Les calculs effectués représentent la meilleure estimation qui puisse être faite. Elle se base sur un certain nombre d'hypothèses. Il est supposé que les intervenants de marché agissent dans leur meilleur intérêt économique.

Dans la mesure où ces modèles présentent des incertitudes, les justes valeurs retenues peuvent ne pas se matérialiser lors de la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments financiers concernés.

La hiérarchie de juste valeur des actifs et passifs financiers est ventilée selon les critères généraux d'observabilité des données d'entrées utilisées dans l'évaluation, conformément aux principes définis par la norme IFRS 13.

Le niveau 1 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers cotés sur un marché actif.

Le niveau 2 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il existe des données observables. Il s'agit notamment des paramètres liés au risque de taux ou des paramètres de risque de crédit lorsque Celui-ci peut être réévalué à partir de cotations de spreads de *Credit Default Swaps* (CDS). Les pensions données et reçues portant sur des sous-jacents cotés sur un marché actif sont également inscrites dans le niveau 2 de la hiérarchie, ainsi que les actifs et passifs financiers avec une composante à vue pour lesquels la juste valeur correspond au coût amorti non ajusté.

Le niveau 3 de la hiérarchie indique la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il n'existe pas de donnée observable ou pour lesquels certains paramètres peuvent être réévalués à partir de modèles internes qui utilisent des données historiques. Il s'agit principalement des paramètres liés au risque de crédit ou au risque de remboursement anticipé.

Dans un certain nombre de cas, les valeurs de marché se rapprochent de la valeur comptable. Il s'agit notamment :

- Des actifs ou passifs à taux variables pour lesquels les changements d'intérêts n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces instruments s'ajustent fréquemment aux taux du marché ;
- Des actifs ou passifs à court terme pour lesquels il est considéré que la valeur de remboursement est proche de la valeur de marché ;
- Des instruments réalisés sur un marché réglementé (ex : l'épargne réglementée) pour lesquels les prix sont fixés par les pouvoirs publics ;
- Des actifs ou passifs exigibles à vue ;
- Des opérations pour lesquelles il n'existe pas de données fiables observables.

11.1 Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti

La norme IFRS 7 demande des informations portant sur les instruments financiers qui ne sont pas comptabilisés à la Juste Valeur.

Les montants présentés dans « la valeur au bilan » des instruments financiers concernés incluent les créances et dettes rattachées et sont, pour les actifs, nets de dépréciation. Par ailleurs, la valeur au bilan des tableaux inclut la Juste Valeur de la portion couverte des éléments micro couverts en couverture de Juste Valeur (Cf. note 3.5 « Comptabilité de couverture »). En revanche, la valeur comptable des éléments présentés dans ce tableau n'inclut pas l'écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux.

Pour être comptabilisés au coût amorti à l'actif du bilan, les instruments de dette doivent répondre cumulativement à deux critères :

- Être gérés dans un portefeuille dont la gestion a pour objectif la collecte des flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie des actifs et dont les ventes sont strictement encadrées et limitées ;
- Donner droit seulement au remboursement du principal et aux versements reflétant la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable (test "Solely Payments of Principal & Interests" ou test "SPPI").

A ce titre, les informations relatives à la valeur de marché de ces instruments doivent être analysées avec une attention particulière :

- Les valeurs indiquées représentent une estimation de la valeur de marché du 31 décembre 2025. Néanmoins ces valeurs de marché peuvent faire l'objet de variations en fonction des paramètres de marché, notamment l'évolution des taux d'intérêt et la qualité du risque de crédit des contreparties. Ces fluctuations peuvent conduire à un écart pouvant être substantiel entre la juste valeur indicative présentée dans le tableau ci-après et la valeur de décomptabilisation, notamment à l'échéance ou proche de l'échéance compatible avec un modèle de gestion de collecte dans lequel les instruments financiers sont classés.

Ainsi, l'écart entre l'indication de la juste valeur et sa valeur comptable ne représente pas une valeur de réalisation dans une perspective de continuité d'activité de l'établissement.

- Compte tenu du modèle de gestion consistant à collecter les flux de trésorerie des instruments financiers du portefeuille auquel il appartient, il est rappelé que ces instruments financiers ne sont pas gérés en fonction de l'évolution de leur juste valeur et que la performance de ces actifs est appréciée sur la base des flux de trésorerie contractuels perçus sur leur durée de vie de l'instrument.
- L'estimation de la juste valeur indicative des instruments comptabilisés au coût amorti est sujette à l'utilisation de modèles de valorisation notamment les prêts et créances vis-à-vis de la clientèle et plus particulièrement ceux dont la valorisation est fondée sur des données non observables de niveau 3.

Juste valeur des actifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan

	Valeur au bilan au 31/12/2025	Juste valeur au 31/12/2025	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>-en milliers d'euros</i>					
Prêts et créances	8 592 234	8 415 425	-	999 263	7 416 162
Prêts et créances sur les établissements de crédit	982 080	982 066	-	971 746	10 320
Prêts et créances sur la clientèle	7 610 154	7 433 359	-	27 517	7 405 842
Titres de dettes	389 873	371 057	371 050	-	7
Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	8 982 107	8 786 482	371 050	999 263	7 416 169

	Valeur au bilan au 31/12/2024	Juste valeur au 31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>-en milliers d'euros</i>					
Prêts et créances	8 711 378	8 622 611	-	1 153 314	7 469 297
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 142 175	1 142 073	-	1 131 703	10 370
Prêts et créances sur la clientèle	7 569 203	7 480 538	-	21 611	7 458 927
Titres de dettes	385 002	361 267	361 260	-	7
Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	9 096 380	8 983 878	361 260	1 153 314	7 469 304

L'écart de réévaluation à l'actif du bilan s'élève à 196 millions d'euros au 31 décembre 2025 contre 113 millions d'euros au 31 décembre 2024.

Juste valeur des passifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan

	Valeur au bilan au 31/12/2025	Juste valeur au 31/12/2025	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>-en milliers d'euros</i>					
Dettes envers les établissements de crédit	5 161 598	5 161 783	-	5 161 783	-
Dettes envers la clientèle	3 286 313	3 286 313	-	3 261 384	24 929
Dettes représentées par un titre	40 862	40 360	20 611	19 749	-
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-
Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	8 488 773	8 488 456	20 611	8 442 916	24 929

	Valeur au bilan au 31/12/2024	Juste valeur au 31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
-en milliers d'euros					
Dettes envers les établissements de crédit	5 204 313	5 204 494	-	5 204 494	-
Dettes envers la clientèle	3 304 165	3 304 165	-	3 304 165	-
Dettes représentées par un titre	47 955	46 891	27 314	19 577	-
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-
Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	8 556 433	8 555 550	27 314	8 528 236	-

L'écart de réévaluation au passif du bilan s'élève à 0,3 millions d'euros au 31 décembre 2025 contre 0,9 millions d'euros au 31 décembre 2024.

11.2 Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

Evaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (*Credit Valuation Adjustment* ou CVA) du risque de non-exécution sur les dérivés passifs (*Debit Valuation Adjustment* ou DVA ou risque de crédit propre).

L'ajustement de valeur relatif à la qualité de la contrepartie (CVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque de crédit associé à la contrepartie (risque de non-paiement des sommes dues en cas de défaut). Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions déduction faite d'éventuels collatéraux. Cet ajustement est systématiquement négatif et vient en minoration de la juste valeur active des instruments financiers.

L'ajustement de valeur relatif au risque de crédit propre de notre établissement (DVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque porté par nos contreparties. Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions. Cet ajustement est systématiquement positif et vient en diminution de la juste valeur passive des instruments financiers.

Le calcul du CVA/DVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables. La probabilité de défaut est en priorité directement déduite de CDS cotés ou de proxys de CDS cotés lorsqu'ils sont jugés suffisamment liquides.

Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

Actifs financiers valorisés à la juste valeur

	31/12/2025	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
-en milliers d'euros				
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	5 913	-	5 913	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-

Titres détenus à des fins de transaction	-	-	-	-
Instruments dérivés	5 913	-	5 913	-
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat - I	192 504	121 784	23 357	47 363
<i>Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat</i>	22 784	-	14 314	8 470
<i>Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI</i>	169 720	121 784	9 043	38 893
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	918	-	-	918
Titres de dettes	168 802	121 784	9 043	37 975
<i>Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature</i>	-	-	-	-
<i>Actifs représentatifs de contrats en unités de compte</i>	-	-	-	-
<i>Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</i>	-	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 182 171	-	1 174 284	7 887
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	1 143 171	-	1 135 284	7 887
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	39 000	-	39 000	-
Instruments dérivés de couverture	112 336	-	112 336	-
Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur	1 492 924	121 784	1 315 890	55 250
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-		-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
Total des transferts vers chacun des niveaux		-	-	-

- I Le montant des OPC s'élève à 167.396 milliers d'euros au 31/12/2025

	31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
<i>- en milliers d'euros</i>				
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	5 120	-	5 120	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-
Titres détenus à des fins de transaction	-	-	-	-
Instruments dérivés	5 120	-	5 120	-
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat - I	168 876	100 254	22 632	45 990
<i>Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat</i>	22 147	-	13 714	8 433
<i>Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI</i>	146 729	100 254	8 918	37 557
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	913	-	-	913
Titres de dettes	145 816	100 254	8 918	36 644
<i>Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature</i>	-	-	-	-
<i>Actifs représentatifs de contrats en unités de compte</i>	-	-	-	-
<i>Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</i>	-	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-

Titres à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	975 680	-	968 467	7 213
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	975 680	-	968 467	7 213
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	118 422	-	118 422	-
Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur	1 268 098	100 254	1 114 641	53 203
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-		-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
Total des transferts vers chacun des niveaux		-	-	-

-1 Le montant des OPC s'élève à 144.559 milliers d'euros au 31/12/2024

Passifs financiers valorisés à la juste valeur

	31/12/2025	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>-en milliers d'euros</i>				
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	5 931	-	5 931	-
Titres vendus à découvert	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-
Instruments dérivés	5 931	-	5 931	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	19 580	-	19 580	-
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	25 511	-	25 511	-
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-		-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
Total des transferts vers chacun des niveaux		-	-	-

	31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>-en milliers d'euros</i>				
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	5 139	-	5 139	-
Titres vendus à découvert	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-
Instruments dérivés	5 139	-	5 139	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	27 393	-	27 393	-
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	32 532	-	32 532	-

Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-		-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
Total des transferts vers chacun des niveaux		-	-	-

Instruments financiers valorisés selon un modèle de niveau 3

Variation du solde des instruments financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

Actifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

Tableau 1 sur 3	Total Actifs financiers valorisés à la juste Valeur selon le niveau 3	Actifs financiers détenus à des fins de transaction					
		Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres reçus en pension livrée	Valeurs reçues en pension	Titres détenus à des fins de transaction	Instruments dérivés
Solde de clôture 31/12/2024	53 203	-	-	-	-	-	-
Gains /pertes de la période -1	-37	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en résultat	-515	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en capitaux propres	478	-	-	-	-	-	-
Achats de la période	2 084	-	-	-	-	-	-
Ventes de la période	-	-	-	-	-	-	-
Emissions de la période	-	-	-	-	-	-	-
Dénouements de la période	-	-	-	-	-	-	-
Reclassements de la période	-	-	-	-	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-	-	-	-	-
Transferts	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers niveau 3	-	-	-	-	-	-	-
Transferts hors niveau 3	-	-	-	-	-	-	-
Solde de clôture 31/12/2025	55 250	-	-	-	-	-	-

Tableau 2 sur 3	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat								
	Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI			Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
		Actions et autres titres à revenu variable et titres de participation non consolidés	Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle			Titres de dettes	Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle
-en milliers d'euros									
Solde de clôture 31/12/2024	8 433	-	913	36 644	-	-	-	-	-
Gains /pertes de la période -1	-616	-	-	101	-	-	-	-	-
Comptabilisés en résultat	-616	-	-	101	-	-	-	-	-
Comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Achats de la période	653	-	5	1 230	-	-	-	-	-
Ventes de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emissions de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dénouements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Reclassements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers niveau 3	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts hors niveau 3	-	-	-	-	-	-	-	-
Solde de clôture 31/12/2025	8 470	-	918	37 975	-	-	-	-

Tableau 3 sur 3 -en milliers d'euros	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		
	Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Instruments dérivés de couverture
Solde de clôture 31/12/2024	7 213	-	-
Gains /pertes de la période -1	478	-	-
Comptabilisés en résultat	-	-	-
Comptabilisés en capitaux propres	478	-	-
Achats de la période	196	-	-
Ventes de la période	-	-	-
Emissions de la période	-	-	-
Dénouements de la période	-	-	-
Reclassements de la période	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-
Transferts	-	-	-
Transferts vers niveau 3	-	-	-
Transferts hors niveau 3	-	-	-
Solde de clôture 31/12/2025	7 887	-	-

-1 ce solde inclut les gains et pertes de la période provenant des actifs détenus au bilan à la date de la clôture pour les montants suivants :

Gains/ pertes de la période provenant des actifs de niveau 3 détenus au bilan en date de clôture	-79
Comptabilisés en résultat	-557
Comptabilisés en capitaux propres	478

12 Impacts des évolutions comptables ou autres événements

Non concerné

13 Périmètre de consolidation au 31 décembre 2025

Date de clôture

Les états financiers utilisés pour la préparation des états financiers consolidés sont établis à la même date que celle des états financiers du Groupe.

13.1 Information sur les filiales

La Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest n’a accordé aucun soutien financier aux entités structurées consolidées au 31 décembre 2025 ni au 31 décembre 2024.

Opérations de titrisation et fonds dédiés

Pour plus de détails sur ces opérations de titrisation et sur l’indication de la valeur comptable des actifs concernés et des passifs associés, il est possible de se reporter à la note 6.6 « Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue ».

Les Caisses régionales depuis 2015 ont participé à plusieurs titrisations True Sale. Ces titrisations sont des RMBS français soit auto souscrits, soit placés dans le marché par le Groupe.

Ces opérations se traduisent par une cession de crédits à l’habitat originés par les 39 Caisses régionales et éventuellement LCL pour certains FCT, à un FCT (un par titrisation). Les FCT sont consolidés au sein du groupe Crédit Agricole.

Dans le cadre de ces titrisations, la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest a cédé, à l’origine, des crédits habitat pour un montant de 33,9 millions d’euros aux FCT.

13.2 Coentreprises et entreprises associées

Non concerné

13.3 Participations ne donnant pas le contrôle

Non concerné

13.4 Composition du périmètre

Périmètre de consolidation	Méthode de consolidation	Modification de périmètre - 2	Implantation	Siège social	Type d'entité et nature du contrôle - 3	% de contrôle		% d'intérêt	
	-1					31/12/2024	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2025
Caisse Régionale									
Caisse Régionale du Crédit Agricole de CENTRE OUEST	Globale		France	France	Mère	100 %	100 %	100 %	100 %
Caisse Locale									
Caisses Locales du Crédit Agricole de CENTRE OUEST	Globale		France	France	Mère	100 %	100 %	100 %	100 %
Divers									
SCI FONCIERE DES CASSEAUX	Globale	E1	France	France	Filiale	0%	100%	0%	100%
CENTRE OUEST EXPANSION	Globale		France	France	Filiale	100%	100%	100%	100%
FCT CAH 2020 Compartiment CR895 CENTRE OUEST	Globale	S1	France	France	ESC	100%	0%	100%	0%
FCT CAH 2022 Compartiment CR895 CENTRE OUEST	Globale		France	France	ESC	100%	100%	100%	100%
FCT CAH 2024 Compartiment CR895 CENTRE OUEST	Globale		France	France	ESC	100%	100%	100%	100%
FCT CAH 2025 Compartiment CR895 CENTRE OUEST	Globale	E2	France	France	ESC	0%	100%	0%	100%

-1 Méthode de consolidation

Intégration globale

Mise en équivalence

Juste valeur

-2 Modification de périmètre

Entrée dans le périmètre

Franchissement de seuil -E1

Création -E2

Acquisition -dont les prises de contrôle

-3 Type d'entité et nature du contrôle

Filiale

Succursale

Entité structurée contrôlée -ESC

Coentreprise

- Sortie de périmètre

Cessation d'activité -dont dissolution, liquidation -S1

Société cédée au hors groupe ou perte de contrôle

Entité déconsolidée en raison de son caractère non significatif

Fusion absorption

Transmission Universelle du Patrimoine

Divers

Changement de dénomination sociale

Modification de mode de consolidation

Entité nouvellement présentée dans la note de périmètre

Entité en IFRS 5
- Coentreprises structurées

Opération en commun

Entreprise associée

Entreprise associée structurée

Au 31 décembre 2025, la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest ayant participé aux opérations de titrisation Crédit Agricole Habitat a consolidé ses quote parts (analyse par silo) de chacun des FCT, le complément de prix de cession, le mécanisme de garantie ainsi que la convention de remboursement interne limitant in fine la responsabilité de chaque cédant à hauteur des « gains et pertes » réellement constatés sur les créances qu'il a cédées aux FCT.

Détail de la composition des Caisses Locales Centre Ouest

Liste des filiales coentreprises et entreprises associées	Pays d'implantation	Méthode de consolidation 31/12/2024	% d'intérêt		% de contrôle	
			31/12/2024	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2025
Aixe sur Vienne	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Ambazac	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Bellac	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Bessines	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Chalus	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Châteauneuf	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Châteauponsac	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Le Dorat	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Eymoutiers	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Lauriere	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Vanteaux	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Magnac Laval	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Mézières	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Nantiat	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Nexon	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Nieul	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Oradour sur Vayres	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Pierre Buffière	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Rochechouart	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
St Germain	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
St Junien	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
St Laurent	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
St Léonard	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
St Mathieu	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
St Sulpice	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
St Yrieix	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Babylone	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Libération	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Châteauroux	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Aigurande Marche Berrichonne	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Ardentes	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Argenton	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Belabre	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Le Blanc	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Buzançais	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%

Chatillon	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
La Chatre	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Ecueillé	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Eguzon	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Issoudun	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Levroux	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Mézières en Brenne	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Neuvy st sepulchre	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
St Aout	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
St Benoît du Sault	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Chabris Bazelle	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
St Gaultier	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Ste Sévère	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Tournon	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Valençay	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Vatan	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%

14 Participations et entités structurées non consolidées

14.1 Participations non consolidées

Ces titres enregistrés à la juste valeur par résultat ou la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sont des titres à revenu variable représentatifs d'une fraction significative du capital des sociétés qui les ont émis et destinés à être détenus durablement.

Conformément au règlement ANC 201609 et à l'option offerte par la Recommandation ANC 201601, la liste exhaustive des entités contrôlées non consolidées et des titres de participations significatifs non consolidés est consultable sur le site internet de la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest à l'adresse suivante : www.cacentreouest.fr

14.1.1 Entités non intégrées dans le périmètre de consolidation

Les entités sous contrôle exclusif, sous contrôle conjoint et sous influence notable non intégrées dans le périmètre de consolidation, sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Entités non consolidées	Siège social	% d'intérêt		Motif d'exclusion du périmètre de consolidation
		31/12/2024	31/12/2025	
29 BD de VANTEAUX	France	98,58%	98,58%	Entité non significative
SAINT LUC INVESTISSEMENT	France	99,80%	99,80%	Entité non significative
CENTRE OUEST FONCIERE INVESTISSEMENT	France	100,00%	100,00%	Entité non significative
PATRIMOINE PIERRE	France	99,79%	99,79%	Entité non significative
CYBER CONSEIL & ASSISTANCE	France	100,00%	100,00%	Entité non significative
SAS VILLAGE BY CA CHATEAUX	France	100,00%	100,00%	Entité non significative
CEI TP	France	25,00%	25,00%	Entité non significative
SAS GIBAUDERIE	France	25,00%	25,00%	Entité non significative
CAC PME	France	7,50%	7,50%	Autre raison
CAC PME 2	France	6,00%	6,00%	Autre raison

14.1.2 Titres de participation non consolidés et présentant un caractère significatif

Les titres de participation représentant une fraction du capital supérieure ou égale à 10 % n'entrant pas dans le périmètre de consolidation sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Titres de participations non consolidées	Siège social	% d'intérêt		Montant des capitaux propres -en K€	Résultat du dernier exercice -en K€
		31/12/2024	31/12/2025		
LIMOGES BIOMASSE ENERGIES	France	39,50%	39,50%	3.822K€	1.131K€

14.2 Informations sur les entités structurées non consolidées

Conformément à IFRS 12, une entité structurée est une entité conçue de telle manière que les droits de vote ou droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui contrôle l'entité ; c'est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes sont dirigées au moyen d'accords contractuels.

Informations sur les risques associés aux intérêts détenus

Intérêts détenus dans des entités structurées non consolidées par nature d'activités

Au 31 décembre 2025 et au 31 décembre 2024, l'implication de la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest dans des entités structurées non consolidées est présentée pour l'ensemble des familles d'entités structurées sponsorisées significatives pour la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest dans les tableaux ci-dessous :

	31/12/2025								
	Titrisation					Gestion d'actifs			
	Valeur au bilan	Perte maximale			Valeur au bilan	Perte maximale			
		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette	
-en milliers d'euros									
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-			-	-			-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes	-			-	-			-	-
Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Engagements donnés		-	-	-		-	-	-	-
Engagements de financement		-	-	-		-	-	-	-
Engagements de garantie		-	-	-		-	-	-	-
Autres		-	-	-		-	-	-	-
Provisions pour risque d'exécution Engagements par signature		-	-	-		-	-	-	-
Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Bilan des entités structurées non consolidées	-	-	-	-	-	-	-	-	-

	31/12/2025									
	Fonds de placement - I					Financement structuré - I				
	Valeur au bilan	Perte maximale		Valeur au bilan	Perte maximale	Valeur au bilan	Perte maximale		Valeur au bilan	Perte maximale
		Exposition maximale au risque de perte	Exposition maximale au risque de perte				Exposition maximale au risque de perte	Exposition maximale au risque de perte		
-en milliers d'euros										

Actifs financiers à la juste valeur par résultat	95 577	95 577	95 577	95 577	95 577	95 577	95 577	95 577
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	95 577	95 577	95 577	95 577	95 577	95 577	95 577	95 577
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	-	-	-	-	-	-	-	-
Engagements donnés	-	-	-	-	-	-	-	-
Engagements de financement	-	-	-	-	-	-	-	-
Engagements de garantie	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour risque d'exécution Engagements par signature	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Bilan des entités structurées non consolidées	7 793 139	-	7 793 139	-	7 793 139	-	7 793 139	-

(1) Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de risques spécifiques liées à la nature de l'entité. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note 3.1 « Exposition au risque de crédit » et dans la note 3.3 « Risque de marché ». Il s'agit des fonds de placement dans lesquels le Groupe n'est pas gérant et des entités de financement structuré dans lesquelles le Groupe a uniquement accordé un prêt.

	31/12/2024								
	Titrisation					Gestion d'actifs			
	Valeur au bilan	Perte maximale				Valeur au bilan	Perte maximale		
		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette			Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette
- en milliers d'euros									
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Engagements donnés	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Engagements de financement	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Engagements de garantie	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour risque d'exécution Engagements par signature	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Bilan des entités structurées non consolidées	-	-	-	-	-	-	-	-	-

	31/12/2024	
	Fonds de placement - I	Financement structuré - I
- en milliers d'euros		

	Valeur au bilan	Perte maximale		Perte maximale		Valeur au bilan	Perte maximale		Perte maximale	
		Exposition maximale au risque de perte	Valeur au bilan	Exposition maximale au risque de perte	Valeur au bilan		Exposition maximale au risque de perte	Valeur au bilan	Exposition maximale au risque de perte	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	72 153	72 153	-	72 153	-	-	-	-	-	
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Actifs financiers au coût amorti	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	72 153	72 153	-	72 153	-	-	-	-	-	
Instruments de capitaux propres	-			-	-				-	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Dettes	-			-	-				-	
Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Engagements donnés		-	-	-		-	-	-	-	
Engagements de financement		-	-	-		-	-	-	-	
Engagements de garantie		-	-	-		-	-	-	-	
Autres		-	-	-		-	-	-	-	
Provisions pour risque d'exécution Engagements par signature		-	-	-		-	-	-	-	
Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total Bilan des entités structurées non consolidées	4 735 153	-	-	-	-	-	-	-	-	

(1) Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de risques spécifiques liées à la nature de l'entité. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note 3.1 « Exposition au risque de crédit » et dans la note 3.3 « Risque de marché ». Il s'agit des fonds de placement dans lesquels le Groupe n'est pas gérant et des entités de financement structuré dans lesquelles le Groupe a uniquement accordé un prêt.

Exposition maximale au risque de perte

L'exposition maximale au risque de perte des instruments financiers correspond à la valeur comptabilisée au bilan à l'exception des dérivés de vente d'option et de CDS (*credit default swap*) pour lesquels l'exposition correspond à l'actif au montant du notionnel et au passif au notionnel minoré du *marktomarket*. L'exposition maximale au risque de perte des engagements donnés correspond au montant du notionnel et la provision sur engagements donnés au montant comptabilisé au bilan.

15 Événements postérieurs au 31 décembre 2025

Néant

C. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'Assemblée Générale de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Centre Ouest,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Centre Ouest relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la caisse régionale à la fin de cet exercice.

L’opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Conseil d’administration remplissant les fonctions du Comité d’audit.

Fondement de l’opinion

Référentiel d’audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par l’article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l’opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la « Note 2 Principes et méthodes comptables » de l’annexe des comptes annuels qui expose les incidences du changement de méthodes comptables induites par la première application du règlement ANC n°202206 (modernisation des états financiers).

Justification des appréciations – Points clés de l’audit

En application des dispositions des articles L.82153 et R.821180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d’anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes annuels de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dépréciation des crédits en défaut

Point clé de l’audit	Réponse d’audit apportée
<p>Du fait de son activité, votre Caisse régionale est notamment exposée à un risque de crédit sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l’agriculture.</p> <p>Comme indiqué dans l’annexe aux comptes annuels -note 2.1 « Créances et engagements par signature », les créances présentant un risque de crédit avéré donnent lieu à la comptabilisation d’une dépréciation correspondant à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d’intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.</p> <p>S’agissant de la détermination d’éventuelles dépréciations, la Caisse régionale est conduite à formuler des hypothèses pour estimer les flux futurs de recouvrement.</p> <p>Nous considérons la détermination de ces dépréciations des crédits portant notamment sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l’agriculture comme un point clé de l’audit des comptes annuels en raison de leur importance dans le bilan et de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la Caisse régionale pour déterminer les flux futurs estimés actualisés dans le contexte macroéconomique de l’exercice 2025 tel qu’indiqué dans la note 2.1 de l’annexe aux comptes annuels. Ces dépréciations sont intégrées dans le montant total des dépréciations individuelles présentées dans la note 4.4 de l’annexe aux comptes annuels qui s’élève à 85,4 M€.</p>	<p>Nos travaux ont consisté à apprécier le dispositif mis en place par la Caisse régionale, dans le contexte macroéconomique de l’exercice 2025, pour évaluer le montant des dépréciations à comptabiliser.</p> <p>Nous avons en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none">- mené des entretiens au cours de l’exercice avec les personnes en charge du suivi des risques au sein de votre caisse régionale afin de prendre connaissance de la gouvernance et des procédures mises en place pour évaluer ces dépréciations et assurer leur correcte comptabilisation ;- testé l’efficacité des contrôles jugés clés mis en œuvre par votre caisse régionale relatifs à ces procédures ;- apprécié les hypothèses utilisées par la Caisse régionale pour la détermination des flux futurs estimés sur un échantillon de dossiers de crédit ;- mis en œuvre des procédures analytiques sur la couverture des encours douteux.

Provisions sur encours sains et dégradés

Point clé de l'audit	Réponse d'audit apportée
Comme indiqué dans l'annexe aux comptes annuels -note 2.1 « Créances et engagements par signature », votre caisse régionale constate au titre des expositions de crédits au passif de son bilan des provisions pour couvrir les risques de crédit attendus sur les douze mois à venir -expositions qualifiées de saines ou sur la durée de vie de l'encours dès lors que la qualité de crédit de l'exposition s'est significativement dégradée -expositions qualifiées de dégradées.	Nos travaux ont notamment consisté à :
Ces provisions reposent sur des estimations qui intègrent des paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut selon des modèles internes de risque de crédit, en tenant compte de données macroéconomiques prospectives -Forward Looking appréciées au niveau du groupe Crédit Agricole et au regard de paramètres propres au portefeuille de crédit de votre caisse régionale sur la base d'éléments conjoncturels et/ou structurels locaux.	<ul style="list-style-type: none"> - prendre connaissance, lors d'une revue critique des conclusions des travaux réalisés à notre demande par les auditeurs de la consolidation du groupe Crédit Agricole, avec l'aide de leurs experts sur les modèles de dépréciations. Ces travaux couvrent en particulier les aspects suivants : <ul style="list-style-type: none"> ■ la conformité des principes méthodologiques suivis pour la construction des modèles avec les règles et méthodes comptables applicables ; ■ le processus d'élaboration et la cohérence des paramètres utilisés dans les modèles -probabilité de défaut « PD », perte en cas de défaut <i>loss given default</i> ou « LGD » en prenant en compte notamment le contexte macroéconomique de l'exercice 2025 ; ■ le respect des règles de gouvernance des modèles et du processus de validation indépendante tels que défini par le Groupe Crédit Agricole et le changement des paramètres y compris l'analyse des scénarios et des paramètres économiques projetés ; ■ la réalisation de tests ciblés sur l'outil utilisé pour calculer les provisions - apprécier le dispositif de contrôle interne et tester les contrôles manuels ou informatisés relatifs à la mesure des expositions aux risques de crédit et à l'évaluation des pertes attendues ; - tester les données relatives aux expositions entrant dans le modèle de provisionnement sur la base d'un échantillon de dossiers ; - contrôler le déversement des expositions servant de base au calcul des dépréciations et provisions dans l'outil de provisionnement ; - apprécier les hypothèses et la documentation fournie par votre caisse régionale sur l'identification de dégradations significatives notamment dans le contexte macroéconomique pour des portefeuilles d'encours et la justification des paramètres conjoncturels et/ou structurels locaux retenus pour l'application du Forward Looking local ; - apprécier l'évolution des expositions et des provisions par catégories homogènes de risques sur l'exercice 2025 ; - apprécier le caractère approprié des informations données au titre de la couverture du risque de crédit dans l'annexe aux comptes annuels.
Le cumul de ces provisions concernant les prêts et les créances représente 66,4 M€ au 31 décembre 2025 comme détaillé dans la note 15 de l'annexe aux comptes annuels.	
Nous considérons qu'il s'agit d'un point clé de l'audit des comptes annuels en raison de :	
- l'importance des hypothèses prises en particulier dans le contexte macroéconomique de l'exercice 2025 tel qu'indiqué dans la note 2.1 de l'annexe aux comptes annuels ;	
- la matérialité de ces provisions dans le bilan de votre caisse régionale et du recours à de nombreux paramètres et hypothèses appliqués pour décliner la méthode sur plusieurs types de portefeuilles -entreprises, particuliers, crédits à la consommation, etc, dont par exemple des informations prospectives -Forward Looking central et local.	

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux sociétaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux sociétaires, à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.4416 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre caisse régionale considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Centre Ouest par l'assemblée générale du 30 mars 2007 pour le cabinet KPMG S.A. et du 23 mars 2023 pour le cabinet Forvis Mazars.

Au 31 décembre 2025, le cabinet KPMG S.A. était dans la 19^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet

Forvis Mazars dans la 3^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la caisse régionale à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la caisse régionale ou de cesser son activité.

Il incombe au Conseil d'administration remplissant les fonctions de Comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.82155 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre caisse régionale.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion.

Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la caisse régionale à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit

Nous remettons au Conseil d'administration remplissant les fonctions du Comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Conseil d'administration remplissant les fonctions du Comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Conseil d'administration remplissant les fonctions du Comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.82127 à L.82134 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Conseil d'administration remplissant les fonctions du Comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les Commissaires aux comptes

Labège, le 11 mars 2026

Forvis Mazars

Julie Mallet

Associée

François Jayr

Associé

Labège, le 11 mars 2026

KPMG S.A.

Diego Dechelotte

Associé

D. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'Assemblée Générale de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Centre Ouest,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Centre Ouest relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et

entités comprises dans la consolidation.

L’opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Conseil d’Administration remplissant les fonctions du Comité d’audit.

Fondement de l’opinion

Référentiel d’audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2025 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par l’article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations – Points clés de l’audit

En application des dispositions des articles L.82153 et R.821180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d’anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes consolidés de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Dépréciation des crédits en défaut

Point clé de l’audit	Réponse d’audit apportée
<p>Du fait de son activité, votre caisse régionale est notamment exposée à un risque de crédit sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l’agriculture.</p> <p>Comme indiqué dans le paragraphe « Risque de crédit et étapes de dépréciation/provisionnement » de la note 1.2 de l’annexe aux comptes consolidés, les encours en défaut -Stage 3 sont dépréciés lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de ces actifs financiers.</p> <p>Le montant de ces dépréciations correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus à maturité -incluant le principal et les intérêts.</p> <p>S’agissant de la détermination d’éventuelles dépréciations, la Caisse régionale est conduite à formuler des hypothèses pour estimer les flux futurs de recouvrement.</p> <p>Nous considérons la détermination de ces dépréciations des crédits portant notamment sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l’agriculture comme un point clé de l’audit des comptes consolidés en raison de leur importance dans le bilan et de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la Caisse régionale pour déterminer les flux futurs estimés actualisés dans le contexte macroéconomique de l’exercice 2025 tel qu’indiqué dans la note 3.1 de l’annexe aux comptes consolidés. Ces dépréciations sont intégrées dans le montant total des dépréciations individuelles présentées dans la note 3.1.1 de l’annexe aux comptes consolidés qui s’élève à 85,5 M€.</p>	<p>Nos travaux ont consisté à examiner le dispositif mis en place par la direction, dans le contexte macroéconomique de l’exercice 2025, pour évaluer le montant des dépréciations à comptabiliser.</p> <p>Nous avons en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none">- mené des entretiens au cours de l’exercice avec les personnes en charge du suivi des risques au sein de votre caisse régionale afin de prendre connaissance de la gouvernance et des procédures mises en place pour évaluer ces dépréciations et assurer leur correcte comptabilisation ;- testé l’efficacité des contrôles jugés clés mis en œuvre par votre caisse régionale relatifs à ces procédures ;- analysé les hypothèses utilisées par la direction pour la détermination des flux futurs estimés sur un échantillon de dossiers de crédit ;- mis en œuvre des procédures analytiques sur la couverture des encours douteux.

Risque de crédit et estimation des pertes attendues sur les expositions n’étant pas en défaut

Point clé de l’audit	Réponse d’audit apportée
----------------------	--------------------------

Comme indiqué dans le paragraphe « Risque de crédit et étapes de dépréciation/provisionnement » de la note 1.2 de l'annexe aux comptes consolidés, votre caisse régionale comptabilise des corrections de valeur au titre des pertes de crédit attendues -Expected Credit Losses ou « ECL » dès la comptabilisation initiale d'un instrument financier -crédit, titre de dettes, garantie, etc., au titre des pertes de crédit attendues sur douze mois -Stage 1, et si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, à maturité -Stage 2.

Les corrections de valeur reposent sur des estimations qui intègrent des paramètres de probabilité de défaut, de pertes en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut selon des modèles internes de risque de crédit, en tenant compte de données macroéconomiques prospectives -Forward Looking appréciées au niveau du groupe Crédit Agricole et au regard de paramètres propres au portefeuille de crédit de votre caisse régionale sur la base d'éléments conjoncturels et/ou structurels locaux.

Ces corrections de valeur représentent en cumul sur les prêts et créances sur la clientèle et sur les engagements par signature au 31 décembre 2025, un montant de 72,3 M€ comme détaillé dans la note 3.1.1 de l'annexe aux comptes consolidés.

Nous considérons qu'il s'agit d'un point clé de l'audit des comptes consolidés en raison de :

l'importance des hypothèses prises, en particulier dans le contexte macroéconomique de l'exercice 2025 tel qu'indiqué dans la note 3.1 de l'annexe aux comptes consolidés ;

la matérialité de ces corrections de valeur dans le bilan, et du recours à de nombreux paramètres et hypothèses appliqués pour décliner la méthode sur plusieurs types de portefeuilles -entreprises, particuliers, crédit à la consommation, etc., dont par exemple des informations prospectives -Forward Looking central et local ou des critères de transfert parmi les catégories d'expositions homogènes de risques -Stages 1 et 2.

Nos travaux ont notamment consisté à :

-prendre connaissance, lors d'une revue critique des conclusions des travaux réalisés à notre demande par les auditeurs de la consolidation du groupe Crédit Agricole, avec l'aide de leurs experts sur les modèles de détermination des corrections de valeur au titre des pertes de crédit attendues. Ces travaux couvrent en particulier les aspects suivants :

- la conformité des principes méthodologiques suivis pour la construction des modèles avec les règles et méthodes comptables applicables ;

- le processus d'élaboration et la cohérence des paramètres utilisés dans les modèles -probabilité de défaut « PD », perte en cas de défaut Loss Given Default ou « LGD » en prenant en compte notamment le contexte macroéconomique de l'exercice 2025 ;

- le respect des règles de gouvernance des modèles et du processus de validation indépendante tels que défini par le Groupe Crédit Agricole et le changement des paramètres y compris l'analyse des scénarios et des paramètres économiques projetés ;

- la réalisation de tests ciblés sur l'outil utilisé pour calculer les corrections de valeurs

-apprécier le dispositif de contrôle interne et tester les contrôles manuels ou informatisés relatifs à la mesure des expositions aux risques de crédit et à l'évaluation des pertes attendues ;

-tester les données relatives aux expositions entrant dans le modèle de détermination des corrections de valeur sur la base d'un échantillon de dossiers ;

-contrôler le déversement des expositions servant de base au calcul des corrections de valeur dans l'outil de provisionnement ;

-apprécier les hypothèses et la documentation fournie par votre caisse régionale sur l'identification de dégradations significatives notamment dans le contexte macroéconomique pour des portefeuilles d'encours et la justification des paramètres conjoncturels et/ou structurels locaux retenus pour l'application du Forward Looking local ;

-apprécier l'évolution des expositions et des corrections de valeur par catégories homogènes de risques sur l'exercice 2025 ;

-apprécier le caractère approprié des informations données au titre de la couverture du risque de crédit dans l'annexe aux comptes consolidés.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Centre Ouest par l'assemblée générale du 30 mars 2007 pour le cabinet KPMG S.A. et du 23 mars 2023 pour le cabinet Forvis Mazars.

Au 31 décembre 2025, le cabinet KPMG S.A. était dans la 19^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet Forvis Mazars dans la 3^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la caisse

régionale à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la caisse régionale ou de cesser son activité.

Il incombe au Conseil d'administration remplissant les fonctions du Comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif Et Démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.82155 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre caisse régionale.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la caisse régionale à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

- Concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit

Nous remettons au Conseil d'administration remplissant les fonctions du Comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Conseil d'administration remplissant les fonctions du Comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Conseil d'administration remplissant les fonctions du Comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.82127 à L.82134 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Conseil d'Administration remplissant les fonctions du Comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les Commissaires aux comptes

Forvis Mazars

KPMG S.A.

Labège, le 11 mars 2026

Labège, le 11 mars 2026

Julie Mallet

François Jayr

Diego Dechelotte

Associé

Associé

Associé

E. Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025

A l'Assemblée générale de la société Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Centre Ouest,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attache à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

Conventions autorisées et conclues au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L.22538 du code de commerce.

Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs

Conventions dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article R.22530 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution de la convention suivante, déjà approuvée par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

- **Avec M. Richard Laborie, directeur général de votre caisse régionale entre le 1^{er} février 2022 et le 30 juin 2025**

Nature et objet

Convention du transfert et de la suspension du contrat de travail de M. Richard Laborie. Une convention a été autorisée par le conseil d'administration de votre société lors de sa séance du 28 janvier 2022 dans le cadre du transfert et de la suspension du contrat de travail de M. Richard Laborie en qualité de directeur général de votre caisse régionale.

Modalités

A la suite de la nomination de M. Richard Laborie en tant que directeur général, dirigeant effectif et mandataire social de votre caisse régionale, cette convention vise à ce qu'il puisse bénéficier des avantages acquis en qualité de salarié à raison de sa carrière au sein du groupe Crédit Agricole. Cette convention a pris fin avec la fin du mandat de dirigeant effectif de la Caisse Régionale le 30 juin 2025.

Les Commissaires aux comptes

Forvis Mazars

KPMG S.A.

Labège, le 11 mars 2026

Labège, le 11 mars 2026

Julie Mallet

François Jayr

Diego Dechelotte

Associée

Associé

Associé